

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

La Compétence en Matière d'Assurances

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Décembre 1938, à 14 heures

PAR :

RENÉE BLANCHET

JURY

President : M. SOLUS, Professeur.

Suffragants { MM. Maurice PICARD, Professeur.
ROUAST, Professeur.

LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais, 96
PARIS

1938

LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'ASSURANCES

La Compétence en Matière d'Assurances

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

RENÉE BLANCHET

JURY :

President : M. SOLUS, Professeur.
Suffragants { MM. Maurice PICARD, Professeur.
 ROUAST, Professeur.

LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais, 96
PARIS

1938

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Les règles de la procédure et en particulier celles de compétence semblent, au premier abord, un obstacle à la solution rapide des contestations entre les individus. Leur complexité, leur diversité peuvent dérouter ceux qui n'y sont pas suffisamment préparés. Elles paraissent compliquer les procès et restreindre, en entourant ces derniers d'une forme rigide, les possibilités que pourrait avoir l'individu d'obtenir gain de cause rapidement et aux moindres frais. En effet, les procès de compétence sont incessants et l'imperfection des textes provoque, facilite, encourage l'esprit de chicane.

Et pourtant ces règles canalisent dans le sens le plus favorable aux intérêts généraux et particuliers les moyens qu'ont les plaideurs de recourir aux voies de droit. Elles sont comme des ponts jetés sur un fleuve qui, tout en restreignant à leur voie l'accès de l'autre rive le facilite néanmoins grandement. L'application des règles de compétence commence au moment même où il s'agit de porter une action en justice. S'il s'agit d'une contestation concernant l'assurance, la question est délicate.

Les règles de compétence, en matière d'assurance, donnent lieu à une application abondante et journalière. A une époque où le besoin de l'assurance devient de plus en plus impérieux, où la masse de la population, sollicitée par des producteurs attentifs, prend conscience de sa nécessité, le nombre des individus qui ont à faire face à des litiges la concernant devient considérable. S'il est vrai qu'un mauvais arrangement

amiable est préférable à un procès, il est des cas très nombreux où seule une décision de justice peut résoudre un différend. Les juges et les auxiliaires de la justice ont à s'occuper, dans les litiges qui leur sont soumis, de la plupart des questions d'assurances. Or, avant de défendre une cause ou de la trancher, la première question qui se pose aux juges, comme aux parties, est celle de savoir si le tribunal saisi est compétent pour connaître de l'affaire qui lui est déférée au double point de vue de la compétence d'attribution et de la compétence territoriale.

Pour la première, les solutions jurisprudentielles abondent sur la plupart des situations de fait ou de droit qui peuvent se présenter. Il n'était donc qu'à les coordonner et à les rattacher aux grands principes du code de procédure civile et du code de Commerce.

Pour la seconde, il existe une loi, celle du 13 Juillet 1930, reprenant en partie la loi du 2 janvier 1902. Ce texte dérogaire au droit commun de la compétence, guide les plaideurs dans leurs actions et cependant il en est peu qui aperçoivent les difficultés dont il est hérissé et qu'il soulève encore, malgré la longue expérience faite en cette matière, après la mise en vigueur de la loi de 1902.

L'interprétation qui en a été faite par la doctrine et par la jurisprudence a éclairci en grande partie ce terrain; toutefois, des obscurités subsistent que nous nous efforcerons, pour notre faible part, d'élucider afin d'aboutir à la pleine possession d'une question de compétence importante à beaucoup d'égards. Nous ne nous occuperons pas des litiges qui peuvent s'élever entre les sociétés d'assurances et leurs auxiliaires car ils sont soumis aux règles de compétence de droit commun et s'écartent de l'ensemble de ce sujet.

La division de notre étude s'imposait d'elle-même.

Dans une première partie, nous examinerons les questions concernant la compétence d'attribution (dite encore absolue ou *ratione materiae*) et les différents ordres et degrés de juridiction qui peuvent être saisis des litiges relatifs à l'assurance.

Dans une seconde partie, nous étudierons la compétence territoriale (dite encore relative ou *ratione personæ vel loci*) (1) et l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 qui forme l'essence même de la question.

(1) GLASSON TISSIER et MOREL : *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire de compétence et de procédure civile*, 3^e éd., tome I, p. 573 : « La Juridiction d'un tribunal est limitée d'abord d'une façon absolue d'après l'objet ou la valeur des litiges ou à raison des attributions confiées spécialement par la loi, à l'exclusion de tous autres ou par suite de la règle du double degré de juridiction. C'est la compétence absolue ou d'attribution. La juridiction d'un tribunal est limitée, d'autre part, d'une façon relative par suite de la répartition entre les tribunaux de même catégorie, des affaires de même nature ou de même valeur. C'est la compétence relative ou territoriale ».

PREMIÈRE PARTIE

La compétence d'attribution

Nous aurons pour but, dans cette première partie, de résoudre quelques difficultés qui peuvent se présenter à propos de l'application, à la matière des assurances, des règles générales de la compétence d'attribution. La nature du litige et sa valeur dominant cette question et déterminent quel tribunal il y a lieu de saisir.

Dans certains cas, le caractère du contrat d'assurance vis-à-vis de l'assureur et de l'assuré décide de la juridiction compétente. Il s'agit alors exclusivement de litiges entre assureur et assuré sur l'exécution du contrat.

Dans d'autres cas, cette compétence résulte du caractère des faits dont est issu le procès et qui sont étrangers ou tout au moins accessoires au contrat d'assurance, bien qu'ils ressortent du domaine de l'assurance. Ces instances naissent d'un délit lorsqu'il y a escroquerie à l'assurance ; d'un quasi délit lorsqu'il s'agit de l'action de la victime contre l'assuré et son assureur ; de prescriptions légales, dans le cas du contrôle des sociétés d'assurances.

Nous examinerons ces deux séries de questions dans deux chapitres, l'un consacré aux actions nées du contrat d'assurance, l'autre relatif aux actions nées de faits étrangers ou accessoires au contrat d'assurance.

CHAPITRE PREMIER

ACTIONS NÉES DU CONTRAT D'ASSURANCE

Section I. — Caractère du contrat d'assurance et compétence qui en résulte

La compétence respective des tribunaux civils et de commerce dépend de la nature de l'assurance et de la forme de la société auprès de laquelle le contrat a été souscrit. On ne peut déterminer laquelle de ces deux juridictions sera compétente pour connaître d'une affaire qu'après s'être livré à l'étude de ces questions.

Nous examinerons donc le caractère juridique du contrat d'assurance à l'égard de l'assuré et à l'égard de l'assureur, selon qu'il est souscrit à une société anonyme ou à une société mutuelle d'assurances.

§ 1. — SOCIÉTÉS ANONYMES D'ASSURANCES

A. — CARACTÈRE DU CONTRAT POUR L'ASSUREUR.

Le Code de commerce, en son article 633, réputé acte de commerce « toutes assurances et autres contrats concernant le commerce de mer ». Dès les origines de l'assurance maritime, les tribunaux de commerce furent seuls compétents en cette matière. L'ordonnance de la Marine de 1881 (livre II, titre I, article 2) déclare de la compétence de l'Amirauté toutes

les actions qui procèdent des polices d'assurances et obligations à la grosse aventure (1). Le Code de commerce ne fit donc que confirmer cette règle en donnant le caractère commercial aux assurances maritimes. Il ne fut pas question des assurances terrestres, en raison de ce qu'elles étaient fort peu pratiquées au moment de la rédaction du Code de commerce. La loi du 13 juillet 1930 sur les assurances terrestres n'a édicté aucune règle relative à la compétence d'attribution les concernant. Cependant la question avait été soulevée dans le projet déposé le 12 juillet 1902 (2) et dans celui du 14 juin 1906 (3). L'article la concernant était ainsi conçu : « La loi réputé acte de commerce pour l'assureur toute entreprise d'assurance à primes ; pour l'assuré toute assurance à primes ou mutuelle conclue par un commerçant et se rattachant aux risques de sa profession ».

Par la suite, une autre règle fut proposée par M. Chatenet, dans un rapport présenté le 18 février 1907 (4) : « Sauf convention contraire, tous les litiges relatifs aux assurances sont de la compétence des tribunaux civils ». En présence de propositions aussi différentes, le législateur préféra laisser aux tribunaux le soin de préciser la nature du contrat d'assurance dans chaque espèce et de statuer sur leur compétence à cet égard.

Si l'assureur est une société anonyme, le contrat d'assurance est pour elle une opération commerciale, en raison du but spéculatif qu'elle poursuit. Certains auteurs ont refusé

(1) EMERIGON : *Traité des assurances et des contrats à la grosse*; Marseille, 1783, tome II, p. 319. — ALAUZET : *Traité général des Assurances*, 1843 Paris, tome I, p. 384.

(2) J.O. 1904 Doc. parl. Ch. ann., n° 1918, p. 918.

(3) J.O. 1906 Doc. parl. Ch. ann. n° 89, p. 564.

(4) J. O. 1907, Doc. parl. Ch. ann. n° 768, p. 148.

de reconnaître ce caractère à l'assurance terrestre pour le motif que dans le Code de commerce elle n'est pas mentionnée ; mais nous avons dit qu'à cette époque l'assurance terrestre était peu pratiquée, alors que l'assurance maritime était bien connue et possédait des usages établis. Thaller et Percerou n'ont pas voulu s'arrêter au caractère de spéculation présenté par les sociétés anonymes d'assurances mais ont assimilé ces dernières à des agences d'affaires prévues par l'article 632 du Code de commerce qui les répute commerciales (5). Cette assimilation n'a pas été jugée conforme à la réalité par la majorité de la doctrine qui a donné le caractère commercial aux sociétés anonymes pratiquant l'assurance (6) en raison du but de spéculation poursuivi par elles. Dès lors ces sociétés sont justiciables des Tribunaux de Commerce. La jurisprudence en a toujours décidé ainsi (7).

B. — CARACTÈRE DU CONTRAT D'ASSURANCE POUR L'ASSURÉ.

a) *Contrats couvrant des risques civils ou des risques commerciaux.*

L'ASSURANCE TERRESTRE.

En principe, le contrat d'assurance souscrit par un particulier est un acte civil. Une société anonyme d'assurance doit

(5) THALLER et PERCEROU : *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 38.

(6) SUMIEN : *Traité théorique et pratique des assurances terrestres*, n° 168.

LYON-CAEN et RENAULT : *Traité de droit commercial*, 5 ed. par A. AMIAUD, tome I, n° 164.

(7) Cass., 16 juillet 1872. S. 1872-1-277. — Rennes, 26 juillet 1884 ; S. 1886-2-201. — Paris, 6 déc. 1852 D 1853-2-84. — Grenoble, 25 juin 1852 D 1854-2-51. — Douai, 9 février 1923 Rec. Douai 1923, p. 5. — Lyon, 18 février 1931 Mon. jud. de Lyon, 1931-16.

donc assigner son assuré devant les tribunaux civils. Si elle saisissait le tribunal de commerce, celui-ci devrait se déclarer d'office incompétent car, en matière d'acte mixte, la demande formée par celui qui a fait acte de commerce contre l'autre partie ne peut être soumise au tribunal consulaire dont le défendeur n'est pas justiciable, dès lors qu'il n'est pas commerçant et n'a pas fait acte de commerce; en ce cas, l'incompétence du tribunal de commerce est absolue et non susceptible de prorogation (8).

Le caractère civil de l'assurance au regard de l'assuré subsiste même si ce dernier est commerçant, mais uniquement si elle a été contractée pour des objets étrangers au commerce. Ce n'est point, en effet, la qualité de commerçant qui rend justiciable des juridictions consulaires, mais bien la nature de l'acte. Si l'assuré commerçant prouve que l'obligation qu'il a contractée ne se rapporte pas aux besoins de son commerce, les tribunaux civils sont seuls compétents pour connaître de l'action dirigée contre lui (9).

Si l'assuré commerçant mais n'ayant pas agi dans un but commercial a cependant souscrit un effet de commerce pour payer par exemple le montant de la prime réclamée, la juridiction consulaire devient alors exclusivement compétente, en vertu de l'article 638 du Code de Commerce.

Certains actes, faits par des commerçants, bien que se composant des mêmes éléments sont cependant tantôt civils tantôt commerciaux selon qu'ils se passent dans la vie civile ou dans la vie commerciale. Le caractère commercial s'étend à

(8) Paris, 25 janv. 1938 D.H. 1938 p. 122; civ. 12 mai 1909 S. 1910-1-124; S. V° rep. prat. compétence commerciale n° 11.

E. ESCARRA et RAULT : *Principes de droit commercial*, p. 708.

(9) DE PAEPE : *Etudes sur la compétence civile*, tome 2, p. 39.

toutes les opérations qui facilitent, qui secondent le commerce, qui sont accomplies par le commerçant dans l'intérêt de son commerce (10). C'est la théorie de l'accessoire qui répute commerciaux les actes faits dans l'intérêt de l'exploitation du commerce. C'est ainsi que l'assurance contractée pour les besoins du commerce de l'assuré acquiert un caractère commercial. Sont des actes de commerce les assurances contractées par un commerçant pour protéger ses magasins, ateliers, marchandises et tous objets se rapportant au commerce contre le risque d'incendie (11) ou contre tous autres risques (12) l'assurance d'un immeuble faisant l'objet de l'industrie du commerçant, par exemple un théâtre (13), l'assurance contre le bris de glaces des locaux commerciaux (14), l'assurance de responsabilité civile d'un commerçant (15) ou concernant la conduite d'un véhicule ne servant qu'aux besoins du commerce (16), l'assurance souscrite par un industriel contre les accidents du travail (17).

- (10) LYON-CAEN et RENAULT : *Traité de droit commercial*, T. I, n° 164 ; THALLER op. cit. n° 10 et 61 ; RUBEN de COUDER : *Dict. de Droit commercial* v° assurances terrestres, n° 285.
- (11) Rouen, 22 avril 1847, S. 1848-2-449 ; Caen, 24 janv. 1865 S. 1865-1-153.
- (12) Cass. 24 janv. 1865 D. 1865-1-72 ; Rouen 22 avril 1847 S. 1848-2-449.
- (13) Paris, 27 février 1852 J. des Ass. 1854-64 ; LYON-CAEN et RENAULT, op. cit. 5 ed. par A. AMIAUD, T. I, n° 110 bis.
- (14) Trib. Civ. Seine, 22 déc. 1931 D.H. 1932 p. 142.
- (15) Paris, 6 avril 1908, R.P. Ass. 1909, 148. Trib. Comm. Seine, 28 nov. 1885, R.P. Ass. 1885-562. — Trib. Civ. Nice 23 juillet 1907, R.P. Ass. 1907, 282. — Orléans, 9 avril 1903, R.P. Ass. 1903, 529. — Grenoble, 30 janv. 1906, id. 1907-40. — Trib. Civ. Seine, 30 mars 1903 id. 1903-198.
- (16) Trib. Paix de Brionne, 20 mai 1925. — *Mon. Juges Paix*, 1925, 208. — Trib. Paix de Boos, 20 mars 1928, Rec. Rouen et Caen, 1928, p. 139.
- (17) Rouen, 22 avril 1847, S. 1848-2-449. Cas. 24 janv. 1865, S. 1865-

Les assurances « individuelles », par lesquelles les assurés se garantissent contre les accidents corporels qui pourraient leur arriver, donnent lieu à la même distinction suivant qu'elles se rapportent ou non au commerce. Au regard de l'assuré, l'assurance individuelle est un acte civil même si elle est souscrite par un commerçant (18). La jurisprudence décide que l'assurance individuelle contractée par un commerçant pour les accidents dont il pourrait être victime dans l'exercice de sa profession est un accessoire du commerce et est, par suite, un acte de commerce (19). Dans ce cas, les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du contrat d'assurance individuelle sont de la compétence de la juridiction consulaire (20).

Le contrat de contre-assurance a, au point de vue de la détermination de la nature civile ou commerciale, le même caractère que l'assurance à laquelle il se rapporte (21).

L'assurance sur la vie qui est en principe un acte civil

1-153. — Trib. civ. Seine, 14 nov. 1913; Rec. des Ass. 1915, p. 79. — Paris, 15 mai 1902, S. 1903-2-34 — Orléans, 9 avril 1903 D. 1904-2-188. — Aix, 15 janv. 1884 D. 1885-2-49.

(18) Trib. de Paix de Joigny, 11 août 1932. *Journal des Juges Paix*, 1932-433.

(19) ANOEY et SICOT : *Le contrat d'assurance* p. 15. — A. E. KLEIN : *l'assurance individuelle contre les accidents*. Thèse Paris, 1934, p. 63. Olivier MALLER : De la nature de l'assurance individuelle contre les accidents; *Rev. G. Ass. Terr.* 1929, n° 473, p. 1.

(20) Trib. Civil Seine, 30 mars 1903, R.P. Ass. 1903, p. 198. Trib. Comm. St-Etienne, 16 octobre 1928, *Gaz. Trib.*, 13 déc. 1928; *J. des Ass.* 1929, p. 17. Trib. Civ. Trévoux, 19 janv. 1911, *Gaz. Trib.* 27-4-1911; Trib. civ. Havre, 27 fév. 1932, *Gaz. Trib.* 15 juin 1932, Rec. des sommaires, 1932, n° 8, 9, 10-2977; Trib. civ. Seine, 12 mai 1924, G.P. 1924-2-432; Trib. Commerce de Lyon, 21 sept. 1925, *Gaz. com.* Lyon 3-2-1926.

(21) Trib. civil Charleroi, 23 juillet 1908, *J. des Tribunaux belges*, 1908, n° 2269.

peut revêtir un caractère commercial si la police a été souscrite à titre de garantie au profit de commanditaires et le contrat d'assurance n'est alors que l'accessoire d'une opération commerciale (22).

Les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation pour déterminer si le contrat intervenu entre les parties a été passé dans l'intérêt et pour les besoins du commerce de l'assuré. Le principe est donc général : le caractère de l'assurance est, au regard de l'assuré, civil ou commercial selon qu'elle est ou non étrangère au commerce de l'assuré.

L'ASSURANCE MARITIME.

L'assurance maritime a un caractère commercial vis-à-vis de l'assuré comme de l'assureur. Il arrive cependant que l'assuré ne fait pas acte de commerce notamment lorsqu'il assure ses bagages, son mobilier à bord d'un navire ou s'il assure un bâtiment de plaisance (23). Il est bien certain en ce cas que l'assuré est détaché de toute préoccupation commerciale. L'article 633 du Code de Commerce répute acte de commerce toutes les assurances concernant le commerce de mer. Le lé-

(22) VAN EEKHOUT : *Le Droit des Assurances terrestres*, Bruxelles, 1937, p. 81.

Trib. Commerce Bruxelles, 24 janvier 1896, *J. Ass.* 1896-145; Trib. Commerce Seine, 19 oct. 1882, *J. Ass.* 1883, p. 144. — rapprocher : Trib. civil Seine, 13 janvier 1911, *J. Ass.* 1913, p. 175.

FUZIER-HERMAN : *Rep. gl. alphab. de droit français*, tome 6, voir ass. sur la vie, n° 780 « D'après nous, le principe d'après lequel l'assurance sur la vie est un contrat purement civil, ne reçoit exception que dans le cas où l'assurance constitue, indépendamment de la qualification du contrat, une opération commerciale eu égard à la cause de l'assurance, c'est-à-dire lorsqu'elle est souscrite à raison de la profession de commerçant exercée par l'assuré ».

(23) DE VALROGER : *Droit Maritime*, tome III, n° 1342.

gislateur a voulu apporter la célérité dans les règlements et contestations concernant le commerce de mer et les expéditions maritimes en les faisant trancher par les tribunaux de commerce.

L'article 633 possède un caractère général et aucune distinction, dans l'application de ce texte, ne peut être admise car sa simplicité est voulue pour permettre d'aboutir à des solutions rapides dans une matière où la célérité est particulièrement nécessaire. La question ne semble pas donner lieu à des contestations sérieuses et les tribunaux de commerce sont compétents même si l'assuré ne paraît pas, en s'assurant, faire un acte de commerce (24).

Cependant, on a pu soutenir avec quelque vraisemblance que, s'il est certain que l'article 633 pose une présomption de commercialité pour tous les actes qui se rattachent de près ou de loin aux expéditions maritimes, cette présomption doit céder à la preuve contraire (25).

Ainsi, l'assurance maritime peut être civile pour l'assuré qui assure ses bagages ou son mobilier. La Cour de Cassation s'est rangée à cet avis à plusieurs reprises (26).

L'argument de la thèse opposée consistant à dire que le règlement des contestations concernant le commerce de mer doit être fait avec célérité n'est pas convaincant, car les litiges

(24) LYON-CAEN et RENAULT, 5 ed. par A. AMIAUD, op. cit. tome VI, n° 1104; RIPERT : *Traité de droit maritime*, tome III, n° 2387, p. 410; VIVANTE : *Traité des assurances maritimes*, n° 5; Paris, LE CLERC : *La nature juridique du contrat d'assurance*, Thèse Paris 1932, p. 305; Trib. commerce Havre, 12 janv. 1935, rec. Havre, 1935-1-83; Bordeaux, 9 juill. 1906; *Revue inter. droit maritime* XXII, 462, Paris 27 juillet 1920 id. XXXIII 36.

(25) BONNECASE J. : *Traité de droit commercial maritime*, p. 60, n° 83 et S.; *Le droit commercial maritime, son particularisme*, n° 37 et S. . .

(26) Cass. 11 janv. 1860 S. 1860-1-232; Cass. 16 mars 1914, D. 1916-1-144 S. 1915-1-97.

soulevés par les opérations d'assurances terrestres n'ont pas moins besoin d'un règlement rapide (27).

Le système qui admet l'existence des contrats mixtes en assurance maritime offre l'avantage de rapprocher l'assurance maritime et l'assurance terrestre et d'imposer pour l'une et pour l'autre un même principe : celui de déterminer le tribunal compétent suivant que l'assuré a fait un acte de commerce ou un acte civil.

b) *Contrats couvrant à la fois des risques civils et commerciaux.*

Il arrive que l'assurance souscrite par un commerçant s'applique tant aux choses de son commerce qu'à des risques qui y sont totalement étrangers. Si les primes sont distinctes, il est possible de différencier ces deux assurances ; si elles ne le sont pas, la question est plus difficile à résoudre.

Ainsi, un commerçant peut assurer contre l'incendie par un même contrat ses magasins et marchandises et ses locaux d'habitation personnelle. La jurisprudence décide que, pour trancher la question de compétence, il faut rechercher quel est le caractère prédominant du contrat, en comparant l'importance des risques civils et commerciaux (28). Une police d'assurance couvrant des risques civils et commerciaux sera, à raison de son indivisibilité, commerciale ou civile suivant son

(27) LIARD : *Particularisme de l'assurance maritime par opposition à l'assurance terrestre*, thèse Bordeaux, 1935, p. 105.

(28) Trib. Comm. Seine, 18 août 1899, R.P. Ass. 1899-253 ; Trib. Civ. Seine, 23 août 1897, id. 1898, 333 ; Cass. req. 3 juillet 1877, D. 1878-1-345 ; Paris 10 mars 1878 S. 1878-2-171 ; Poitiers, 8 déc. 1919 R.P. Ass. 1920, p. 113 ; Trib. Civ. Havre, 27 fév. 1932 *Gaz. Trib. Rec. des sommaires* 1932, n° 8, 9, 10 n° 2977 ; Dijon, 28 fév. 1896, R.P. Ass. 1896 p. 263 ; Trib. Charleroi, 23 juillet 1908, *J. des Trib. Belges*, 1908, n° 2269 ; Trib. Comm. Lyon, 5 mars 1909, *Gaz. Jud. et comm.* 1909, p. 381.

objet principal. Cette appréciation se fera plus ou moins facilement suivant l'espèce de contrat envisagé. Dans une assurance incendie ou vol, les parties connaissent très exactement pour quelles sommes sont assurés, d'une part, les risques civils et d'autre part, les risques commerciaux. Il est donc aisé dans ce cas, de voir quel est le caractère prédominant du contrat.

Il a été jugé que l'assurance des risques locatifs et celle du recours des voisins quelle que soit leur importance, ne sont jamais que la conséquence de l'assurance principale laquelle revêt son caractère propre par la nature des objets assurés ; ce caractère, s'il est commercial ne peut se trouver modifié par les dispositions concernant le recours des voisins ou le risque locatif (29). Quand il est reconnu en fait que le risque du recours des voisins et l'assurance des immeubles ne peuvent être considérés comme les accessoires des autres assurances, le tribunal de commerce est incompétent (30).

En ce qui concerne l'assurance individuelle on a pu soutenir qu'elle était, à raison de son indivisibilité, civile ou commerciale suivant que les risques commerciaux ou civils font l'objet principal de la convention ; les tribunaux apprécient souverainement si le contrat a été passé dans l'intérêt et pour le besoin du commerce de l'assuré (31). Cependant, la plupart des décisions (32) ont déclaré que les tribunaux de commerce,

(29) Trib. civ. Seine, 23 avril 1898, R.P. Ass. 1898-333.

Trib. Com. Seine, 18 avril 1899, R. P. Ass. 1899-253.

(30) Cass. 3 juillet 1877 B. de M.I., 199.

(31) Trib. civ. Havre précité *Gaz. Trib. Rec. des sommaires*, 1932, 8, 9, 10, 2977.

(32) Trib. Comm. Havre, 29 mai 1933, *Rec. Le Havre*, 1933-1-204 ; Trib. Comm. Seine 29 déc. 1937, *Gaz. Pal.* 1938-1-622, *Rev. gén. Ass. Ter.* 1938, p. 449, note A.B. ; Trib. civ. Niort, 14 déc. 1874, B. de M. III, p. 195 ; Trib. civ. Lyon, 6 déc. 1901, R. P. Ass. 1902-59 ; Trib. civ. Narbonne, 25 nov. 1902, *Le Droit* 26, 27 déc. 1902 ; Trib. com. Seine, 8 fév. 1889 *J. Ass.* 1889-186.

en matière d'assurance individuelle, sont incompetents dès lors que la garantie accordée par le contrat n'est pas exclusivement limitée aux risques de la profession commerciale. Ainsi, seuls les tribunaux civils sont compétents pour connaître des actions dirigées contre les titulaires d'une police-individuelle lorsqu'il n'est pas stipulé d'une façon nette et précise, par une clause spéciale, que seuls les risques commerciaux sont couverts. A ce sujet, l'indication de la profession de l'assuré dans un contrat-individuel n'a d'autre but que de comprendre les risques inhérents à son entreprise au même titre que tous les autres et ne saurait modifier le tribunal compétent pour connaître des différends qui peuvent s'élever à son sujet.

Il ne s'élève donc aucune difficulté lorsque le contrat d'assurance est pour les deux parties soit commercial soit civil, cette dernière hypothèse se produisant lorsque l'assureur est une société d'assurance mutuelle et l'assuré un non commerçant. Dans le premier cas, la juridiction consulaire est compétente pour toutes les contestations pouvant s'élever entre les contractants; dans le second cas, ce sont les tribunaux civils qui doivent être saisis de ces litiges.

C. — COMPÉTENCE EN CAS DE CONTRAT MIXTE ET EN CAS DE PLURALITÉ DES DÉFENDEURS.

Mais que se passe-t-il lorsque le contrat d'assurance est de nature mixte, commercial pour l'assureur et civil pour l'assuré ? (33)

Une première opinion déclare le tribunal de commerce toujours compétent dès lors que l'acte est commercial pour l'une des parties. Cette théorie se fonde sur l'article 631 du Code de Commerce aux termes duquel les tribunaux de com-

(33) Note GLASSON sous Aix, 1 janvier 1884, D 1885-2-49.

merce sont compétents pour connaître des litiges s'élevant à propos d'actes de commerce entre toutes personnes.

Une seconde opinion décide que le tribunal civil est toujours compétent car l'article 631 suppose l'acte commercial pour les deux parties. C'est le retour au droit commun. Le tribunal de commerce, étant une juridiction extraordinaire, ne peut connaître que des cas qui lui sont dévolus expressément par la loi. Le tribunal civil a une compétence normale pour tous les litiges qui n'ont pas été attribués à d'autres tribunaux (34).

La troisième opinion fait dépendre la juridiction compétente du choix du demandeur quand celui-ci n'a pas fait acte de commerce. Si le demandeur a fait un acte civil, il possède une option entre les juridictions commerciale et civile. Il n'a pu renoncer à la juridiction civile et le défendeur n'a pu, en faisant un acte de commerce, lui enlever le bénéfice de cette juridiction. Si le demandeur préfère porter son affaire devant les tribunaux consulaires le défendeur ne peut soulever l'exception d'incompétence car en faisant un acte de commerce, il s'est soumis à cette juridiction. La jurisprudence est absolument fixée dans le sens de cette dernière théorie.

Cette doctrine a cependant soulevé de graves objections de la part de certains auteurs (35) qui décident que dans le silence de la loi on doit trancher cette question en se rapportant aux principes généraux relatifs à la compétence ; suivant

(34) Trib. Paix Nantes, 13 janv. 1932, *Rec. Jurid. auto* 1932, p. 315 ; Trib. civil Seine, 30 déc. 1931 *D.H.* 1932, p. 158 ; Paris, 6 mai 1932, *Rec. Jurid. auto*, 1932, p. 433 ; Cass., 16 mars 1914, *Gaz. Pal.* 1914-1-587 ; Cass. 5 fév. 1896, *Gaz. Pal.* 1896-1-292 ; Cass. 28 octobre 1896, *Gaz. Pal.* 1896-2-509 ; Trib. Civil Bordeaux, 6 déc. 1909, *Gaz. Pal.* 1910-1-322 ; Colmar, 22 janv. 1932, *Gaz. Pal.* 8 juillet 1932 ; Metz, 28 mars 1867 *D.* 1867-2-79 ; Douai, 5 mai 1869 *D.* 1869-2-15 ; Trib. civ. Seine, 19 déc. 1873, *D.* 1874-5-124 ; Paris, 22 janv. 1874 *D.* 1876-2-216.

(35) Voir note GLASSON précitée.

ceux-ci la compétence se détermine toujours entre le demandeur et le défendeur par la maxime « *actor sequitur forum rei* » à moins qu'il n'existe un texte contraire. Il est, en effet, d'usage d'accorder la préférence à ce point de vue au défendeur sur le demandeur. Les règles générales de la compétence territoriale en sont évidemment inspirées. Toutefois, il faut remarquer que la règle *actor sequitur forum rei*, d'abord générale a subi des exceptions de plus en plus nombreuses et inspirées soit par la nature du litige soit dans le but de favoriser le demandeur par rapport au défendeur.

En matière d'assurance, nous verrons qu'en ce qui concerne la compétence territoriale, le législateur s'est volontairement éloigné de la règle *actor sequitur forum rei* pour favoriser l'assuré qu'il soit demandeur ou défendeur. Ce n'est pas la qualité de défendeur qui a suscité la protection de la loi mais celle d'assuré. En matière de compétence, *ratione materiae*, il semble également utile de ne pas s'attacher uniquement à la personne du défendeur pour décider quel est le tribunal compétent. Le demandeur qui a fait un acte civil a donc le choix, si son adversaire a fait un acte de commerce, de porter son affaire soit devant le tribunal civil soit devant le tribunal de commerce.

L'assuré qui exerce les droits résultant des polices contractées avec divers assureurs, sociétés mutuelles et à primes fixes doit porter le tout devant le tribunal civil, car s'il existe, entre une obligation civile et une obligation commerciale, un lien d'indivisibilité ou de connexité, c'est en principe non pas la juridiction d'exception mais la juridiction de droit commun

qui est compétente pour statuer sur le tout (36). Bien qu'il y ait eu des décisions en sens contraire, il faut admettre ce principe qui est maintenant établi.

*
**

Des difficultés s'élevaient lorsque l'assuré avait perdu sa police d'assurance. La société débitrice hésitait en ce cas à verser les sommes dues de peur qu'à la suite d'une réclamation émanant d'une autre personne, elle ne soit contrainte de faire un nouveau paiement. Les indemnités dues étaient alors déposées en attente à la Caisse des Dépôts et Consignations. La loi du 3 décembre 1930 mit fin à cette situation. Dès lors, l'assuré qui a perdu sa police doit faire opposition à l'établissement débiteur ; si un tiers porteur se révèle, l'assuré doit porter sa réclamation, selon l'importance du litige, devant le juge de Paix ou le tribunal Civil du domicile du défendeur. Si aucun tiers porteur ne se révèle, l'opposant devra, après un délai de deux ans, présenter une requête au Président du Tribunal Civil quand il s'agit d'une police d'assurance, au Juge de Paix lorsqu'il s'agit de bons de capitalisation ou d'épargne. Le Président ou le Juge de Paix sont ainsi compétents pour statuer sur une demande de délivrance d'un duplicata de contrat d'assurance égaré, perdu, détruit ou volé (37). Leur compétence se limite à ce point, car ils ne peuvent autoriser l'assuré à toucher le montant de la police, ni apprécier les dé-

- (36) Cass. req. 15 juillet 1884 D. 1885-1-173 ; CARRÉ et CHAUVEAU : *Les lois de la procédure*, T. II, quest. 611 ; PARDESSUS : *Droit Commercial* T. 5, n° 1349 ; GLASSON TISSIER et MOREL, 3^e ed. t. I, n° 288.
(37) E.H. PERREAU : La loi du 3 décembre 1931, relative aux polices d'assurances et bons de capitalisation et d'épargne égarés, détruits ou volés. *Rev. gén. ass. télex* 1931, p. 525 ; GARSONNET et CEZAR BRU : *Traité de procédure* 3^e ed. T. 8, p. 367.

fenses opposées par la Compagnie (38). Un décret, en date du 25 juillet 1936, a rendu applicable à l'Indochine la loi du 3 décembre 1930.

§ 2°. — *LES SOCIÉTÉS MUTUELLES D'ASSURANCE.*

A. — CARACTÈRE DU CONTRAT A L'ÉGARD DE LA MUTUELLE.
LES ASSURANCES TERRESTRES.

Les Sociétés d'Assurances Mutuelles ne sont pas des sociétés commerciales, car elles n'ont pas pour but de réaliser des bénéfices à partager entre les associés (39); elles groupent des adhérents qui sont tout à la fois assureurs et assurés et tendent à la réparation pécuniaire des préjudices qu'ils subissent à la suite de certains risques. La nature civile de la société se détermine par les opérations effectuées. Il suffit, pour caractériser les sociétés d'assurances mutuelles que l'ex-cédent des cotisations puisse être ristourné aux sociétaires sans qu'il soit nécessaire que cette répartition ait lieu effectivement; il faut que ces sommes, mises en réserves facultatives pour parer à toutes éventualités, ne puissent jamais être distribuées à titre de bénéfice à qui que ce soit (40), cela alors mêm-

(38) Trib. Civ. Seine (référé), 30 janvier 1932 D. 1933-2-15.

(39) Paris, 25 mars 1873 D. 1875-2-17; Cass. civ. 17 juin 1870 D. 1879-1-343; req. 2 30ct. 1889 D. 89-1-474; Paris, 18 février 1890, D. 91-2-367; Bordeaux, 28 mai 1901 id. 02-2-449 et la note; req. 21 déc. 1903 id. 04-1-305; Grenoble, 31 mai 1904 id. 05-2-360; Bordeaux, 17 juillet 1904 id. 17-2-104; civ. 22 juin 1914 S. 1915-1-33; LACOUR et BOUTERON : *Précis de droit commercial*, 3^e édition T. I, p. 50, 172, 173; HOUPIN et BOSVIEUX : *Traité général théorique et pratique des sociétés*, T. II, page 711, 714, 5^e édition; LYON-CAEN et RENAULT, op. cit. T. II, 2^e partie, n^o 927, p. 344, 347.

(40) Rennes, 7 mars 1934, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1934, p. 773; Cass. 6 mai 1930; *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1930, p. 189, note SUMIEN; Trib. commerce Seine, 19 mars 1926, *Journ. Trib. Comm.* 1927, 152; Trib. Comm. Narbonne, 28 déc. 1932 *R.P. Ass.* p. 50; Rennes, 7 mars 1934, *Rev. Ass. Terr.* 1934, p. 773.

me que le taux de la prime est fixé d'avance par les polices. Le Tribunal de Commerce est donc incompétent pour connaître d'une action dirigée contre l'une d'elles. La jurisprudence est absolument constante sur ce point. Certains auteurs écrivent que les Sociétés Mutuelles d'Assurances sont des sociétés civiles régies par les art. 1832 et suivants du Code civil, mais ces textes paraissent certainement contraires aux intentions des mutualistes. On ne peut davantage les assimiler à des associations (41).

On a voulu refuser aux Sociétés Mutuelles d'Assurances le caractère civil, en raison de ce qu'elles sont presque identiques à des sociétés anonymes. Toutefois, le principe reste certain que les sociétés mutuelles ne sont pas des marchands d'assurance mais se bornent à grouper des adhérents, en vue de les assurer sans en tirer bénéfice.

Certaines mutuelles, bien que se qualifiant de sociétés civiles, sont en réalité des sociétés commerciales justiciables du Tribunal de Commerce (42) et pouvant être déclarées en faillite lorsqu'elles ne satisfont pas à leurs engagements. Les opérations de la société mutuelle peuvent être conduites de telle sorte que le caractère civil disparaisse. Il suffit qu'un élément de spéculation y soit introduit et que l'objet réel de la société devienne ainsi moins l'assurance réciproque que la réalisation d'un bénéfice. Une société d'assurance mutuelle perd donc son caractère civil si elle se livre habituellement à des actes de commerce, de même qu'un particulier est justiciable

(41) Sur cette question : FOURASTIÉ : *Le Contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'assurances*, p. 267, note 1 ; HEMARD J. : *Les rapports des Sociétés d'assurances mutuelles avec leurs adhérents et avec les tiers*, thèse, Paris 1936, p. 219.

(42) Trib. comm. Lyon, 11 janv. 1907, *R.P. Ass.* 1907, p. 241 ; Trib. Civ. Lyon, 13 août 1894, *R. P. Ass.* 1894, p. 540 ; Trib. comm. Seine, 13 déc. 1888, *J. Ass.* 1889-30 ; Caen req. 23 oct. 1889, *J. Ass.* 1889-520.

des tribunaux consulaires s'il effectue des opérations de spéculation d'une façon habituelle. Si, par exemple, d'après les statuts d'une société mutuelle d'assurances, le fonds de réserve est acquis à la société et ne peut, en aucun cas et sous aucun prétexte, être l'objet de réclamation individuelle ou collective de la part des sociétaires, cela entraîne la compétence de la juridiction commerciale même pour les litiges relatifs au paiement des indemnités de sinistres (43).

Les tribunaux sont ainsi amenés à apprécier si les opérations de la société mutuelle ont changé son caractère. Il a été jugé que la fixité des cotisations et l'indemnisation totale des sinistrés n'ont pu modifier le caractère de la société. De même, le fait, par une mutuelle, de contracter un emprunt ne peut modifier cette situation légale (44) alors surtout qu'il s'agit de parer à des frais de premier établissement. Les sociétés d'assurances mutuelles étant des personnes morales ayant la capacité juridique de passer tous les contrats nécessités par le but poursuivi ont comme tout particulier, le droit de recourir à l'emprunt et ce dernier ne constitue pas, en effet, par lui-même un acte de commerce et ne prend pas ce caractère par cela seul qu'il est fait sous la forme d'une émission d'obligations. Un obligataire impayé ne pourrait la faire déclarer en faillite par le Tribunal de Commerce. La liquidation seule serait alors applicable.

Une société mutuelle d'assurances ne perd pas son caractère de société civile si elle se livre à des opérations de réassurances car elles peuvent être mutuelles comme celle d'assu-

(43) Gand, 29 mars 1897, *R. P. Ass.* 1897, p. 534 ; Trib. civ. Seine, 12 juin 1894 ; *R. P. Ass.* 1895, p. 665 ; PICARD (M) et BESSON (A) : *Traité général des assurances terrestres en droit français*, T. I, p. 495.

(44) Trib. civ. Seine, 10 nov. 1909, *Rev. des assurances mutuelles* 1911, p. 325 ; Bordeaux, 27 juillet 1914, *J. Ass.* 1916, p. 18.

rances si elles sont accomplies en vertu des statuts de la société et dans le but en vue duquel cette dernière a été créée (45).

S'il est établi que le traité de réassurance intervenu entre deux sociétés mutuelles ne présente pas les caractères d'une assurance mutuelle, les difficultés nées à l'occasion de ce traité sont de la compétence des Tribunaux de Commerce (46). Il semble que l'on doive dire que la société mutuelle qui s'occupe ainsi de réassurance dans un but de spéculation perd son caractère civil et est justiciable des Tribunaux de Commerce. Toutefois, il a été jugé que la société mutuelle qui se livre à des opérations d'assurances et de réassurances se consacre à deux branches distinctes et malgré le caractère commercial des opérations de réassurance n'en reste pas moins pour la branche d'assurances mutuelles soumise au droit commun (47). Cette solution nous paraît douteuse.

LES ASSURANCES MARITIMES.

Les opérations d'une société mutuelle d'assurances maritimes ont un caractère commercial, en raison des termes de l'art. 633 du Code de Commerce qui s'applique aux assurances mutuelles comme à celles contractées auprès d'une société anonyme (48). Si les assurances mutuelles ne sont pas spécifiées dans ce texte, c'est qu'à l'époque de la rédaction du Code du Commerce elles étaient inconnues. Il faut considérer de plus que les sociétés mutuelles d'assurances mariti-

(45) Bordeaux, 27 juillet 1914, *J. Ass.* 1916-18.

(46) Angers, 9 mars 1898, *J. Ass.* 1899-37.

(47) Trib. civ. Lyon, 24 février 1924, *Mon. jud. Lyon*, 28 juillet 1924.

(48) LYON-CAEN et RENAULT, op. cit. 5^e éd. par A. AMIAUD, Tome I, n° 162; Cass. req. 21 juillet 1856 D 56-1-323; Trib. Comm. Marseille, 8 mai 1922, *Journ. Marseille* 1924-1-36.

mes se forment souvent entre armateurs et que, dès lors, il est difficile de discuter le caractère commercial des opérations de la mutuelle. Il en est de même si la société d'assurances maritimes adopte la forme de l'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. La forme adoptée par l'organisme d'assurance est donc sans influence sur le caractère des opérations faites par lui, car l'assurance maritime se rattache si étroitement au commerce de mer qu'elle a suivi les règles de ce dernier. Le Tribunal de Commerce est donc seul compétent pour connaître des actions dirigées contre les sociétés mutuelles d'assurances maritimes, alors même que les statuts de la société stipulent que toutes les contestations entre la société et les sociétaires seront déférées à la juridiction civile, cette clause, en raison des dispositions de l'art. 633 du Code de Commerce ne pouvant trouver son application que pour les opérations autres que les assurances de mer que ladite société pourrait traiter (49).

Admettre, en effet, la validité d'une telle clause serait porter atteinte à l'ordre des juridictions.

B. — CARACTÈRE DU CONTRAT A L'ÉGARD DES SOCIÉTAIRES.

Le caractère civil du contrat d'assurance souscrit à une société mutuelle est certain pour les sociétaires non commerçants ou même commerçants si l'assurance couvre des risques étrangers à leur commerce. Les Tribunaux civils sont donc les seuls compétents à cet égard.

Cette question soulève des difficultés lorsque le sociétaire est un commerçant qui s'assure pour des risques concernant son commerce, par exemple, contre les accidents du travail,

(49) Trib. Comm. Seine, 31 mai 1923, *Gaz. Pal.* 1924-2-313.

contre les risques de faillite de ses débiteurs ou contre les pertes qui pourraient atteindre son commerce. La Cour de Cassation a rendu un arrêt le 22 juin 1914 sur cette question ; elle condamnait la jurisprudence précédemment suivie par certains Tribunaux et Cours d'Appel (50), qui reconnaissaient la compétence des Tribunaux de Commerce dans ce cas. La Cour Suprême décidait que tous les litiges s'élevant entre une société mutuelle d'assurances et un sociétaire sont de la compétence exclusive des Tribunaux Civils même lorsque celui-ci est commerçant et que l'assurance a été souscrite par lui pour les besoins de son commerce (51).

Plus récemment, la Cour de Cassation a rendu le 6 mai 1930, un arrêt sur cette question ; toutefois, elle ne se prononce pas sur le caractère du contrat d'assurance à l'égard du commerçant qui l'a souscrit, pour les besoins de son commerce, à une mutuelle, elle laisse voir cependant, contrairement à ses décisions antérieures, que la mutuelle d'assurance assignant en paiement de primes un adhérent commerçant pourrait à son choix porter ce litige devant le Tribunal Civil ou devant le Tribunal de Commerce. Il est vrai que la Cour avait été amenée à statuer sur l'application de l'art. 631 du Code de Commerce et qu'il n'y avait pas lieu pour elle de se prononcer sur la nature juridique du contrat, puisque de toutes façons

(50) Paris, 18 déc. 1885 S. 1887-2-12, note LYON-CAEN ; Paris, 15 mai 1902, R. P. Ass. 1903, p. 598 ; Paris, 13 nov. 1909 id. 1910, p. 716 ; Trib. Comm. Seine, 7 mai 1904 id. 1904, p. 460. Trib. Comm. Marseille, 19 fév. 1914, *Rev. Ass. Mut.* 1914, p. 126.

(51) Trib. Comm. Nantes, 10 avril 1909 Rec. Nantes 1-318 ; Cass. 8 fév. 1868 S. 1868-1-207 ; Paris, 4 fév. 1886 S. 1887-2-101 ; Paris, 18 fév. 1890 S. 1892-2-316 et les renvois ; Cass. civ. 22 juin 1914 S. 1915-1-33 note LYON-CAEN ; Trib. Comm. Marseille, 11 avril 1913, R. P. Ass. 1913, p. 737 ; Trib. Civ. Havre, 29 déc. 1923, R. P. Ass. 1924-235 ; Aix 17 nov. 1896 ; Le Droit, 1^{er} janv. 1897 ; Paris, 2 juillet 1897 D. 1898-2-182.
Cass. req. 6 mai 1930, D.H. 1930-363.

ayant conservé les caractères d'une véritable mutuelle. Cet arrêt semble cependant moins net que les précédents. La compétence exclusive des Tribunaux Civils en cette matière peut faire l'objet de graves critiques qu'a soulevées en particulier M. Lyon-Caen (52). Les arguments de cette première théorie, favorable à la compétence exclusive des juridictions civiles, se fondent sur l'idée que l'adhérent d'une société mutuelle d'assurance réunit les deux qualités d'assureur et d'assuré unies et indivisibles. Le groupement d'adhérents est purement civil et la stipulation d'assurance intervenue entre eux n'a pu modifier la nature primitive de leur engagement.

Il faut donc conclure de cette théorie que l'acte prédominant fait par le commerçant est son adhésion à la société mutuelle et que cet acte impose sa nature à la stipulation d'assurance. Mais pour quelle raison l'acte d'association prédomine-t-il sur celui d'assurance ? Est-ce de droit ou cela ressort-il des faits ? Or, si l'on examine les intentions du commerçant, il est hors de doute qu'il ne s'associe le plus généralement qu'en vue de s'assurer. L'acte principal paraît être l'assurance et c'est la nature de celle-ci qui devrait s'imposer à l'acte d'adhésion. Il n'est donc aucunement établi que le caractère civil doive nécessairement l'emporter sur la nature commerciale de l'acte quand cette dualité existe.

La seconde théorie applique les principes du droit commercial reconnaissant le caractère commercial aux actes accessoires au commerce. En effet, pourquoi le même acte d'assurance serait-il civil ou commercial suivant que l'assuré s'as-

(52) Note LYON-CAEN précités sous Paris, 1885, S. 1887-2-12; note LYON-CAEN, sous cass. civ. 22 juin 1914, S. 1915-1-33; note signée G.S. sous Cass. 22 juin 1914, R. P. Ass. 1915, p. 112; LYON-CAEN et RENAUULT, op. cit. 5 ed. par A. AMIAUD, Tome I, n° 164, p. 177.

la compétence des Tribunaux Civils était certaine, la société sure à une compagnie à primes fixes ou adhère à une société mutuelle pour des risques concernant son entreprise ?

Il nous semble que le caractère civil ou commercial de la société d'assurances est tout à fait indépendant de la nature des obligations contractées par les adhérents ou les assurés. Comme lorsqu'il s'agit de sociétés à primes fixes, il appartiendrait au juge de décider dans chaque espèce si l'adhérent d'une société mutuelle a fait un acte civil ou un acte de commerce. Les adhérents commerçants et ayant assuré des risques commerciaux pourraient donc être assignés, au choix de la société mutuelle demanderesse, devant le Tribunal Civil ou devant le Tribunal de Commerce.

Il ne faudrait voir dans ce système qu'une conséquence de l'évolution qui s'est produite dans la notion d'assurance mutuelle. Primitivement, elle est uniquement un contrat de société qui résulte d'un texte : les statuts déterminant le mode et les conditions générales suivant lesquels sont contractés les engagements entre la société et les sociétaires ; ensuite le caractère de l'assurance mutuelle devient double : contrat de société et contrat d'assurance. Récemment, la Cour de Cassation (53) a très nettement établi la distinction entre la condition de l'adhérent en tant qu'associé et en tant qu'assuré. Il n'est, dès lors, plus surprenant d'envisager les obligations de l'adhérent en tant qu'assuré comme revêtant un caractère commercial, quand elles ont été contractées pour l'utilité du commerce. C'est ce que l'arrêt du 6 mai 1930 de la Chambre Civile laisse entrevoir puisqu'il admet qu'une mutuelle demanderesse en paiement de primes pourrait assigner son assuré, commerçant, à son choix soit devant la juridiction civile soit devant la juridiction commerciale (54) .

(53) Civ. 26 fév. 1935, voir. La Prime, 15 avril 1935, note SUMIEN « *Assurances Mutuelles* ».

(54) PICARD (M) et BESSON (A) : op. cit. T. I, p. 496.

Section II. — Les clauses d'attribution de juridiction

Des clauses dérogatoires à la compétence d'attribution ont été souvent introduites dans les polices d'assurances, car les assureurs ont, de tout temps, aimé à choisir leurs juges. Actuellement, ces clauses sont moins fréquentes; elles donnent compétence exclusive soit au Tribunal Civil, soit au Tribunal de Commerce, soit au Juge de Paix. Nous verrons que si certaines de ces clauses sont valables, il en est de nulles et d'autres dont l'application soulève des discussions.

§ 1. — *LES CLAUSES ATTRIBUANT JURIDICTION AU TRIBUNAL CIVIL*

Certains assureurs préfèrent que les procès qu'ils ont avec leurs assurés se déroulent devant la juridiction de droit commun : le Tribunal Civil devant lequel le litige est soumis à des règles de procédure protectrice de l'intérêt des plaideurs. D'autres estiment que les Tribunaux de Commerce montrent trop d'indulgence envers les assurés et perdent souvent de vue les obligations réciproques naissant du contrat d'assurances.

Aucune difficulté ne s'élève en ce qui concerne la validité de ces clauses d'attribution de juridiction lorsque le contrat est de nature purement civile, la clause ne fait alors que reproduire les dispositions de la loi. Lorsque le contrat est mixte, la validité d'une telle clause a été reconnue par la jurisprudence et la doctrine. Bien qu'il s'agisse d'une société ano-

hyme d'assurances, la clause donnant compétence aux seuls Tribunaux Civils a été reconnue valable (1). Dans les polices « grêles » cette clause est souvent insérée (2). Si donc l'assuré assigne la Compagnie, il devra porter sa demande devant les Tribunaux Civils, la convention qu'il a acceptée lui enlevant le droit d'option qu'il avait antérieurement.

Lorsque le contrat d'assurance est commercial pour les deux parties, la question est moins simple et la jurisprudence et une partie de la doctrine sont divisées. De nombreuses décisions, qui ne se bornent pas aux questions d'assurances mais englobent tout le domaine commercial, ont déclaré que le Tribunal Civil jouit de la plénitude de juridiction, car il possède un germe de compétence pour connaître des contestations ayant un caractère commercial. Les arguments qui soutiennent cette théorie sont les suivants : on indique, en premier lieu, qu'il n'y a pas une différence de nature entre le Tribunal Civil et le Tribunal de Commerce puisque, là où ce dernier n'existe pas c'est le Tribunal Civil qui connaît des affaires commerciales, qu'ils sont tous deux sur le même rang dans la hiérarchie judiciaire ; en second lieu que cette théorie ne contredit pas le principe de la limitation des pouvoirs juridictionnels des Tribunaux d'exception puisqu'il s'agit au contraire de la prorogation de juridiction d'un Tribunal de droit commun (3).

Le Tribunal Civil peut ainsi connaître d'un litige commercial quand il en a été saisi et quand le défendeur n'a pas

(1) Cass. Civ. 5 fév. 1894 S. 1894-1-277 ; Trib. civ. Seine, 12 mai 1924, D. H. 1924 p. 525 ; Trib. Comm. Seine, 16 déc. 1920, La loi, 29 avril 1921.

(2) Police-grêle Cie Le Phénix-Accidents ed. 1931, art. 35 « toutes contestations entre l'assureur et l'assuré, en raison de la présente police seront déferées à la juridiction civile du domicile de l'assuré ».

(3) SOLUS H. : *Cours de procédure civile*, 1936-1937, p. 317.

soulevé « *in limine litis* » une exception d'incompétence ; celle-ci est donc seulement relative, la compétence ne pouvant plus être déclinée après l'échange des conclusions et le Tribunal ne pouvant se dessaisir d'office des litiges commerciaux qui lui ont été déférés. Bien plus, il a été décidé que si les parties peuvent proroger tacitement la compétence du Tribunal en ne soulevant pas l'incompétence, elles peuvent aussi bien la proroger à l'avance. En matière d'assurance, la jurisprudence a validé la clause d'une police d'après laquelle toutes les contestations entre la compagnie et l'assuré commerçant seraient portées devant la juridiction civile, à l'exclusion de la juridiction commerciale (4). On invoque également que l'ordre public n'est pas engagé dans cette question, les Tribunaux de Commerce n'ayant été établis que dans l'intérêt privé des commerçants.

Cette interprétation de l'article 170 du Code de Procédure Civile n'a pas manqué de soulever de graves objections. L'article 170 déclare : « néanmoins, si le tribunal était incompétent à raison de la matière, le renvoi pourra être demandé en tout état de cause et, si le renvoi n'est pas demandé, le Tribunal sera tenu de renvoyer d'office devant qui de droit ». A s'en tenir aux termes de cet article, il paraît difficile d'en faire découler l'idée de la plénitude de juridiction des Tribunaux Civils. Cette théorie est une création jurisprudentielle. L'article 170 est formel et signale bien que l'incompétence, en raison de la matière, ne peut qu'être absolue ; or, l'incompétence des Tribunaux Civils en matière commerciale est bien *ratione materiæ* et tombe sous le coup de l'article 170 du Code

(4) Toulouse, 11 janvier 1892, S. 93-2-17 ; note TISSIER ; Cass. Civ. 5 fév. 1894 S. 94-1-277.

de procédure civile (5). Les auteurs qui raisonnent ainsi font valoir qu'il est bien exact que les Tribunaux Civils sont des juges de droit commun, mais signalent que les matières commerciales leur ont été enlevées là où il existe des Tribunaux de Commerce; on ne peut donc parler de plénitude de juridiction. En second lieu, on ne peut soutenir que l'ordre public n'est pas engagé dans cette question car les Tribunaux de Commerce ont été établis parce que l'on pense qu'ils sont plus aptes à juger les matières qui leur ont été attribuées par la loi. Leur compétence est donc d'ordre public. De plus, on a voulu décharger les Tribunaux ordinaires des affaires commerciales. Si donc, on permet aux justiciables de soumettre ces affaires aux Tribunaux Civils et si ces derniers ne peuvent prononcer d'office leur incompétence, les affaires commerciales encombreront les rôles des Tribunaux Civils alors que les Tribunaux Consulaires avaient pour but de les en décharger.

Mais la jurisprudence est bien fixée et admet la plénitude de juridiction des Tribunaux Civils, validant ainsi les clauses d'attribution de juridiction à ces Tribunaux mêmes si elles existent entre des parties ayant fait l'une et l'autre acte de commerce.

Si une matière qui doit normalement ressortir de la compétence du Tribunal de Paix est portée, en raison d'une clause d'attribution, devant le Tribunal Civil, cette clause est nulle car elle a pour effet de supprimer le premier degré de juridiction institué par la loi et de saisir directement de l'action un Tribunal qui ne doit en connaître qu'à la suite d'un appel.

(5) GARSONNET et CEZAR BRU : *Traité de Procédure* T. I, para 154, p. 654; note TISSIER sous Toulouse, 11 janv. 1892 S. 93-2-17.

La jurisprudence reconnaît qu'il s'agit là d'une incompétence absolue (6).

§ 2. — LES CLAUSES D'ATTRIBUTION DE JURIDICTION AUX TRIBUNAUX DE COMMERCE

Les clauses attribuant compétence aux Tribunaux de Commerce se rencontrent dans certains contrats d'assurance et surtout dans les traités de réassurance. Lorsqu'elles sont convenues par deux commerçants, elles sont parfaitement valables. Si elles existent, au contraire, entre deux personnes ayant fait un acte civil, l'incompétence des Tribunaux de Commerce est absolue et doit être prononcée d'office. En effet, l'art. 170 du Code Procédure Civile s'exprime ainsi : « Si le Tribunal est incompétent, à raison de la matière, le renvoi pourra être demandé en tout état de cause, et si le renvoi n'était pas demandé, le tribunal sera tenu de renvoyer d'office devant qui de droit ». De même, l'art 424 du Code de Procédure Civile, relatif aux Tribunaux de Commerce s'exprime ainsi : « Si le Tribunal est incompétent, à raison de la matière, il renverra les parties, encore que le déclinatoire n'ait pas été proposé ».

Lorsqu'une pareille clause doit recevoir application dans les contestations à naître sur l'exécution d'un contrat qui est civil à l'égard d'un des contractants, et commercial pour l'autre, la question de sa validité a fait l'objet de discussions. On soutenait, en effet, que la compétence *ratione materiæ* est d'ordre public et ne peut être modifiée par la volonté des contractants. La clause d'attribution de juridiction au Tribunal de Commerce était donc jugée nulle à l'égard de la partie non commerçante, comme emportant renonciation à exciper d'une incompétence *ratione materiæ*. Il en était ainsi de la clause in-

introduite dans les conditions générales d'une police par une société anonyme vis-à-vis d'un assuré non commerçant. De même, l'adhérent d'une société mutuelle, dans ce système, ne pouvait introduire dans son contrat une clause déclarant qu'il entendait relever expressément et personnellement du Tribunal de Commerce, quel que soit l'objet du litige qui pourrait s'élever entre les parties, à l'occasion du contrat (7). La plupart des Cours et Tribunaux se sont donc refusés à reconnaître la validité de cette clause lorsqu'elle existe entre un commerçant et une personne ayant fait un acte civil.

La Cour de Cassation prit une position différente sur cette question. Elle décida que le non-commerçant peut renoncer à l'action qu'il possède de saisir la juridiction civile, ou consulaire et s'engager à assigner l'adversaire devant le Tribunal de Commerce (8). Cette solution se justifie fort bien : un Tribunal ne peut être saisi d'un litige pour lequel il n'a aucune compétence, mais dans l'espèce, aucune modification n'est apportée à cette compétence car la juridiction commerciale était déjà compétente avant la signature de la clause, le choix du demandeur pouvant, dès avant ce moment, se porter sur elle. « Les parties ne font que confirmer, consolider une compétence primordiale » (9) Les plaideurs ont donc la faculté de convenir, à propos des actes de commerce mixte, que le droit d'option ne sera pas exercé et que le demandeur engagé civilement saisira le Tribunal de Commerce (10).

(6) SOLUS : *Cours de procédure civile*, 1936-37, p. 318.

(7) Amiens, 7 mai 1901 D. 1901-2-487 ; Paris, 2 juill. 1897 D. 98-2-122 ; Trib. civ. Seine, 17 juill. 1863 B. de M. III p. 98.

(8) Cass. 8 mai 1907 ; Pand. Fr. 1907-1-307 ; note BERLET.

(9) CHAMPCOMMUNAL : *Les conflits de juridiction entre les tribunaux civils et les tribunaux de commerce*, Paris, 1913, p. 85.

(10) PICARD et BESSON : op. cit. T. I, p. 497.

§ 3. — CLAUSES D'ATTRIBUTION DE JURIDICTION AUX TRIBUNAUX DE PAIX

Si le contrat d'assurance est civil rien n'empêche de prévoir dans la police la compétence du Juge de Paix quand l'intérêt du litige est inférieur à 4.500 francs.

La stipulation qui étend la compétence du Juge de Paix au-delà du chiffre de 4.500 francs, ou qui l'autorise à juger en dernier ressort quelle que soit l'importance du litige peut soulever de sérieuses difficultés. La jurisprudence déclare que la prorogation de juridiction des Tribunaux de Paix au-delà de leur taux normal de compétence est possible. Elle étend, pour ce faire, les dispositions précises de l'art. 7 du Code de Procédure Civile qui concerne la prorogation de compétence territoriale, à la prorogation de compétence d'attribution (11). La doctrine, tout en reconnaissant les avantages pratiques que présente cette solution, n'a pas accepté cette extension de l'article 7 C. Proc. Civ. car « le Juge de Paix est dans la hiérarchie judiciaire à un degré en-dessous du Tribunal Civil » (12), ce qui s'oppose à ce qu'il connaisse des affaires dont la valeur dépasse le taux limite de la compétence de ce Tribunal. La doctrine refuse donc tout effet aux conventions étendant la compétence des Tribunaux de Paix, alors que la jurisprudence admet leur validité.

Mais la jurisprudence restreint l'effet de ces conventions à la condition que, le litige étant né, l'accord des parties sur cette prorogation soit attestée par une déclaration signée d'elles conformément à l'art. 7 C. Proc. Civ. (13).

(11) GLASSON, TISSIER et MOREL : *op. cit.* T. I, p. 770.

(12) SOLUS : *Cours de procédure civile* 1936-1937, p. 321.

(13) Cass. req. 4 déc. 1889, *J. Ass.* 1890-22.

Or, les clauses des contrats d'assurances, étendant la compétence du Juge de Paix au-delà de ses limites normales, sont souscrites avant tout litige et dès lors sont nulles comme contrevenant à l'art. 7 du C. Proc. Civ. Sont nulles la stipulation contenue dans le contrat prévoyant que les demandes en paiement de primes seront jugées par le Juge de Paix sans qu'il soit tenu compte de leur montant, et la clause autorisant à juger ces procès en dernier ressort quelle que soit l'importance du litige (14).

Les Juges de Paix sont incompetents pour connaître des affaires commerciales et les parties ne peuvent proroger leur juridiction ; c'est ainsi qu'ils ne peuvent connaître des actions entre les sociétés anonymes d'assurances et les assurés commerçants, malgré la clause d'un contrat prévoyant que les difficultés nées de celui-ci devront être portées devant eux. La doctrine et la jurisprudence sont en parfait accord sur ce point (15).

(14) Cass. 3 nov. 1891 S. 91-1-520.

(15) Trib. Comm. Seine, 30 mai et 3 juin 1902, *Journ. des Trib. de Com.* 1904, p. 149 ; Trib. civ. Seine, 4 fév. 1902 *J. Ass.* 1903-30 ; Paris, 16 avril 1908, *Gaz. Trib.* 1909 1^{re} sem. 2-61 ; MOREL : *Traité élémentaire de procédure*, p. 259, n° 224.

Section III. — Degré de juridiction

Le chiffre de la demande détermine quel Tribunal on doit saisir : Justice de Paix, Tribunal Civil ou de Commerce et indique si le jugement sera rendu en dernier ressort ou à charge d'appel. En matière d'assurances, les actions les plus courantes sont l'action en paiement de primes, en paiement d'indemnité, en nullité ou en résiliation du contrat. Pour les premières, le montant de la réclamation est nettement chiffré dès le début de l'instance. Pour les secondes, la question présente quelques difficultés au point de vue de leur évaluation. Les prétentions du défendeur peuvent avoir également une influence sur le taux du ressort.

Le défendeur ripostera à la demande principale en présentant des arguments susceptibles de la faire rejeter, qui constitueront des défenses. Parfois, il formera une demande reconventionnelle en vue de se faire reconnaître un avantage distinct du rejet de la demande principale. Nous étudierons en premier lieu les défenses à l'action principale, puis les demandes tant principales que reconventionnelles en nullité ou en résiliation du contrat, enfin les demandes en suspension du contrat et en restitution des exemplaires d'une police.

§ I. — *LES DÉFENSES*

Les défenses que le défendeur oppose au demandeur et les incidents qu'elles soulèvent entre les parties compliquent la contestation. Quand, par exemple, l'assuré auquel un paie-

ment de prime est réclamé, oppose la nullité ou la résiliation du contrat sur lequel cette réclamation est basée à titre de simple exception, on s'est demandé si le juge compétent pour connaître de la demande l'était également en ce qui concerne l'exception. Cette question ne présente d'intérêt que pour délimiter la compétence du juge de Paix et du Tribunal de Commerce, puisque le Tribunal Civil a la plénitude de juridiction. Elle est également intéressante pour déterminer si le litige nanti de cette exception devient, de ce fait, susceptible d'appel.

Certains auteurs ont soutenu qu'en ce qui concerne les contestations que le défendeur élève sur le bien fondé des prétentions du demandeur (exceptions de dol, de fraude, de nullité du titre qui lui est opposé) le Tribunal ne pourra statuer qu'à charge d'appel (1), la contestation sur la validité du titre devient l'objet principal de l'instance, et la somme réclamée en vertu du titre n'est plus qu'une demande accessoire (2). Le juge devra donc en premier lieu se prononcer sur la validité du titre et décider ensuite de la demande primitive suivant la solution donnée à la première question.

Dans ce système, l'exception proposée par le défendeur élargit la contestation; si elle dépasse le taux du dernier ressort, elle ouvre la voie de l'appel à la demande principale qui seule aurait été jugée en dernier ressort; elle peut également rendre incompétent un Tribunal de Paix si son montant excède le taux limite de compétence de cette juridiction « En agrandissant l'objet du litige par la contestation du titre invoqué par le demandeur, le défendeur ne forme cependant pas une demande reconventionnelle, il reste dans son rôle défen-

(1) GARSONNET et CÉZAR BRU, op. cit. Tome VI, n° 71.

(2) DE PAEPE : *Etudes sur la compétence civile*, p. 226.

sif et ne poursuit d'autre but que de faire rejeter l'action qui lui est intentée » (3).

On est aujourd'hui d'accord pour reconnaître que le juge saisi de la demande principale demeure compétent pour statuer sur ce litige, alors qu'une défense est opposée, dont la valeur dépasse la compétence de ce Tribunal. « Une demande inférieure aux taux du dernier ressort est jugée en dernier ressort alors même qu'elle s'appuie sur un titre dont l'existence ou la validité ou la portée sont contestées du moment qu'il ne s'agit que d'apprécier les moyens invoqués à l'appui de la demande ou les moyens de défense opposés à la demande et que, ni le demandeur ni le défendeur par voie reconventionnelle, ne sollicitent du juge une décision statuant d'une façon directe sur l'existence, la validité ou la portée du titre invoqué » (4).

Pour faire à notre matière les applications de ces principes, il faut dire que la compétence du juge de Paix saisi d'une demande en paiement de primes n'est pas modifiée lorsque le défendeur oppose la nullité, l'inexistence, la résiliation ou l'interprétation du contrat, non sous forme de demande reconventionnelle mais comme simple moyen de défense. Le juge n'est pas en effet appelé à statuer en ce cas sur le sort du contrat dans le dispositif de sa sentence puisque les conclusions du défendeur ne l'incitent pas à consacrer la nullité ou la résiliation. Il vise seulement les moyens de défense dans les motifs du jugement et suivant qu'il estimera ces moyens de défense fondés ou non, il rejettera ou admettra, dans le dispositif, la demande en paiement de primes. L'autorité de la chose jugée ne s'attache ainsi qu'à la décision concernant le paiement des primes et le juge statue sur une action comprise dans ses attri-

(3) DE PAEPE, op. cit. p. 377.

(4) GLASSON, TISSIER et MOREL : *Traité de Procédure civile*, Tome I, n° 806.

butions. Le Juge de Paix est juge de l'action comme de l'exception, car la loi du 25 mai 1938 art. 1^{er}, relatif aux actions personnelles ou mobilières ne contient aucune restriction à ce principe.

La jurisprudence est tout à fait fixée en ce sens et les décisions sont nombreuses sur ce point (5).

La question se pose de distinguer si les prétentions du défendeur constituent une demande reconventionnelle ou un simple moyen de défense. Il est possible, en effet, que sous les apparences d'un moyen de défense, il y ait une demande reconventionnelle si en réalité il résulte des conclusions prises, que le défendeur veut obtenir non seulement le rejet de la demande principale mais la reconnaissance par le juge de sa propre prétention. La Cour de Cassation a établi que les conclusions du défendeur renferment une demande reconventionnelle si elles tendent à procurer au défendeur un avantage distinct et indépendant du rejet de la demande principale (6).

La règle que le juge de l'action est juge de l'exception est applicable également aux Tribunaux de Commerce qui connaissent des exceptions soulevées par le défendeur même dans une matière qui ne leur a pas été déferée par la loi (7).

§ 2. — DEMANDES EN RÉSILIATION OU EN NULLITÉ D'UN CONTRAT

La situation se présente de la façon suivante : l'assureur assigné en paiement d'une indemnité, fera une demande recon-

(5) Trib. civ. Rouen, 8 nov. 1926, *R. P. Ass.* 1927-103; Trib. Paix Paris, 28 fév. 1901, *Gaz. Trib.*, 11 mai 1901; Trib. civ. Bordeaux, 17 janv. 1912 *R. P. Ass.* 1912-5-25; Cass. 25 juill. 1861 *S.* 1861-1-951; Cass. 27 avril 1875-1-273; Cass. 18 déc. 1893 *R. P. Ass.* 1894-624; Cass. 3 mars 1924 *R. P. Ass.* 1924-507; Trib. civ. Bordeaux, 5 mai 1913, *R. P. Ass.* 1913, p. 299, Trib. Paix Paris, 8 déc. 1899 *id.* 1899, p. 57.

(6) Cass. 1^{er} août 1905, *Gaz. Pal. T.Q.* 1902-1907; Cass. 12 déc. 1917, *S.* 1920-1-123; Cass. 3 mars 1924, *Journ. Ass.* 1924-511.

(7) E. ESCARRA et RAULT, *op. cit.* p. 708.

ventionnelle en résiliation ou en nullité du contrat; inversement, l'assuré ou l'acquéreur de la chose assurée assigné en paiement des primes pourra introduire une demande reconventionnelle tendant au même objet; de plus, assureur et assuré peuvent demander principalement la résiliation du contrat s'ils entendent être fixés sur les limites de ce contrat. Les deux premiers cas sont de beaucoup les plus fréquents.

Les demandes en résiliation ou en nullité d'une police d'assurance, tant principales que reconventionnelles ont été souvent considérées comme indéterminées car elles ne comportent pas, du moins de façon apparente, un chiffre de réclamation.

Divers systèmes ont donc été appliqués à cette matière. Le premier déclare que la demande en annulation ou en résiliation d'un contrat d'assurance est, par sa nature, indéterminée; par suite, d'une part le Juge de Paix est incompétent pour en connaître, quelque minime que soit le chiffre sur lequel le contrat repose, car le défendeur s'attaque à l'existence du titre, en vertu duquel il est poursuivi; d'autre part, le jugement est toujours susceptible d'appel (8).

Un autre système a tenté de chiffrer la demande reconventionnelle en nullité ou en résiliation, en prenant pour valeur du litige le chiffre prévu au contrat d'assurance (9). Cette thèse soutient que l'intérêt du procès réside dans le fait de sa-

- (8) CÉRASSON : *Traité de la Compétence des juges de Paix*, Tome I, p. 228; Trib. civ. Macon, 8 déc. 1909, *Gaz. Pal.* 1910-1-589; Trib. Paix Vendôme, 24 nov. 1895, *J. Ass.* 1896-63; Cass. 16 août 1843 S-1-863; 25 fév. 1867 S. 1867-1-47; 9 fév. 1880; D. 81-1-296; Lyon, 27 déc. 1887, *J. Ass.* 1888-262; Nancy, 30 juil. 1886, *Pand. Fr.* 1886-2-350; Paris, 24 juillet, 1895, *Gaz. Pal.* 95-2-289; Paris, 20 janv. 1899, *R. P. Ass.* 1899, p. 180; Trib. Civ. Seine, 2 déc. 1896, *J. Ass.* 1897, p. 155; Trib. civ. Seine, 26 fév. 1873; *J. Ass.* 1873-257.
- (9) Angers, 22 déc. 1864, S. 1865-2-175 D. 65-2-44; Paris, 16 mars 1882, S. 1883-2-84 D. 84-2-163.

voir si l'assureur sera tenu ou non d'indemniser l'assuré, en cas de sinistre. Une décision se rallie également à ce système pour s'en séparer aussitôt (10) : elle indique que la demande reconventionnelle en nullité du contrat ne saurait se chiffrer en tenant compte du total des primes dues jusqu'à l'expiration du contrat (ce qui constitue le troisième système sur la question), car il n'en demeure pas moins qu'en cas de sinistre, l'indemnité à régler est le plus souvent indéterminée ; le jugement rejoint dans ses effets la première théorie exposée puisqu'il admet que l'indétermination d'une telle demande subsiste toujours et que, dès lors, le Juge de Paix est incompétent pour en connaître.

La majorité de la jurisprudence s'est prononcée pour une troisième solution. Suivant elle, la demande reconventionnelle en résiliation ou en nullité est déterminée par la totalisation des primes échues et à échoir jusqu'à l'expiration du contrat. Plusieurs arrêts de la Chambre civile en ont décidé ainsi (11) et les Cours et Tribunaux ont en général suivi cette voie (12). Cette jurisprudence ne vise d'ailleurs que le cas où l'assuré, assigné en paiement de primes, demande reconventionnellement la résiliation ou la nullité de son contrat d'assurance et ne résout que partiellement la question.

Envisageons cette matière en son ensemble et les diffé-

(10) Trib. Paix Alger, 11 déc. 1923, *R. P. Ass.* 1924, p. 79.

(11) civ. 18 nov. 1863, *S.* 1864-1-133 ; civ. 10 déc. 1888, *Gaz. Pal.* 89-1-87, note PETITON ; civ. 4 mars 1891, *Gaz. Pal.* 91-1-379 ; civ. 20 avril 1912, *R. P. Ass.* 1917-165.

(12) Trib. Civ. de la Lozère, 8 juin 1928, *R. P. Ass.* 1929-109 ; Trib. civ. Alger, 21 mai 1910, et Trib. civ. Marseille, 11 mai 1911 *D.* 1912-2-62 ; Trib. civ. Dijon, 4 nov. 1912, *R. P. Ass.* 1913, p. 149 ; Trib. Paix St-Aignan, 6 avr. 1910, *Gaz. Pal.* 1910-1-478 ; Aix, 1^{er} juin 1870, *D.* 1871-2-214 ; Trib. civ. Lyon, 28 nov. 1885, *Mon. Lyon* 27 janv. 1886 ; Trib. civ. Bordeaux, 16 avr. 1908, *R. P. Ass.* 1913, p. 299 ; Trib. Paix St-Loup, 10 sept. 1904, *D.* 1905-5-25 ; Trib. civ. Cherbourg 11 déc. 1906, *R. P. Ass.* 1906-165.

rents cas qui peuvent se présenter : que la demande en nullité ou en résiliation soit principale, formée par l'assuré ou par l'assureur, qu'elle soit reconventionnelle et émane de la compagnie ou du titulaire du contrat. Nous verrons, en effet, que la question reçoit une solution différente suivant les espèces.

Il est certain que la valeur de la demande n'apparaît pas immédiatement si elle a pour objet la nullité ou la résiliation d'un contrat d'assurance. D'autre part, si une valeur pouvait en être trouvée, il est de règle en droit français que le juge ne doit, ni d'office ni en cas de contestations entre les parties, évaluer le litige porté devant lui (13). Si le juge évaluait le litige, il y aurait excès de pouvoir, car les Tribunaux ne peuvent exercer sur leurs justiciables un pouvoir spontané. Ce sont les parties qui doivent évaluer le litige. On a contesté que le demandeur puisse par la valeur fixée à sa demande dans les conclusions, déterminer le premier ou le dernier ressort; mais ceci se voit couramment, car des plaideurs peuvent exagérer le chiffre de leur demande et sont ainsi maîtres de faire juger la contestation en dernier ressort ou à charge d'appel. Le demandeur en résiliation d'un contrat d'assurance peut donc évaluer lui-même l'intérêt du litige. Que décider si la partie qui forme une telle demande n'a pas fait connaître dans ses conclusions le chiffre qu'il fixe à celle-ci ?

MM. Glasson, Tissier et Morel décident que « la valeur du litige est déterminée par la demande et si celle-ci n'indique pas la somme demandée, mais se réfère à un titre qui la fait connaître, on tient compte de la valeur indiquée par le titre, en se plaçant au jour de la demande » (14).

(13) GLASSON, TISSIER et MOREL, op. cit. 3^e ed. Tome I, p. 795; CARRÉ : *Traité des lois de l'organisation judiciaire et de la compétence*, T. I, p. 281; T. 4, p. 253.

(14) GLASSON, TISSIER et MOREL, op. cit. 3^e ed. tome I, p. 784.

Retenons de ceci que le titre qui sert de base à l'action s'il énonce une somme certaine et liquide peut servir à l'évaluation du litige, à défaut d'évaluation faite par la partie (15). Or, ce titre est constitué, dans notre matière, par le contrat d'assurance qui contient tous les éléments utiles à l'appréciation de la valeur d'une demande en résiliation ou en nullité. Le contrat qui sert de base à l'action mentionne, en effet, le montant de la prime annuelle et la garantie accordée. D'une façon générale, la demande en résiliation d'un contrat est considérée comme ayant une valeur déterminée, si la valeur de ce qui est l'objet du contrat est elle-même déterminée. Ainsi, la valeur de la demande en résiliation d'un contrat de vente est déterminée par le prix qui avait été stipulé pour la chose vendue. Il existe toutefois des contrats d'assurances dans lesquels la prime n'est pas chiffrée à l'avance, par exemple : les contrats contre les accidents du travail et d'autres où la garantie est illimitée. Ce sont des cas spéciaux que nous n'envisagerons pas. Dans la majorité des cas, le contrat donne au juge tous les éléments nécessaires pour évaluer la valeur du litige. Et ceci explique la jurisprudence, citée plus haut, qui chiffre la demande reconventionnelle de l'assuré, assigné en paiement de primes, en comptant le montant des primes échues et à échoir jusqu'à expiration du contrat. Mais, comme nous l'avons signalé, ceci ne résout qu'une partie de la question. Deux cas se présentent, que nous allons examiner.

(15) sur le principe : Montpellier, 13 juill. 1853, D. 53-2-193 ; req. 4 janv. 1854 D. 54-1-31 ; req. 13 janv. 1852 D. 53-1-108 ; civ. 8 janv. 1912, D. 1913-1-413, civ. 13 janv. 1913 D. 13-5-47 ; GARSONNET et CÉZAR BRU : *Traité de procédure civile et commerciale*, 5^e ed. Tome VI, p. 177.

a) *Demande principale ou reconventionnelle, en nullité ou en résiliation du contrat faite par l'assuré.*

La majorité de la jurisprudence citée plus haut déclare que l'assuré qui, assigné en paiement de primes, forme une demande reconventionnelle en résiliation ou en nullité, entend se faire affranchir par jugement des primes auxquelles il serait tenu si le contrat suivait son cours. D'autre part, la compagnie demanderesse, qui résiste à la demande en résiliation, veut être maintenue dans le droit de toucher le total des primes à échoir. L'indemnité que pourrait payer éventuellement l'assureur n'est pas contestée car ce dernier reconnaît formellement son obligation puisqu'il en réclame la contre-partie à son assuré. De son côté, l'assuré ne lutte point contre l'indemnité car il l'acceptera, le cas échéant, si la police est maintenue. L'intérêt du litige réside donc bien, en ce cas, dans le total des primes échues et à échoir jusqu'à l'expiration du contrat.

Il en est de même si l'assuré demande la résiliation par voie de demande principale car, ce faisant, il entend se décharger des primes dues, en vertu du contrat.

Les conséquences de cette jurisprudence sont que suivant le montant total des primes échues et à échoir, le litige sera de la compétence du Tribunal Civil, du Tribunal de Commerce ou du Juge de Paix; d'autre part, il indiquera si le jugement sera susceptible d'appel. Le Juge de Paix sera compétent pour connaître des demandes principales ou reconventionnelles en résiliation ou en nullité faites par l'assuré, lorsque le total des primes échues et à échoir ne dépasse pas le taux de sa compétence. Il a, en effet, compétence en matière personnelle ou mobilière pour statuer sur l'interprétation, l'existence, la vali-

dité ou la résiliation des contrats, notamment des polices d'assurances (16). Il faut entendre par ces termes, les primes qui ont trait à la durée ferme du contrat jusqu'à son expiration naturelle sans qu'il y ait lieu de tenir compte, d'une part, des évènements qui peuvent y mettre fin avant ce terme et, d'autre part, de la période de renouvellement éventuel par tacite reconduction. En ce qui concerne les contrats souscrits à une société mutuelle d'assurance, la demande en résiliation ou en nullité est d'une valeur indéterminée si le chiffre de la cotisation annuelle est variable (17).

b) *Demande principale ou reconventionnelle en nullité ou en résiliation du contrat faite par l'assureur.*

Envisageons le cas où la résiliation est demandée par la société d'assurance. Pour elle l'intérêt de cette demande se mesure à l'importance de l'indemnité stipulée qu'il est exposé à payer, en cas de sinistre. L'assureur, en introduisant une demande en nullité ou en résiliation, désire échapper au règlement imminent ou éventuel d'un sinistre. Son but est de voir déclarer l'assurance nulle ou résiliée, ce qui lui évitera le paiement de l'indemnité prévue. L'intérêt du litige est donc, dans ce cas, déterminé par le montant de l'indemnité d'assurance à verser, en cas de sinistre. Une seule décision a été rendue en ce sens à notre connaissance (18) : la Cour de Douai a décidé que pour l'assureur la valeur de la demande en résiliation d'un contrat se mesurait à l'importance de l'indemnité qu'il pouvait être exposé à régler, en cas de sinistre,

(16) Cass. 10 déc. 1888 D. 1889-1-441 ; CARRÉ et CHAUVÉAU : *Lois de la Procédure civile et commerciale*, 2^e ed. 1-13, p. 71.

(17) req. 27 nov. 1888 D. 1889-1-447 ; req. 24 juill. 1895, R. P. Ass. 1895, p. 511 ; civ. 25 fév. 1867, S-1-97.

(18) Douai, 12 juin 1934, Jurisp. Cour Douai, 1934, p. 307.

dès le paiement de la première prime et que l'assuré ne pouvait soutenir que le montant des primes était inférieur au taux du ressort du Tribunal Civil, pour opposer l'incompétence de celui-ci dès lors que l'indemnité assurée dépassait le taux du ressort de la Justice de Paix.

On voit donc que la demande en résiliation ou en nullité d'un contrat d'assurance n'est pas indéterminée même si les parties n'en ont fait aucune évaluation ; en effet, le juge a en mains tous les éléments nécessaires pour l'apprécier, en possédant le contrat d'assurance ; bien plus, l'assignation du demandeur en résiliation contiendra le plus souvent tous ces renseignements et si cette demande est formée reconventionnellement, ils seront insérés dans les conclusions.



Ainsi, la jurisprudence qui déclare que le chiffre de la demande en résiliation ou en nullité du contrat d'assurances, faite par l'assuré, doit être évaluée en tenant compte de la totalisation des primes échues et à échoir, a pour conséquence logique que la même demande, faite par l'assureur, devra se chiffrer en prenant pour base l'indemnité prévue au contrat. Et même lorsque cette demande est faite par un assureur, la solution ne sera pas identique suivant qu'il s'agira d'une société anonyme d'assurances ou d'une société mutuelle.

Il y a donc là des différences profondes dans la façon d'évaluer la même demande suivant la qualité du demandeur en résiliation : assuré, société anonyme ou société mutuelle.

Ne serait-il pas plus logique, abandonnant la jurisprudence récente signalée à ce sujet, de dire que, dans tous les cas, la demande en résiliation d'un contrat d'assurances sera évaluée en se reportant aux indemnités prévues ou aux va-

leurs assurées. Cette solution offrirait l'avantage d'unifier la question. D'ailleurs, même à l'égard de l'assuré demandeur en résiliation cette solution se justifie fort bien car le contrat d'assurances est, en général, souscrit pour la durée de la compagnie et, dès lors, le total des primes échues et à échoir dépasse même le taux du dernier ressort des Tribunaux Civils et de Commerce. Les contrats d'assurances sur la vie présentent le même caractère d'indétermination quant aux primes. Il faut donc avoir recours au montant de l'indemnité prévue ou des valeurs assurées pour savoir ce que représente réellement une demande en résiliation d'un contrat d'assurances.

§ 3. — *DEMANDE EN SUSPENSION ET EN RESTITUTION D'UNE POLICE*

Un arrêt récent a été rendu par la Cour de Lyon (19) dans une espèce où l'assuré assigné en paiement de primes avait formé une demande reconventionnelle en suspension de son contrat d'assurance. La Cour a estimé, en premier lieu, qu'il s'agissait là d'une demande reconventionnelle car en plus de la défense qu'elle contenait, elle avait pour objet de procurer à l'assuré un avantage : celui de lui laisser le bénéfice de son contrat dont l'effet n'était que suspendu. En second lieu, elle a déclaré que cette demande reconventionnelle devait être évaluée en tenant compte du total des primes dues jusqu'à l'échéance du contrat et de l'importance de l'indemnité stipulée. L'intérêt de la demande était double : l'assuré avait pour but d'obtenir d'une part la suspension de sa police, pour autant de temps qu'il n'acquitterait pas le montant des primes

(19) Lyon, 13 nov. 1936 D.H. 1937-91.

échues avant la mise en demeure, et sa remise en vigueur au jour où il se serait libéré, d'autre part, le paiement éventuel des indemnités prévues au contrat lorsque celui-ci aurait repris effet. Le chiffre de cette demande en suspension devait donc être déterminé non seulement par le montant des primes dus jusqu'à l'expiration du contrat mais par celui de l'indemnité prévue.

La demande en restitution des exemplaires d'une police d'assurance sous une astreinte par jour de retard, sans que la durée de ce retard soit limitée par le demandeur, est indéterminée (20).

(20) Lyon, 20 mai 1908, *R. P. Ass.* 1908, p. 285.

CHAPITRE II

ACTION NÉE DE FAITS ÉTRANGERS OU ACCESSOIRES AU CONTRAT D'ASSURANCE

Section I. – L'action directe de la victime d'un dommage

La victime d'un dommage jouit, d'après la loi du 28 mai 1913, et de l'art. 53 de la loi du 13 juillet 1930, d'un privilège sur le montant de l'assurance souscrite par l'auteur de ce dommage. De même, la loi du 19 février 1889, devenue l'art. 37 de la loi de 1930, accorde un privilège au propriétaire d'un immeuble contre l'assureur du locataire responsable d'un incendie.

Dans les deux cas, la sanction de ce privilège est une action directe qui existe en faveur du tiers victime contre l'assureur de l'auteur du dommage. Les actions directes sont l'une comme l'autre des créations jurisprudentielles (1) qui ne furent pas admises sans discussion, mais qui résultent lo-

(1) Cass. 14 juin 1926, *R. P. Ass.* 1926, p. 143; Paris, 28 fév. 1918, *R. P. Ass.* 1919, p. 101 et 24 mai 1922 id. 1922, p. 239; *rib. Civ. Caen*, 29 janv. 1923, id. 1923, p. 155; *Trib. civ. Seine*, 4 mars 1924, id. 1924, p. 136; *Besançon*, 18 mars 1925, id. 1925, p. 122; *Trib. Com. Roubaix*, 16 janv. 1925, id. 1925, p. 126; SOLUS (H) : *l'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798, 1994 du Code Civil*, thèse, Paris 1914; DEBROY : *Privilèges sur les créances et actions directes*, thèse Paris, 1928; BINEY P. : *L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur*, thèse Paris 1934; PICARD Maurice : *L'autonomie de l'action directe*, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1933, p. 725 et s.

giquement des dispositions légales accordant un privilège tant au profit du bailleur que de la victime de quelque dommage que ce soit.

Il faut rappeler qu'en matière d'action directe comme en tout autre matière les règles de compétence d'attribution sont absolues et qu'il ne peut être dérogé à l'ordre des juridictions, établi en vue d'une bonne administration de la justice (2).

Si l'action en responsabilité dirigée contre l'assuré par la victime n'a pas un caractère commercial, elle ne pourra être portée devant le Tribunal de Commerce, bien que ce dernier soit compétemment saisi vis-à-vis de l'assureur. Toutefois, certains Tribunaux qui admettent l'action de la victime contre l'assureur seul, conserveront l'affaire pour statuer à l'égard de l'assureur.

Pour que le Tribunal de Commerce soit compétent vis-à-vis de l'assuré et de l'assureur, il faut donc qu'ils relèvent tous de cette juridiction. Si le procès est porté devant le Tribunal Civil, ce dernier peut le retenir en son entier, en raison de sa plénitude de juridiction et statuer à l'égard de toutes les parties, si l'une d'elles au moins est justiciable de la juridiction civile (3). Le Tribunal de Commerce, au contraire, n'a que des attributions limitées; une société mutuelle d'assurances ne saurait être assignée en même temps que son assuré devant le Tribunal de Commerce (4), ce dernier jugera l'affaire à l'égard de l'assuré, le demandeur devant poursuivre ultérieurement la mutuelle devant le Tribunal civil.

S'agissant en effet d'un Tribunal d'exception, le carac-

(2) note Paul ESMEIN, sous cass. 15 juin 1931, S. 1932-1-169.

(3) MOREL : *Traité élém. de Procédure civile*, n° 359, p. 400; GLASSON et TISSIER : *Traité de Procédure civile*, 3^e id. T. II, n° 335.

(4) Trib. Comm. Marseille, 20 mai 1935, *Journ. Marseille*, 1936-1-138; Trib. Comm. Narbonne, 28 déc. 1932, R. P. Ass. 1933, p. 50.

tère de connexité de la demande reconventionnelle ne saurait permettre de déroger aux règles de la compétence d'attribution qui sont d'ordre public .

Nous avons vu qu'il existe parfois dans les polices d'assurances des clauses d'attribution de juridiction. Dans quelle mesure la victime qui exerce l'action directe doit-elle les observer ? Elle ignore totalement ces clauses d'attribution de juridiction et peut de ce fait se voir opposer un jugement d'incompétence, ce qui retarde la solution du procès et augmente les frais.

L'action directe de la victime ayant son fondement dans la loi et dans le contrat d'assurance, certaines décisions ont soutenu qu'elle ne peut être exercée que dans les termes et conditions du contrat entre l'assureur et l'assuré et qu'elle se trouve grevée de toutes charges et obligations qui existent au contrat, du chef de l'assuré au jour de l'accident ; par suite, si le contrat stipule que les contestations dérivant de celui-ci seront de la compétence exclusive des Tribunaux Civils, par exemple, la victime ne peut assigner la compagnie devant le Tribunal de Commerce (5). D'autres décisions soutiennent, au contraire, que la victime exerce contre l'assureur une action directe et principale ayant son fondement dans la loi et comme telle indépendante du contrat d'assurance et desquelles il résulte qu'une clause attribuant compétence à un certain ordre de juridiction ne peut être opposée à la victime (6). Quelles que soient les solutions adoptées, en ce qui concerne la nature juridique et les conséquences de l'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur de l'auteur responsable, il semble que la clause d'attribution de juridiction

(5) Aix, 27 déc. 1935, D.H. 1936, p. 185.

(6) Trib. Comm. Marseille, 23 juill. 1935, *Journ. Marseille*, 1936-1-199.

insérée dans un contrat ne concerne pas la victime, car elle est pour cette dernière *res inter alios acta*. En premier lieu, il est très probable qu'en rédigeant cette clause les parties n'ont pensé qu'aux contestations qui pourraient s'élever entre assureur et assuré et non à celles entre victime et assureur. D'autre part, les règles de la compétence d'attribution sont d'ordre public et il n'est pas possible de priver la victime de son droit d'être jugée par le Tribunal dont elle relève. Nous avons d'ailleurs remarqué, que même entre assureur et assuré, certaines de ces clauses sont nulles. Le législateur a manifesté récemment son intention de donner à la victime les plus grandes facilités pour recouvrer contre l'assuré et l'assuré le préjudice subi par elle : en effet, un décret du 2 juillet 1936 (7) a déclaré que les polices ne devront plus contenir à l'avenir de clause interdisant à l'assuré de mettre en cause son assureur ni de l'appeler en garantie à l'occasion des règlements de sinistres; un autre décret du 3 juin 1936 (8) spécifie que dans les nouveaux contrats aucune déchéance, en ce qui concerne l'assurance des risques de responsabilité civile, ne sera opposable aux victimes d'accident ou à leurs ayants-droit, l'assureur pouvant leur opposer seulement la suspension régulière du contrat pour non-paiement de primes ou de cotisations. La victime est ainsi de mieux en mieux protégée et, dans ces conditions, aucune clause attributive de juridiction insérée dans le contrat de l'assuré ne lui est opposable.

•••

Le Tribunal Correctionnel est incompétent pour connaître de l'action directe que possède la victime d'un accident

(7) *J.O.* 3 juill. 1936, p. 6930.

(8) *J.O.* 5 juin 1936, p. 5976.

contre l'assureur de l'auteur dudit accident même si l'assuré est poursuivi devant cette juridiction (9). La société d'assurances ne peut être recherchée qu'à raison des effets d'un contrat civil dont l'appréciation échappe à la juridiction répressive. En effet la partie civile ne peut attirer devant la Juridiction répressive que l'auteur du délit et les personnes déclarées civilement responsables de ce délit, suivant les termes de l'art. 74 du Code Pénal et de l'art. 182 du Code d'instruction criminelle. Or ces articles renvoient aux articles 1382 à 1386 du Code Civil lesquels indiquent limitativement les personnes responsables du fait d'autrui et parmi lesquelles ne figure pas l'assureur. M. Hébraud (10) prévoit que cette solution certaine en l'état actuel des textes, ne pourrait être modifiée que « le jour où l'assureur serait considéré comme le garant et comme le civilement responsable des dommages-intérêts dus à la victime notamment le jour où l'assurance automobile deviendrait obligatoire ».



La juridiction administrative a suivi la jurisprudence instaurée par la Cour de Cassation dans son arrêt du 14 juin 1926 et s'est reconnue compétente pour statuer sur l'action dirigée par la victime contre un organe administratif responsable du dommage et son assureur (11). Toutefois, les questions

(9) Cass. crim. 10 juin 1932 D.H. 1932-431 ; Trib. corr. Seine, 25 fév. 1929, D. 1930-2-1, note JOSSERAND contra Trib. corr. Seine et Marne, 8 mars 1928, R. P. Ass. 1928, p. 331.

(10) HÉBRAUD : L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit.* 1931, p. 508.

(11) Conseil Pref. Seine, 13 mai 1932, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1932, p. 807, note M. PICARD.

concernant la validité, le sens et la portée des contrats d'assurances sont réservées aux Tribunaux judiciaires (12).

On a contesté aux juridictions administratives le droit de prononcer une condamnation contre un assureur (13). On n'en voit pas la raison, puisque la juridiction administrative a fixé elle-même les limites de sa compétence. Si l'assureur, assigné devant la juridiction administrative ne conteste pas la validité du contrat, on ne voit pas pourquoi la solution de l'affaire serait retardée plus longtemps en obligeant la victime à poursuivre l'assureur devant les Tribunaux judiciaires.

(12) Cass. civ. 31 juill. 1922, G.P. 1922-2-486.

(13) P. BINEY : *L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur*, p. 122.

Section II. — L'Escroquerie à l'assurance

Malgré la vigilance des sociétés d'assurances, les fraudes sont nombreuses dans toutes les branches de l'assurance ; les unes consistent en fausses déclarations ou réticences et, bien que moins graves que les suivantes, n'en rendent pas moins les risques plus onéreux ; les secondes consistent en manœuvres destinées à faire jouer le contrat.

Ainsi, les simples allégations mensongères n'ont pas le caractère de manœuvres frauduleuses (1) et si un procès entre assureur et assuré peut en naître, il ne devra pas se dérouler devant la Juridiction répressive.

L'escroquerie à l'assurance est, en effet, caractérisée par des manœuvres frauduleuses tendant à faire verser par la société une indemnité, en général importante. Nous signalerons au passage, en ce qui concerne l'assurance-incendie, que se rend coupable du délit d'escroquerie, l'individu qui, dans le but de se faire attribuer une indemnité, réclame le prix d'objets qui n'ont pas été consumés par les flammes mais qu'il a cachés en divers endroits pour faire croire à leur perte (2) ; l'individu qui présente un état de pertes mensongers et produit des quittances mensongères émanées de tiers complaisants (3), ainsi que celui qui produit une comptabilité fictive (4).

(1) Cass. 23 fév. 1889, *R. P. Ass.* 1889, p. 39.

(2) Cass. 24 déc. 1924, *R. P. Ass.* 1925-320 ; Bourges, 10 juillet 1884, *id.* 1884-376.

(3) Cass. 6 déc. 1890, *R. P. Ass.* 1891-268 ; Cass. crim. 20 déc. 1928, *R. P. Ass.* 1928, p. 442.

(4) Douai, 11 juill 1936, *Gaz. Pal.* 16 nov. 1936 ; Paris, 23 déc. 1931, *R. P. Ass.* 1932-461 ; Trib. Corr. Seine, 26 juil. 1912, *R. P. Ass.* 1912, p. 362.

De même, à propos de l'assurance-vol, la mise en scène faite par l'assuré pour faire croire à un cambriolage constitue le délit d'escroquerie et non pas seulement des actes préparatoires (5). Le fait d'avoir porté plainte au commissariat de police, à l'appui d'une fausse déclaration de vol de voiture, est justement considéré comme un acte extérieur constitutif de la manœuvre frauduleuse réprimée par la loi (6).

En matière d'accidents du travail, les escroqueries des victimes et même des médecins sont nombreuses et ont provoqué les plus vives protestations. Ainsi, si le cumul de demi-salaires n'est pas toujours considéré à lui seul comme constitutif du délit d'escroquerie (7), la dissimulation d'identité, l'usage de faux noms sont retenus pour l'application de l'article 405 du Code Pénal (8). L'est également le simulacre d'accidents ou le fait d'empêcher volontairement la guérison des blessures (9).

Se rendent également coupables d'escroquerie les médecins qui délivrent des certificats médicaux mensongers (10).

Pour toucher des indemnités d'assurances individuelles ou sur la vie, il arrive que des assurés secondés par des complices simulent leur propre décès en machinant un accident ou une disparition (11).

En matière d'assurance maritime, le Code de Commerce

(5) Cass. crim. 19 juin 1931, *J. Ass.* 1932-114, Paris; 18 nov. 1910, *J. Ass.* 1911-100.

(6) Cass. 14 janv. 1933, *R. P. Ass.* 1933-129.

(7) Cass. crim. 7 avril 1922, *R. P. Ass.* 1922-486; Paris, 18 fév. 1925, *id.* 1925-275.

(8) Trib. Corr. Seine, 12 mars 1924, *R. P. Ass.* 1924-435; Paris, 15 avril 1924, *id.* 1924, 470 n° 46.

(9) Trib. corr. Seine, 20 nov. 1909, *J. Ass.* 1910-140; Grenoble, 22 déc. 1904, *id.* 1905-330.

(10) Paris, 23 juin 1931, *Gaz. Trib.*, 29 juill. 1931; Trib. corr. Seine, 27 mai 1908, *J. Ass.* 1908-552; Cass. crim. 20 mars 1919, *R. P. Ass.* 1919-275.

(11) Trib. Corr. St-Nazaire, 24 juin 1933, *Gaz. Pal.* 3 fév. 1934.

Art. 368, prévoit que si l'assuré connaissait la perte du navire avant la signature de la police, il s'expose à des poursuites correctionnelles. Il en est de même de l'assureur qui conclut un contrat alors qu'il est averti de la bonne arrivée du navire.

Les faits peuvent être plus graves encore et relever de la Cour d'Assises. Il en est ainsi de l'incendie volontaire d'un immeuble en vue de toucher la somme prévue à l'assurance ou de l'assassinat de la personne sur la tête de laquelle reposait une assurance sur la vie. Des individus n'hésitent pas à faire disparaître le titulaire de l'assurance et par des moyens habilement réalisés ils arrivent parfois à leurs fins, car il est souvent très difficile pour les compagnies de révéler le crime.

Joués par les manœuvres d'escrocs et de criminels, les assureurs règlent certains sinistres, ce qui présente le triple inconvénient d'accroître l'immoralité publique, de rendre plus onéreuse la gestion des risques assurés et, par contre-coup, d'augmenter anormalement la prime demandée à l'ensemble des assurés.

L'intérêt qu'ont les compagnies à déférer de tels faits à la Juridiction répressive est donc évident. De plus, au point de vue du sinistre envisagé, l'assureur en obtenant une condamnation de l'assuré ou des tiers pour escroquerie ou tentative d'escroquerie pourra faire annuler la police qui est un des éléments de l'escroquerie. Or, en dehors d'une instance pénale, les manœuvres frauduleuses de l'assuré ou des tiers peuvent être difficilement prouvées. Certaines compagnies en se portant partie civile, demandent à ce qu'il leur soit donné acte des réserves expresses de poursuivre devant telle Juridiction que de droit l'annulation pour cause de dol ou de fraude des polices d'assurances (12).

(12) Trib. corr. Marseille, 8 oct. 1907, *R. P. Ass.* 1907, p. 516.

Si le sinistre a été réglé et qu'ensuite seulement les manœuvres frauduleuses se révèlent, l'assureur pourra, partie civile à l'instance correctionnelle, demander la condamnation de l'adversaire à lui restituer les sommes indûment touchées (13)

Au cas où l'assuré ou les bénéficiaires de l'assurance, sur le refus de l'assureur de les régler, ont introduit une demande en paiement de l'indemnité devant les Juridictions civiles ou commerciales, la plainte de la société d'assurance et la transmission de l'affaire au Juge d'Instruction servent à décider la Juridiction saisie à surseoir à statuer sur la contestation qui lui est soumise en attendant la décision de la juridiction pénale.

En quatrième lieu, même si une ordonnance de non lieu ou un acquittement interviennent, il est possible que l'assureur trouve dans l'instruction, des faits permettant d'établir la mauvaise foi de l'assuré ou du bénéficiaire, indépendamment du délit ou du crime, et de demander la nullité de la police.

Nous voyons donc que, dans certains cas, aucune autre voie que celle de la Juridiction répressive ne permet à l'assureur de se décharger du risque assuré.

(13) Cass. 14 janv. 1933, R. P. Ass. 1933-129.

Section III. — LE CONTROLE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

Les difficultés soulevées par l'application des lois de contrôle sur les sociétés d'assurances sont réglées en général par les tribunaux judiciaires.

Le cas se produit lorsqu'une société pratiquant l'assurance n'étant pas déclarée, l'administration demande aux tribunaux judiciaires l'application de sanctions ou la nomination d'un administrateur judiciaire (1). Le tribunal civil ou le tribunal de commerce saisi de cette difficulté doit apprécier si, en raison des opérations de la société et de son but, les lois de contrôle et en particulier la déclaration, lui sont applicables.

En ce qui concerne l'expertise des immeubles composant une partie de l'actif des sociétés d'assurances, le législateur a décidé que le tiers expert, au cas où les deux parties ne s'entendraient pas sur le vu du rapport des deux premiers experts, serait désigné par le président du tribunal de la situation de l'immeuble statuant en référé. Comme le fait remarquer M. E.-H. Perreau (2), il est permis d'y voir un changement d'orientation dans les méthodes de l'autorité administrative qui préfère voir dans les lois qui lui donnent le contrôle de certaines entreprises « la création implicite à son profit d'une action de la compétence judiciaire que procéder elle-

(1) FOURASTIÉ : *Le contrôle de l'Etat sur les sociétés d'assurances*, thèse Paris 1936, p. 88.

(2) note sous Paris, 27 janv. 1933 et Rouen, 6 juill. 1933 S. 1935-2-49.

même à l'exécution de ses ordres pour l'application de ces lois. »

Le recours contre les décisions de refus ou de retrait d'agrément doit être exercé devant le Conseil d'Etat. L'article 3 de la loi du 17 mars 1905 sur le contrôle des sociétés d'assurances sur la vie, et l'article 2 du décret du 8 août 1935 sur le contrôle des sociétés pratiquant l'assurance automobile, aujourd'hui abrogés par le décret de 1938, en avaient décidé ainsi (3).

Unifiant cette matière le décret du 14 juin 1938 (4) reprend dans son article 8 les mêmes dispositions et admet toute société d'assurance à se pourvoir en Conseil d'Etat contre la décision prise à son égard par l'administration.

Ce texte prévoit d'autre part des poursuites devant le tribunal correctionnel (art 36, 37, 39) contre les personnes qui tentent de faire souscrire ou qui font souscrire des contrats pour le compte d'une entreprise non agréée pour la catégorie d'opérations dans laquelle rentrent ces contrats, ou qui, ayant antérieurement été l'objet de condamnation pour crime de droit commun, abus de confiance ou escroquerie, etc..., ou qui sont faillis non réhabilités, fondent, dirigent ou administrent des sociétés d'assurance soumises au contrôle de l'Etat.

Sont punis des peines de l'article 405 du Code pénal les déclarations ou dissimulations frauduleuses dans les comptes rendus et documents fournis au Ministère du Travail ou portés à la connaissance du public, ainsi que les déclarations mensongères faites en vue de faire souscrire des contrats.

Le système actuel de contrôle des sociétés d'assurances prévoit donc la compétence des trois ordres de juridiction : administrative, répressive et judiciaire, en vue de l'application des textes le concernant.

(3) FOURASTIÉ, op. cit. p. 90.

(4) J. O., 16 juin 1938, p. 6811.

Section IV. — L'Etat assureur

§ 1. — *CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENTS ET CAISSE NATIONALE DES RETRAITES.*

La Caisse Nationale d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents résultant des travaux agricoles et industriels, a été fondée par la loi du 11 juillet 1868 et réorganisée par la loi du 24 mai 1899.

La Caisse des Retraites, créée par la loi du 18 juin 1850, a pour but, de même que les Sociétés d'assurances sur la vie, de constituer des rentes viagères payables à partir d'un âge déterminé, aux personnes qui versent un capital en une ou plusieurs fois.

Les contrats ainsi passés par l'Etat et ne contenant aucune clause exorbitante du droit commun, ne diffèrent pas de ceux souscrits auprès des Sociétés d'Assurances. Les difficultés qu'ils peuvent soulever sont donc de la compétence de l'autorité judiciaire.

§ II. — *L'ETAT ASSUREUR EN TEMPS DE GUERRE*

Deux lois ont régi successivement l'assurance par l'Etat du risque maritime pendant la guerre de 1914-1918.

Les décrets des 11 et 13 août 1914 (1), ratifiés par la loi

(1) D. P. 1914-4-102.

du 10 avril 1915 (2), créèrent un service national d'assurances des navires contre les risques de guerre. L'Etat n'avait pas entendu gérer ce service dans des conditions juridiques différentes de celles au milieu desquelles fonctionnent les entreprises d'assurances privées. Les accords passés par l'intermédiaire de la Commission Exécutive avec les assurés n'avaient pas le caractère administratif, mais constituaient des contrats de droit commun; les difficultés qui pouvaient en naître ressortaient de la compétence judiciaire (3).

Cette assurance était facultative et les compagnies continuaient à assurer les navires, mais délaissaient les risques les plus graves que la Commission Exécutive, en raison de sa mission, était obligée d'assurer.

Pour remédier à cet inconvénient, la loi du 19 avril 1917 organisa un service public d'assurances obligatoires des navires de plus de 500 tonneaux et battant pavillon français.

Quand l'assimilation du contrat passé par l'Etat avec les conventions de droit privé n'est plus possible, les Tribunaux administratifs reprennent leur pouvoir de juridiction. Les contrats passés par application de la loi du 19 avril 1917 présentaient le caractère de véritables contrats administratifs et la juridiction administrative était seule compétente pour statuer sur les litiges nés à l'occasion de leur exécution (4).

§ 3. — L'ASSURANCE CRÉDIT D'ETAT

Il est toute une catégorie de transactions qui échappent à l'intervention des sociétés d'assurances. Celles-ci ne peuvent,

(2) *D. P.* 1916-4-6.

(3) Cons. d'Etat, 23 déc. 1921; *D.* 1924-3-32; 31 janv. 1923; *jour. des Ass.* 1924 p. 59; Paris, 20 déc. 1920; *Rev. Intern. Droit Maritime*, t. XXXIV 133.

(4) Conseil d'Etat, 23 mai 1924, avec les conclusions de M. Rivet, commissaire du gouvernement *D.* 1924-3-26.

en effet, couvrir les risques des crédits consentis à des Etats ou à des administrations publiques étrangères. Par leur nature et par leur importance, ces opérations ne se soumettent pas aux règles techniques normales de l'assurance. L'Etat supplée donc à cette carence de l'assurance privée en se chargeant lui-même de garantir la bonne fin des opérations d'exportation de produits français traitées par des maisons françaises, avec des administrations publiques étrangères. L'assurance-crédit d'Etat fut réalisée par la loi du 10 juillet 1928, modifiée par les décrets-lois du 27 juillet et du 4 octobre 1935.

De même, par les décrets du 16 juillet, 8 août et 3 octobre 1935, l'Etat accorde sa garantie aux prêteurs ayant consenti des avances sur les sommes inscrites sur les livres des différents offices de compensation, aux comptes des exportateurs possédant des créances bloquées dans les « clearings » par suite des difficultés de transfert qui se sont produites dans les échanges internationaux en raison de la crise économique mondiale.

Ces opérations, par leur nature, dépassent de loin les opérations d'assurances ordinaires puisque les sociétés d'assurances n'ont pu s'en occuper, par leurs propres moyens. Il s'agit donc d'un service public géré par un procédé administratif entraînant le contentieux administratif.

DEUXIÈME PARTIE

La Compétence Territoriale

L'ARTICLE 3 DE LA LOI DU 13 JUILLET 1930

La répartition des affaires entre les Tribunaux en raison du territoire dans lequel s'exerce leur juridiction constitue la compétence territoriale. De droit commun, en matière civile, le Tribunal compétent est celui du domicile du défendeur, en vertu de l'art. 59 du Code de Procédure Civile. C'est au demandeur à faire la preuve de son droit en se déplaçant pour plaider devant le Tribunal du domicile du défendeur.

Ce principe général subit cependant de nombreuses dérogations énumérées par l'art. 59 et les lois postérieures, chaque fois qu'un Tribunal semble, plus que d'autres, susceptible de régler certaines affaires au mieux des intérêts en présence.

La règle « *actor sequitur forum rei* » n'avait subi que peu d'atteinte lorsqu'intervinrent les lois de compétence en matière d'assurance.

Le législateur crut devoir, grâce à la loi du 2 janvier 1902 favoriser non plus le défendeur, mais l'assuré même demandeur, en déclarant que dans les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités, le Tribunal de l'assuré serait compétent désormais. Et cette solution devait être reprise par la loi du 13 juillet 1930.

Ainsi ces exceptions à la règle « *actor sequitur forum rei* » sont importantes. Elles s'inspirent, non plus de l'intérêt du défendeur mais de celui de la bonne administration de la justice (1).

Nous grouperons notre étude de la compétence territoriale autour de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 qui forme désormais le droit commun de la compétence en matière d'assurance, les cas où cet article ne s'applique pas étant présentés comme des dérogations à la règle générale qu'il édicte.

(1) GLASSON, TISSIER et MOREL, op. cit. 3^e éd. t. 2, p. 104.

CHAPITRE PREMIER

LES PRÉCÉDENTS

Antérieurement à la loi du 2 janvier 1902 et en l'absence d'une réglementation spéciale, il pourrait sembler que les règles de compétence de droit commun s'appliquaient en matière d'assurance, le défendeur au procès étant assigné devant le Tribunal de son domicile. Il n'en était rien car les compagnies d'assurances introduisaient dans leurs contrats des clauses attribuant juridiction au Tribunal de leur siège social. Les sociétés d'assurances y trouvaient de sérieux avantages; leurs procès étaient réunis devant le Tribunal de leur siège, Paris le plus souvent; elles pouvaient ainsi, au moyen de leur contentieux, suivre de très près ces affaires. Pour celles venant devant les Juges de Paix, elles pouvaient éviter des frais d'avocat en y envoyant un mandataire de leur siège; les clauses d'attribution de juridiction donnaient donc aux sociétés, plus de facilités pour poursuivre les assurés.

Au contraire, les assurés étaient obligés d'aller plaider souvent fort loin de leur domicile, ce qui leur occasionnait des frais importants et ralentissaient la marche de leurs affaires. Les rôles des Tribunaux de Paris étaient encombrés de procès d'assurance et leurs solutions n'intervenaient qu'après de nombreuses années. Les assurés éprouvaient de grandes difficultés pour poursuivre les sociétés d'assurances.

Les clauses d'attribution de juridiction au siège de la compagnie s'étaient généralisées et l'assuré ne pouvait espérer, en

s'adressant à une autre société, obtenir des conditions plus favorables. Il était obligé de souscrire à cette clause comme aux autres conditions générales des polices et ce n'est qu'au moment de réclamer en justice l'indemnité stipulée qu'il s'apercevait des inconvénients qu'une pareille convention présentait pour lui. Ainsi s'était établi des usages trop favorables aux assureurs puisqu'ils détruisaient l'équilibre du contrat d'assurance. Les assurés isolés et sans moyen direct de défense ne pouvaient s'élever contre l'abus de cette pratique adoptée par toutes les sociétés d'assurances.

Les Tribunaux appliquaient strictement les conventions du contrat et renvoyaient les parties devant la juridiction élue (1). La jurisprudence n'admettait pas que les juges du lieu où la compagnie d'assurances possède une succursale soient compétemment saisis des contestations relatives aux contrats passés dans la circonscription de cette succursale lorsque existait une attribution de juridiction au Tribunal du siège social de la société (2).

Certains Tribunaux, devant l'inégalité des parties, essayèrent le plus possible d'éviter l'application de la clause concernant la compétence. Quelques compagnies émirent la prétention d'être assignées exclusivement au siège de leurs établissements à Paris bien que leurs polices ne continssent aucune élection de domicile. Une pareille exigence parut ruineuse lorsque la police ne contenait pas sur ce point une clause précise (3). De même, malgré la clause d'une police

(1) Riom, 10 juin 1878, *J. Ass.* 78-421; Nîmes, 18 avril 1882, *J. Ass.* 82-249; Lyon, 25 fév. 1898 *R. P. Ass.* 98-550; Toulouse, 8 juin 1887, *D.* 89-2-43; Trib. Civ. Lille, 29 nov. et 13 fév. 1893, *R. P. Ass.* 1894, p. 30 et les renvois.

(2) Cass. 30 juin 1874, *S.* 76-1-475; Dijon, 24 juil. 1877, *S.* 1877-1-282; Cass. civ. 6 avril 1886, *S.* 86-1-269.

(3) Cass. civ. 15 mai 1844.

d'assurance contre l'incendie portant attribution de juridiction devant un Tribunal déterminé, l'urgence constatée justifiait la compétence du Juge des Référés, de la ville où le sinistre s'était produit, pour nommer un expert (4). Lorsque, dans un acte de nomination d'expert, il avait été estimé, par les juges du fond, que la compagnie avait introduit subrepticement une clause attributive de juridiction, en vue de surprendre la bonne foi des assurés et, dès lors qu'il s'agissait de gens presque illétrés, un arrêt avait rejeté valablement l'exception d'incompétence proposée par la compagnie, assignée en paiement d'indemnité devant un Tribunal autre que celui qui avait été élu (5).

Le législateur s'émut de l'effet excessif des clauses contenues dans les polices d'assurances et sans attendre le vote d'une loi générale concernant l'assurance terrestre, un texte fut promulgué le 2 janvier 1902. Cette loi s'est préoccupée de favoriser l'assuré aux dépens de l'assureur puisque le Tribunal normalement compétent devient celui du domicile de l'assuré; en matière d'accident, le Tribunal du lieu où il s'est produit est compétent de même que c'est le juge de la situation des immeubles ou des meubles par nature sinistrés qui connaît des actions qui s'y rapportent. Les conventions contraires à ces dispositions sont nulles de plein droit et, dès lors, les compagnies ne peuvent plus valablement insérer dans leurs polices une clause attribuant juridiction aux Tribunaux du siège social.

La loi du 13 juillet 1930, dans son article 3 consacré à la compétence, a repris ces dispositions dans leur ensemble. Toutefois, si les deux lois s'inspirent du même esprit, elles diffèrent dans certains détails, ce qui amène, comme nous le verrons, certaines difficultés dans l'interprétation de ce texte.

(4) Req. 12 fév. 1889, D. 1892-1-382.

(5) Cass. req. 30 avril 1902, S. 1906-1-307.

CHAPITRE II

ANALYSE DE L'ARTICLE TROIS

L'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 est rédigé ainsi qu'il suit :

« Dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, le défendeur (assureur ou assuré) sera assigné devant le Tribunal du domicile de l'assuré, de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse, sauf en matière d'immeubles ou de meubles par nature auquel cas le défendeur sera assigné devant le Tribunal de la situation des objets assurés.

« Toutefois, s'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature, l'assuré pourra assigner l'assureur devant le Tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable. »

Section I. -- Les différents tribunaux compétents

En règle générale, c'est le Tribunal du domicile de l'assuré qui est compétent. L'assureur même défendeur ne peut plus être assigné devant le Tribunal de son siège social. D'autre part, l'article 2 de la loi de 1930 interdit de modifier par convention les prescriptions de cette loi et notamment celles de l'article 3. Les clauses d'attribution de juridiction ne sont donc plus possibles. La loi de 1902 prévoyait la même interdiction, mais décidait que des conventions postérieures à la naissance du litige pouvaient déroger aux règles de compétence prévues par l'article 1^{er} de cette loi. Une pareille exception

n'existe plus aujourd'hui et les conventions dérogeant à l'art. 3 sont nulles, qu'elles soient antérieures au litige ou postérieures. La loi de 1930 est donc plus restrictive que celle de 1902 et l'on sait déjà que la plus récente n'a pas repris exactement les termes de l'ancienne.

En matière d'assurance, ce n'est pas le domicile du bénéficiaire qui détermine la compétence, mais celui du souscripteur lequel est bien l'assuré que vise la loi de 1902 et celle de 1930 (1). On a cependant prétendu que ces lois avaient compris le mot assuré dans un sens large qui s'entend aussi bien de l'assuré souscripteur que du bénéficiaire et que ce serait aller contre l'intention du législateur que d'obliger le bénéficiaire à plaider devant le tribunal de celui qui a contracté l'assurance.

Les Tribunaux du siège de la société d'assurances sont donc absolument incompétents de même que ceux de l'agence où a été souscrit ce contrat, malgré la clause de la police donnant compétence au Tribunal de cette agence pour connaître de la demande en paiement d'indemnité formée par l'assuré. Certains Tribunaux se sont laissés égarer dans cette matière (2) en perdant de vue qu'en ce qui concerne l'assurance, la compétence n'est plus soumise aux règles ordinaires des art. 59 et 420 du Code de Procédure, mais fait l'objet d'une réglementation spéciale. Le lieu de la formation du contrat et celui de paiement sont sans intérêt pour la détermination du Tribunal compétent.

A cette règle générale, la loi apporte deux exceptions,

(1) Chambéry, 4 août 1908, *R. P. Ass.* 1909, p. 35.

(2) Paris, 14 mars 1934, *R. P. Ass.* 1934-29 sur appel du trib. Comm. Seine, 7 mars 1932; Trib. Comm. St-Etienne, 2 fév. 1934, *Gaz. Pal.*, 19 mai 1934; de même GODARD et PERRAUD CHARMENTIER, op. cit. p. 70; Bordeaux 8 janv. 1926, *R. P. Ass.* 1926, p. 18.

l'une concernant les immeubles sinistrés, l'autre concernant les accidents.

1° *Tribunal compétent en matière d'immeubles et de meubles par nature.*

En matière d'immeubles ou de meubles par nature, l'article 3 décide que le défendeur sera assigné devant le Tribunal de la situation des objets assurés. Dans ce cas, le demandeur n'a pas le choix entre le Tribunal du domicile de l'assuré et celui de la situation des immeubles ou des meubles sinistrés; il doit obligatoirement introduire son action devant ce dernier Tribunal (3). La raison en est bien connue: c'est, en effet, ce Tribunal qui aura la plus grande facilité pour réunir toutes les précisions utiles sur les circonstances du sinistre et ordonner les mesures d'instruction nécessaires. Ceci a été indiqué dans le premier rapport de M. Legrand, au Sénat (4). « La bonne administration de la justice demande que les litiges soient dans la mesure du possible, appréciés et jugés par les Tribunaux du lieu où se sont accomplis les faits qui leur donnent naissance et particulièrement du lieu du sinistre au sens le plus compréhensif du mot en matière d'assurances. C'est là que pourront s'accomplir avec le plus de facilité, d'utilité et de rapidité, aux moindres frais, les constatations, expertises, enquêtes, visites des lieux, transports, toutes les mesures d'instruction en général nécessaires à la solution du litige ». La loi de 1902 avait posé la même règle que celle de l'art. 3. Le Tribunal du domicile de l'assuré est donc incompétent (5) de même

(3) SUMIEN, op. cit. n° 445; civ. 18 janv. 1926 S. 1926-1-34; Trib. civ. Châlons-sur-Saône, 7 juillet 1931, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1931-767. Paris, 9 mai 1923, *La Loi*, 22 sept. 1923.

(4) S.L.A. 1902, p. 329.

(5) Bordeaux, 2 déc. 1912, *Rec. Bordeaux* 1913, p. 14.

me que celui de l'agence où la police a été souscrite (6), ou du siège social de l'assureur, malgré une clause d'attribution de juridiction à ce tribunal (7).

Cette règle se limite aux immeubles et aux meubles par nature car seuls ils ont un lieu ordinaire de situation facilement déterminable (8) et cette situation est fixée au moment du sinistre.

En parlant du lieu où se trouvent les objets assurés, la loi n'a pas eu en vue, lorsqu'il s'agit de meubles, le lieu quelconque où il plairait à l'assuré de transporter l'objet après le sinistre, mais le lieu où se trouvait l'objet au moment où le fait s'est produit (9).

D'autre part, le texte de la loi est général et absolu et ne fait pas de distinction suivant que les objets assurés et le lieu où ils se trouvent sont ou non spécifiés dans le contrat. Même si un lieu de situation est précisé dans la police, le Tribunal compétent sera toujours celui du lieu où le meuble par nature aura été sinistré (10).

En cas d'incendie d'une automobile, la règle est la même (11). La Cour de Cassation a en cette matière interprété la loi. Certains Tribunaux (12) avaient entendu par « situation des objets », le domicile de leur propriétaire, ce qui pourrait avoir quelques avantages, comme le fait remarquer M. Perraud, en ce qui concerne l'estimation de la valeur de l'automobile.

(6) Trib. Comm. Aubenas, 16 avril 1909, *J. Ass.* 1909, 265; Trib. Com. Lyon, 4 juin 1909, *Gaz. Jud. et Com.* 1909, p. 699.

(7) Trib. Comm. St-Etienne, 2 fév. 1934, *Gaz. Pal.* 19 mai 1934.; Trib. civ. Bordeaux, 8 janv. 1926, *R. P. Ass.* 1926, p. 18.

(8) Lecouturier, Commentaire de la loi du 2 janv. 1902. Les Lois Nelles, n° 5, p. 264.

(9) Douai, 19 nov. 1909, *D.* 1912-2-25.

(10) Cass. Civ. 18 janv. 1926, *D.* 1928-1-99.

(11) Cass. Civ. 16 juin 1927, *R. P. Ass.* 1927 p. 181, note M. PERROUD; Trib. Com. St-Etienne, 20 juin 1930 id. 1930, p. 357.

(12) Aix, 14 juin 1924, cassé 16 juin 1927 précité.

bile incendiée, mais qui n'offrirait que des inconvénients pour déterminer les circonstances du sinistre, question qui doit se résoudre avant celle du paiement de l'indemnité, car celle-ci lui est subordonnée (13). D'ailleurs, même en ce qui concerne le paiement de l'indemnité, un expert devra être nommé pour examiner la voiture et déterminer le coût des réparations, la valeur du véhicule et le montant du sauvetage et ceci ne peut se faire que sur les lieux du sinistre.

La Cour de Cassation a estimé qu'en décidant que l'automobile incendiée était réputée se trouver au domicile du propriétaire, la Cour d'Aix s'était basée sur une fiction qu'il n'appartenait pas aux juges de créer alors, surtout qu'elle était contraire à l'esprit de la loi.

En matière d'immeubles, la question ne présente pas de difficultés car ils ont une situation déterminée (14).

En matière de référés, la compétence territoriale se détermine d'après les mêmes règles que celle du Tribunal lui-même; il n'est fait exception qu'au profit du Juge des Référés du lieu du sinistre, or c'est précisément le Tribunal de ce lieu qui est compétent en matière d'assurance d'immeubles ou de meubles sinistrés.

2° Tribunaux compétents en matière d'accidents.

L'article 3 de la loi de 1930 apporte une seconde exception à la règle donnant compétence au Tribunal du domicile de l'assuré lorsqu'il s'agit d'assurances contre les accidents de toute nature. La loi donne, en ce cas, à l'assuré le choix entre le Tribunal de son domicile et celui du lieu où s'est produit

(13) contra : PICARD et BESSON, op. cit. t. I, p. 508.

(14) Trib. Civ. Caen, 16 juil. 1907, J. Ass. 1908-302.

l'accident (15). Si le lieu de l'accident est trop éloigné, l'assuré pourra avoir avantage à saisir le Tribunal de son domicile. Cette option n'existait pas dans la loi de 1902; le Tribunal seul compétent était celui du lieu de l'accident (16). L'article 3 vise les accidents de toute nature, alors que la loi de 1902 se limitait aux cas d'accidents dont sont victimes les personnes ou les animaux. Le paragraphe 2 de l'art. 3 est la reproduction de la loi du 26 novembre 1923 qui donne à la victime d'un accident la faculté d'en poursuivre la réparation devant le Tribunal du lieu de l'accident. La loi de 1923, comme celles de 1902 et de 1930, ont voulu que les litiges fussent, dans la mesure du possible, appréciés et jugés par les Tribunaux du lieu où se sont accomplis les faits qui leur donnent naissance.

- (15) cf. PICARD et BESSON : op. cit. t. I, p. 511, qui estiment que « cette règle détruit pratiquement la règle posée préalablement par le législateur pour les assurances de choses ».
- (16) Trib. Civ. Bordeaux, 8 janv. 1926, *Gaz. Pal.* 1926-1-220. Tri. Com. Marseille 10 déc. 1929, *Journ. Marseille*, 1930-1-5.

Section II. — Controverse sur la généralité de l'article 3

L'article 3 de la loi de 1930 débute par ces mots : « dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, le défendeur.. etc ». A s'en tenir à ce texte, la compétence de l'article 3, dérogame au droit commun, ne semble s'appliquer qu'aux procès relatifs à la fixation ou au règlement des indemnités d'assurances. M. Perreau en tire la conclusion logique que « toutes actions ne concernant pas l'un ou l'autre de ces deux points redeviennent soumises au droit commun de la compétence comme avant 1902 » (17). Carré (18) distingue les lois favorables qui doivent être interprétées suivant la signification la plus étendue qu'on puisse leur donner et les lois rigoureuses qui, mettant des formes à la liberté naturelle des individus et prescrivant des règles, en attachant certaines peines à leur inobservation, doivent être restreintes dans la signification la plus étroite. Or, la plupart des lois de procédure sont rigoureuses (19) et l'article 3 de la loi de 1930 dérogeant aux règles du droit commun de la compétence l'est certainement. On ne peut donc l'étendre en dehors des cas qui y sont prévus.

L'article 3 ne concerne donc pas certaines hypothèses: action en résiliation d'un contrat, action en paiement de primes, ac-

(17) E. H. PIERREAU : Répercussions imprévues d'abrogation par la loi du 13-7-1930. *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1933, p. 763. PLANTOL et RIPERT : *Traité de Droit Civil français*, tome XI, p. 638, n° 1327.

(18) CARRÉ et CHAUVÉAU : *Lois de la Procédure civile et commerciale*, 5 id. t. I, p. 59.

(19) id. t. I, p. 60.

tion en déchéance, action en restitution de police. Suivant le droit commun, lorsque l'assureur est demandeur aussi bien dans les actions en paiement de primes qu'en résiliation, le Tribunal de l'assuré sera compétent, puisque c'est celui du défendeur. Lorsque l'action émane de l'assuré, le défendeur est alors la société d'assurance et le Tribunal compétent est celui de son siège social, en général celui de la Seine. Or la théorie des gares principales ne pourrait apporter aucun remède à cet état de choses, puisque la jurisprudence antérieure à la loi de 1902 ne s'appliquait que lorsque l'agent général avait le pouvoir d'engager la compagnie et de signer les polices. Or, de pareilles agences sont assez rares, les pouvoirs du directeur régional étant en général beaucoup plus limités.

Ce retour à la compétence de droit commun, défavorable à l'assuré, se verrait aggravé en raison de ce que les actions ne tendant pas à la fixation ou au règlement des indemnités, n'étant pas soumises à l'article 3, ne le sont pas davantage à l'article 2 de la loi de 1930 prohibant les clauses contraires à celles de cette loi. Or, les compagnies d'assurances pourraient donc valablement insérer, de nouveau, dans leurs polices des clauses d'attribution de juridiction aux Tribunaux de leur siège, comme elles le firent avant la loi de 1902.

En ce qui concerne l'action en déchéance, elle pourrait être rattachée aux actions concernant la fixation et le règlement des indemnités, car elle consiste à faire consacrer par justice le refus de payer l'indemnité prévue par la police; du même coup, les clauses attributives de compétence seraient nulles en ce qui concerne ces actions. A s'en tenir au texte de la loi, ces conséquences en découlent logiquement, malgré les inconvénients, regrettables pour l'assuré, de cette solution et qui ont certainement échappé au législateur.

Certains auteurs, voulant écarter cette solution, font appel à divers arguments.

En premier lieu, il a été soutenu (20) que les clauses attribuant juridiction ne pourraient être rétablies car la loi du 13 juillet 1930 l'interdit. Or, nous avons vu que si ces clauses sont nulles dans les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités, elles peuvent fort bien être valables s'il s'agit d'action en résiliation ou en paiement de primes.

En second lieu, certains auteurs estiment que l'article 3 ne cite qu'à titre d'exemple la fixation et le règlement des indemnités, mais que cette énumération n'est nullement limitative (21). Mais rien n'indique pourtant que la loi ait prévu d'autres cas. Les termes de l'article 3 sont clairs et précis et leur signification ne prête à aucun doute. M. Capitant (22) fait remarquer qu'« il est admis qu'on ne doit recourir aux travaux préparatoires que lorsque le texte est obscur, susceptible de plusieurs sens ou qu'il y a contradiction au moins apparente entre telle ou telle de ses dispositions ». Il ajoute qu'un texte clair n'a pas besoin d'être interprété et que les termes précis de la loi doivent être appliqués tels qu'ils sont. Carré (23) note également que la plupart des lois de procédure étant des lois rigoureuses, ce qui est contraire au droit commun « ne doit pas être tiré à conséquence pour des cas qui ne sont pas formellement exprimés ». Ces sages principes ont certainement échappé aux auteurs que nous indiquons puis-

(20) GODART et PERRAUD CHARMENTIER : *Code des Assurances* ed. 1937, p. 67.

(21) GODARD et PERRAUD CHARMENTIER, op. cit. p. 67. ANCEY et SICOT : *La loi sur le contrat d'assurance*, p. 36.

(22) CAPITANT : L'interprétation des lois d'après les travaux préparatoires chronique *D. H.* 1935, p. 77.

(23) CARRÉ : *Lois de la procédure civile et commerciale*, t. I, n° 60.

qu'ils tentent de faire dire au texte visé ce qu'il n'a jamais dit, et qu'ils essaient de l'étendre à la mesure de leurs désirs.

Le troisième argument semble plus difficilement réfutable. Si on accorde, en effet, que l'art. 3 ne vise que les actions concernant la fixation et le règlement des indemnités, on fait remarquer que la loi de 1902 n'est abrogée par l'art. 86 de la loi de 1930 qu'en ce qu'elle pourrait avoir de contraire à ladite loi (24). De cette manière, les actions en paiement de primes et en résiliation seraient soumises à la loi de 1902 et leur connaissance relèverait du Tribunal du domicile de l'assuré. Cette solution offre évidemment l'avantage de la simplicité. Toutefois, l'art. 86 de la loi de 1930 a certainement abrogé, dans sa totalité, la loi du 2 janvier 1902, puisque le texte la met sur le même plan que la loi du 8 décembre 1904 interdisant l'assurance en cas de décès des enfants de moins de douze ans, devenue l'art. 58 de la nouvelle loi. En effet, l'art. 86 est ainsi rédigé : « Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi et notamment les art. 2 et 3 de la loi du 19 février 1889 relatifs à l'attribution des indemnités dues par suite d'assurances; la loi du 2 janvier 1902 relative à la compétence en matière d'assurances; la loi du 8 décembre 1904 interdisant en France l'assurance en cas de décès des enfants de moins de 12 ans ».

Pour arriver à la solution proposée, il faudrait écarter ce texte et recourir à l'intention du législateur qui a pu être de faire juger tous les procès concernant l'assurance par le Tribunal du domicile de l'assuré. Pour cela il faudrait consulter

(24) ANCEY et SICOT : op. cit. p. 28; CAPITANT : La loi du 13 juillet 1930 *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1930, p. 816, n° 96. TRASBOT : Commentaire de la loi du 13 juillet 1930 *D.* 1931-4- p. 7 Col. 3; JOSSERAND : *Cours de droit positif français*, 2° ed. t. II, n° 1380 k, page 734. SUMMEN : *Traité des assurances* 3° ed. p. 32. *Manuel de l'assuré et de l'assureur*, p. 101, n° 161 et 162.

les travaux préparatoires de la loi de 1930, mais comme l'a fait remarquer M. Capitant « l'expérience prouve que les documents parlementaires ne servent qu'à appuyer les opinions divergentes des interprètes » (25). Ce même auteur considère que « la loi est un organisme qui forme un tout et se détache de la volonté de ceux qui l'ont élaborée le jour où elle est votée. La Loi est ce qu'elle est ; elle n'est pas ce que l'on aurait voulu qu'elle fut ». Il nous semble donc que, quelque regrettables que soient les solutions auxquelles on aboutit, il faut considérer la loi de 1902 comme abrogée et que l'art. 3 de la loi de 1930 se limite aux actions relatives à la fixation et au règlement des indemnités (26).

Supposons d'ailleurs un instant qu'il n'en soit pas ainsi, nous dirons alors que la loi de 1902 s'applique aux actions en paiement de primes et en résiliation. Or, examinons la loi de 1902, dont les termes sont les suivants :

« Art. 1^{er} : En matière de contrat d'assurance et de litiges auxquels ils donnent lieu, le défendeur sera assigné devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent :

1°) le domicile de l'assuré de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse, sauf l'application de la disposition qui suit ;

2°) les immeubles ou meubles par nature assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où se sont produits les accidents de toute nature dont sont victimes les personnes ou les animaux, le tout lorsque l'instance est relative à la fixation et au règlement des indemnités dues. Il n'est pas dérogé aux lois qui régissent l'assurance maritime.

(25) CAPITANT : chronique *D.H.* 1935 p. 77.

(26) PERREAU : Répercussions imprévues d'abrogation par la Loi du 13 juillet 1930, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1933, p. 763 ; SOLUS : *Cours de procédure civile*, p. 263 ; PICARD et BESSON : op. cit. t. I, p. 502.

Art 2 : Toute convention antérieure à la naissance du litige contraire à la présente loi sera, sauf l'effet des stipulations contenues dans les polices actuellement en cours, nulle de plein droit ».

Nous voyons que l'art. 1 ne se compose que d'une seule phrase se terminant par le membre de phrase : « le tout lorsque l'instance est relative à la fixation et au règlement des indemnités dues ».

La question que nous avons examinée à propos de la loi de 1930 s'est donc également posée pour celle de 1902, bien qu'avec moins de netteté pour cette dernière. On a soutenu à l'époque (27) que la loi laissait en dehors de son application les actions autres que celles relatives à la fixation et au règlement des indemnités, et que les clauses d'élection de domicile attributives de juridiction avaient conservé toute leur force obligatoire lorsqu'il s'agissait de procès en paiement de primes ou en résiliation de contrat. La question était d'ailleurs si flagrante qu'elle fut posée aux Tribunaux. Le Tribunal Civil de Bayeux (28), dans une instance en résiliation de contrat déclara que l'expression « le tout » du 2° de l'art. 1, se référerait simplement aux assurances contre les risques concernant les immeubles ou les meubles par nature et aux assurances dont sont victimes les personnes ou les animaux et que les mots « le tout » faisaient corps avec le 2° et ne se rattachaient en quoi que ce soit au 1°. D'autres décisions, avec

(27) ASTRESSE : *Traité des Assurances Mutuelles*, p. 186.
Dalloz, Code de procédure civile annoté par MM. GRIOLET et VERGÉ, 1910, V° art. 59, n° 1032 : « La loi du 2 janvier 1902 ne parlant que des instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, il y a lieu de tenir compte de la jurisprudence antérieure à cette loi relativement à toutes autres actions. »

(28) Trib. Civ. Bayeux, 30 avril 1908, R. P. Ass. 1908, p. 280.

moins de netteté, prononcèrent la même solution (29). Si donc, on décide que la loi de 1902 régit les actions en paiement de primes et en résiliation, il reste encore un certain doute sur la valeur de cette affirmation.

De plus, dans l'interprétation de l'art. 86 de la loi du 13 juillet 1930, il n'y a que deux solutions que l'on peut envisager :

1° cet article abroge la loi de 1902 ;

2° il abroge les dispositions contraires à l'art. 3 de la loi de 1930.

Or, que sont ces dispositions contraires à l'art. 3 ? Ce ne sont pas celles concernant les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités puisque sur ce point, les deux textes sont identiques. Les dispositions contraires dont il s'agit, ne peuvent donc être précisément que celles relatives à la compétence en matière de paiement de primes, résiliation de contrat, restitution de police, non visée par la loi nouvelle (30). Pour arriver à une autre solution, il aurait fallu que la loi de 1930 déclarât abroger les dispositions identiques à l'art. 3, laissant ainsi survivre les autres. Que l'on prenne l'une ou l'autre de ces interprétations de l'art. 86 de la loi de 1930, on arrive donc à la même solution que les actions en matière d'assurance qui ne concernent pas la fixation et le règlement des indemnités sont soumises à la compétence de droit commun.

Cette question de compétence ne s'est pas posée devant les Tribunaux. Les compagnies d'assurances n'ont pas fait

(29) Trib. Civ. Bordeaux, 29 mai 1912, *R. P. Ass.* 1912, p. 523; Trib. Civ. Toulouse, 7 janv. 1918, *R. P. Ass.* 1918, p. 500; Chambéry, 4 août 1908, *R. P. Ass.* 1909, p. 35.

(30) J. GUINEAU : *Le paiement de la prime dans l'assurance de dommage*, thèse Paris 1932, p. 138.

revivre à cette occasion les clauses attributives de juridiction, et il ne semble pas qu'elles aient l'intention d'abuser de cette situation car cela amènerait inévitablement une réforme législative. De plus, le fait de plaider à Paris présente un grave inconvénient pour les compagnies d'assurances, car ce sont des cabinets d'affaires, en général, installés à Paris qui prennent en main les procès des assurés alors que les assureurs préféreraient avoir à faire à l'assuré lui-même.

Section III. — L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur de l'auteur responsable

La Cour de Cassation, dans quatre arrêts, a décidé que l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, dont les termes ne comportent aucune distinction, attribue, non seulement pour les litiges pouvant s'élever entre les signataires de la police, mais pour ceux naissant entre le tiers lésé, d'une part, l'assureur et l'assuré, d'autre part, compétence exclusive au Tribunal soit du domicile de l'assuré de quelque espèce^e d'assurance qu'il s'agisse, soit du lieu où est survenu le fait dommageable quant aux assurances contre les accidents de toute nature (1). Les termes de l'art. 3 ne sont pas contraires à cette interprétation; cet article concerne, en effet, les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités. Or, sans s'arrêter à la nature de l'action directe, on peut dire qu'elle est effectivement une action concernant la fixation et le règlement des indemnités. On avait fait remarquer cependant que la loi ne peut concerner l'action directe puisqu'il n'en est pas question et qu'il est probable qu'en rédigeant l'art. 3, le législateur n'a eu en vue que les rapports entre assureur et assuré. Néanmoins, l'interprétation de la Cour de Cassation non seulement n'a rien de contraire au texte de la loi, mais encore

(1) Civ. 11 juil. 1932 D. 1933-1-5 et la dissertation de M. JOSSERAND, Trib. Comm. Seine 19 mars 1937, *Rec. Jur. Auto* 1937-166; Jean APPLETON : La Compétence en matière d'accident et la jurisprudence récente, *Chronique D.H.* 1932 p. 109; P. BINEY : *L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur*, Paris 1934 p. 124.

n'offre que des solutions opportunes. Elle établit une harmonie entre le cas où la victime poursuit l'assuré seul et celui où il assigne l'assuré et l'assureur ou la société d'assurance seule (des décisions récentes ont en effet admis la recevabilité de cette action dirigée contre l'assureur seul). En effet, si la victime assigne l'auteur de l'accident en vertu des art. 1382 ou 1384, elle peut porter son affaire soit devant le Tribunal du domicile de l'assuré soit devant celui dans l'arrondissement duquel l'accident s'est produit, en vertu de l'art. 59 paragraphe 10. Avec l'interprétation de la Cour Suprême, ces deux mêmes Tribunaux sont compétents dans le cas où la victime agit contre l'assureur et l'assuré ou l'assureur seul (2). Cette similitude présente le plus grand intérêt depuis que le décret du 2 juillet 1936, art. 1 (3) a interdit d'insérer dans les polices nouvelles une clause défendant d'appeler l'assureur en garantie à l'occasion des règlements de sinistres. Ainsi, l'assuré assigné par la victime, pourra, s'il craint que son assureur n'élève des difficultés pour le règlement du sinistre, le mettre en cause dans l'instance. L'affaire viendra ainsi en entier devant le Tribunal et la victime, en cas d'insolvabilité de l'assuré, ne sera pas contrainte de recommencer un nouveau procès contre l'assureur (et devant un autre Tribunal souvent éloigné de son domicile, si l'interprétation de la Cour Suprême n'avait pas prévalu). D'autre part, l'assuré condamné ne sera plus obligé d'assigner, après la solution du premier litige, son assureur pour savoir si ce dernier le garantit ou ne l'assure pas.

L'histoire de la clause d'interdiction de l'appel en garantie est assez curieuse. Avant la loi du 2 janvier 1902, la clause était particulièrement utile pour les sociétés d'assurances car

(2) Cass. 8 mai 1935, D.H. 1935-364.

(3) J. O. 3 juil. 1936, p. 6930.

elle venait renforcer l'effet de la clause d'attribution de juridiction aux Tribunaux du siège social. Comme nous l'avons vu, les litiges entre l'assuré et l'assureur devaient, conformément aux clauses du contrat souscrit, se dérouler devant la juridiction du siège social. Or, si la clause d'interdiction de l'appel en garantie n'avait pas existé, les sociétés auraient pu être obligées de plaider devant le Tribunal où se déroulait l'action de la victime contre l'assuré, si elles avaient pu être mises en cause par ce dernier; elles auraient ainsi perdu le bénéfice de la juridiction dont elles avaient fait élection dans la police et qui était celle de leur siège social. La jurisprudence décida que la clause d'interdiction de la mise en cause de l'assureur ne devait pas être étendue au cas où la victime assigne l'assureur et l'assuré (4).

D'ailleurs, même en l'absence d'une telle clause, la Cour de Cassation a décidé que l'assuré ne peut, sur l'action introduite contre lui par la victime d'un sinistre, mettre en cause la compagnie d'assurances par voie de recours en garantie. Elle estime que l'action en responsabilité contre l'assuré et l'action en garantie contre l'assureur n'ont alors aucune connexité et sont deux actions distinctes et principales (5). Cette solution a été critiquée, car nous avons vu que par ailleurs, la Cour Suprême a décidé que l'action contre l'assureur et l'action contre l'assuré pouvaient être réunies par la victime devant le Tribunal compétent *ratione loci* pour juger l'assuré.

Les systèmes de la Cour de Cassation en ce qui concerne l'action directe et la clause d'interdiction de l'appel en garan-

(4) Civ. 14 juin 1926 *Gaz. Pal.* 1926-2-235 D. 1927-1-157; Rapport de M. Ambroise COLLIN; note de M. JOSSERAND; req. 18 mars 1929, *Gaz. Pal.* 1929-1-850.

(5) Trib. Civ. Perpignan, 15 juin 1926, *Gaz. Pal.* 9 et 10 janv. 1926; Cass. 30 juin 1924, *Gaz. Pal.* 1924-2-358, S. 1924-1-375 et les renvois; Cass. 15 juin 1931 S. 1932-1-169 note Paul ESMEIN.

tie sont donc en contradiction; il est probable que la solution de cette dernière question ne sera pas maintenue alors surtout que le décret du 2 juillet 1936 a interdit dans les nouveaux contrats d'introduire une pareille clause.

Réciproquement, depuis le décret du 3 juin 1936 (6) précisant qu'aucune déchéance, en ce qui concerne l'assurance des risques de responsabilité civile, ne sera désormais opposable aux victimes, les mises en causes des assurés par les sociétés d'assurances assignées par les victimes vont se multiplier, car l'assureur aura intérêt à faire fixer ses droits vis à vis de l'assuré dans l'instance introduite par la victime contre lui. Il est vrai qu'il pourra aussi bien après sa condamnation, assigner l'assuré en remboursement des sommes qu'il aura payées à la victime. Ceci se produira dans le cas où l'assuré aura encouru une déchéance ou prévu une franchise dans son contrat et que néanmoins et en vertu des textes nouveaux, son assureur sera tenu d'indemniser la victime.

Les nouveaux contrats conformes à la loi sont rédigés ainsi « aucune déchéance prévue par la présente police ne peut être opposable aux victimes d'accidents ou à leurs ayants-droit, la compagnie conservant la faculté de leur opposer la suspension régulière du contrat pour non paiement de prime. En cas de déchéance, la compagnie aura contre l'assuré une action de remboursement de toutes les sommes qu'elle aura payées.

Lorsqu'une franchise sera stipulée aux conditions particulières, en cas d'accidents corporels, cette franchise ne sera pas opposable aux tiers par la compagnie, celle-ci conservant

(6) J. O. 5 juin 1936, p. 5976.

néanmoins la faculté de se faire rembourser par l'assuré la part de l'indemnité non garantie par le contrat » (7).

Cette inopposabilité des exceptions consacre l'autonomie de l'action directe qu'avait semblé rejeter la Cour de Cassation lorsqu'elle eut à statuer sur la règle de compétence applicable (8).

Comme le faisait déjà remarquer M. Henri Lalou avant les derniers décrets sur la question « le droit direct des victimes d'accidents contre l'assureur du responsable existe actuellement aussi bien quand il s'agit d'accidents régis par le Code Civil que quand il s'agit d'accidents du travail » (9).

Ainsi, l'action directe de droit commun de la victime d'un accident se rapproche de plus en plus de celle d'un accidenté du travail et par des textes différents on arrive aux mêmes solutions qui se révèlent les plus favorables aux victimes.

(7) Police directe-auto : n° 118, C^{ie} Phénix-Accidents ed. 1938; C^{ie} l'Abeille ed. 1938.

(8) Maurice PICARD : l'Autonomie de l'action directe, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1933, p. 733.

(9) Henri LALOU : Les victimes d'accidents et l'assurance du responsable, chronique D.H. 1934, p. 81.

Section IV. — Assureur étranger

Les sociétés étrangères d'assurances opérant en France doivent se conformer aux lois en vigueur, conformément à la loi du 30 mai 1857. L'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930 leur est donc applicable (1). En règle générale, le Tribunal du domicile de l'assuré est compétent, sauf lorsqu'il s'agit d'un accident ou de meubles ou immeubles sinistrés. Les compagnies étrangères sont donc justiciables des Tribunaux français, même si la police attribue expressément compétence, par exemple, aux Tribunaux Anglais (2).

L'art. 2 de la loi du 15 février 1917 disposait que les assureurs étrangers devaient avoir en France un représentant et devaient y constituer un cautionnement, mais ces mesures n'étaient qu'exceptionnelles car, en vertu d'une clause de réciprocité législative, elles ne concernaient que les sociétés d'assurances dont le pays d'origine soumettait les entreprises françaises sur son territoire à un pouvoir discrétionnaire.

L'application de l'art. 3 de la loi de 1930 rencontrait de grandes difficultés lorsqu'il s'agissait de plaider contre les souscripteurs aux Lloyd's de Londres (3). On sait que les Lloyd's de Londres ne sont pas une compagnie d'assurances, mais constituent une bourse des assurances où des courtiers,

(1) CAPITANT : La loi du 13 juillet 1930, *Rev. Gén. Assur. Terr.* 1930, p. 817; TRASBOT, commentaire D. 1930-4-4.

(2) BESANÇON, 28 oct. 1908, D. 1908-2-93; PAU, 26 nov. 1913, *Journ. Dr. Inter. privé* 1914-547.

(3) SUMIEN : Procédure contre les Lloyd's de Londres, *La Prime*, 15 avr. 1937.

appelés brokers offrent les risques à assurer à des souscripteurs ou underwriters.

L'assuré au Lloyd's rencontrait les plus grandes difficultés, pour obtenir gain de cause. En premier lieu, il ne suffisait pas d'assigner le leading underwriter, c'est-à-dire, celui qui le premier a accepté une parcelle du risque ; en effet, la convention par laquelle les divers souscripteurs s'engagent à se conformer à la décision rendue contre le Leading underwriter n'est pas obligatoire et ne constitue qu'un règlement intérieur du Lloyd's.

L'assuré devait donc mettre en cause tous les souscripteurs de son contrat, ce qui l'obligeait à des frais élevés et hors de proportion avec l'importance de la moyenne des affaires, mais les souscripteurs du Lloyd's de Londres n'avaient à cette époque en France aucun actif, les garanties de l'exécution de leurs obligations étant toutes en Angleterre. Les souscripteurs pouvaient donc faire défaut si bon leur semblait et sans inconvénient braver la loi. De plus, l'exécution des jugements obtenus soulevait des difficultés plus grandes encore car non seulement les souscripteurs n'avaient aucun actif en France, mais l'assuré ne pouvait même pas faire une saisie-arrêt sur les primes encaissées par les défendeurs, comme il aurait pu le faire s'il avait eu affaire à toute autre compagnie étrangère opérant en France. Il était en effet très difficile de connaître entre quelles mains étaient versées les primes françaises avant d'être déposées aux Lloyd's. L'assuré français n'avait d'autre ressource que de demander l'exequatur du jugement français, ce qui n'empêchait pas les Tribunaux anglais d'avoir la possibilité de corriger la décision rendue, la Grande Bretagne n'ayant jamais adhéré à la convention de La Haye, du 17 juillet 1905. Le procès était donc à recommencer dès le début et

il n'est pas sans exemple que les faits se soient déroulés ainsi, bien que plus généralement, les souscripteurs se soumettent à la juridiction française.

C'est cette situation que vint modifier le décret du 8 août 1935 et l'arrêté ministériel du 6 juillet 1935 (4), relatif aux modalités spéciales d'application de ce décret aux Lloyd's de Londres. Dès lors, tout souscripteur, ou groupe de souscripteurs, aux Lloyd's de Londres qui entend pratiquer en France ou en Algérie les opérations d'assurances prévues par le décret-loi du 8 août 1935, instituant un contrôle en matière d'assurance automobile, doit présenter à l'acceptation du Ministre du Travail un représentant chargé de constituer les réserves légales. Cette mesure fut étendue à toutes les entreprises étrangères d'assurances quels que soient les risques couverts, par le décret du 13 janvier 1937 (5) et par celui du 14 juin 1938 (6). Les sociétés étrangères doivent avoir un représentant résidant en France et accepté par le Ministre du Travail. L'arrêté du 13 janvier 1937 oblige les assureurs étrangers à reconnaître à ces représentants les pouvoirs les plus étendus pour agir en leurs noms et notamment « de suivre tant en demande qu'en défense et devant toutes juridictions quelconques tous procès ou litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exercice du présent mandat ».

D'autre part, les assureurs étrangers sont obligés de constituer en France les mêmes réserves auxquelles sont tenues les sociétés françaises. Ils peuvent être, de plus, astreints au versement d'un cautionnement si leur pays d'origine a pris ou prenait des mesures analogues à l'égard des sociétés françaises exerçant dans ce pays (7).

(4) J. O. 8 juillet 1936.

(5) J. O. 17 janvier 1937.

(6) J. O. 16 juin 1938.

(7) Art. 42, décret 14 juin 1938, J. O. 16 juin 1938.

L'article 3 de la loi de 1930, dont l'application dépendait, à l'égard des assureurs étrangers et en particulier des représentants des Lloyd's de Londres, de la bonne volonté de ces derniers, devient ainsi pleinement efficace puisque l'assuré, d'une part, peut assigner le représentant officiel de son assureur et, d'autre part, peut exécuter le jugement rendu à son profit sur les réserves légales, existant en France, de la société étrangère.

Les Tribunaux français ne sont pas compétents pour connaître des actions qui peuvent être dirigées contre une compagnie étrangère par l'un de ses assurés également étranger. En effet, aucun élément de l'affaire ne leur donne la faculté d'en connaître. Mais si cet assuré étranger a cédé sa police à un français par un transfert régulièrement signifié, le cessionnaire peut valablement assigner la compagnie d'assurances devant les Tribunaux français, en vertu de l'article 14 du Code Civil (8).

D'autre part, le Français qui, dans une police d'assurance conclue à l'étranger, attribue compétence aux juges étrangers du pays de la compagnie avec laquelle il a contracté, ne peut plus bénéficier de l'article 14 du Code Civil pour assigner, devant les Tribunaux français, la société en paiement de l'indemnité (9).

Nous avons vu que l'article 3 de la loi sur le contrat d'assurance a été étendu au cas où la victime agit contre le tiers responsable et son assureur.

Nous allons examiner la question de savoir quels sont les Tribunaux généralement et spécialement compétents lorsque l'assuré et la victime sont étrangers, ou que l'un d'eux

(8) Paris, 23 novembre 1883, *J. Assur.* 1884-269.

(9) Trib. Civ. Seine, 10 fév. 1886, *Journ. dr. inter. privé*, 1886-325 ; Aix, 3 nov. 1930, *R. P. Assur.* 1931, p. 344

seulement l'est (10). Remarquons que la nationalité de l'assureur n'a pas d'influence sur la compétence.

a) Lorsque le fait dommageable s'est produit en France, les Tribunaux français sont compétents car ils peuvent connaître des actions civiles qui naissent d'un délit ou d'un quasi délit commis sur le territoire français. Si l'assuré et la victime sont étrangers (11) ou si l'assuré est étranger et la victime française, le Tribunal spécialement compétent sera uniquement celui du lieu de l'accident puisque l'assuré est domicilié à l'étranger. Si l'assuré est français et la victime étrangère, celle-ci aura le choix conformément à la loi de 1930 entre le Tribunal du domicile de l'assuré et le Tribunal du lieu de l'accident.

b) Lorsque le fait dommageable s'est produit à l'étranger, si l'assuré est français et la victime étrangère, seul le Tribunal du domicile de l'assuré sera compétent en vertu de l'article 15 du Code Civil et de la loi du 13 juillet 1930. Si l'assuré est étranger et si la victime est française, les Tribunaux français peuvent être saisis d'après l'article 14 du Code Civil, mais il y a lieu de remarquer que les règles de compétence de la loi de 1930 ne peuvent recevoir application car l'accident ne s'est pas produit en France, et l'assuré est domicilié à l'étranger. C'est donc, en ce cas, le Tribunal du domicile du demandeur c'est-à-dire de la victime qui sera exceptionnellement compétent.

Si l'assuré étranger était domicilié en France, ce serait le Tribunal de ce domicile qui serait compétent.

(10) Voir sur cette question P. BINEY, op. cit. p. 197.

(11) Trib. Com. Dunkerque, 19 mars 1934, *R. P. Ass.* 1934, p. 138; Trib. Civ. Lille, 6 mars 1933, *R. P. Ass.* 1933, p. 364; Lyon, 25 juil. 1933, *R. P. Ass.* 1933, p. 366; Cass. req. 24 fév. 1936, *Rec. Jur. Auto* 1936, p. 203.

Ces règles générales s'appliquent sous réserves des clauses contenues dans les traités internationaux.

Ainsi l'interprétation du traité franco-suisse du 15 juin 1869 a donné lieu à des difficultés car il décidait qu'à propos des litiges entre français et suisses le demandeur devait poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur. On se demandait en effet si le juge naturel était, d'après le traité de 1869, exclusivement celui du domicile du défendeur ou s'il n'était pas plutôt celui dont le défendeur est justiciable d'après sa loi nationale, car la loi suisse du 15 mars 1922 donne compétence au Tribunal du lieu de l'accident.

Toutes ces dispositions sont aujourd'hui tranchées par l'acte additionnel du 4 octobre 1935 promulgué par décret du 23 juin 1936 (12). Il permet en effet d'introduire les actions dérivant d'un accident causé par la circulation des véhicules routiers soit devant le juge du lieu où le dommage a été causé, soit devant le juge du domicile du défendeur, au choix du demandeur.

(12) *Rev. gén. ass. terr.* 1936, p. 919 et 928.

Section V. — Les contrats prévus à l'art. 1 § 3 de la loi

Si nous considérons le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1930, nous voyons qu'il est rédigé ainsi : « Il n'est pas dérogé aux dispositions des lois et règlements relatifs à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et aux caisses nationales d'assurances en cas d'accidents ; aux sociétés à forme tontinière ; aux assurances contractées par les chefs d'entreprise à raison de la responsabilité des accidents du travail survenus à leurs ouvriers et employés ; aux sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ».

Il n'est pas dit, à propos de ces opérations, que la loi ne leur est pas applicable mais simplement que les textes spéciaux les concernant ne subissent aucune modification du fait de la mise en vigueur de la loi de 1930.

Pour les opérations des caisses nationales des retraites, ou en cas d'accident, pour celles des sociétés à forme tontinière, et des caisses mutuelles agricoles ainsi que pour l'assurance des accidents du travail, la loi de 1930 n'est pas inapplicable d'une façon radicale mais partiellement, dans la mesure où les lois et règlements spéciaux ont édicté des règles ; pour le reste, la loi nouvelle de 1930 les concerne.

Un commentateur de la loi sur le contrat d'assurances écrit : « Elles sont, ces assurances, ainsi qu'on l'a très juste-

(1) TRASBOT D. 1931-4-6, col. 3, voir également LIARD : *Particularisme de l'assurance maritime par opposition à l'assurance terrestre*, Thèse Bordeaux 1937, p. 176.

ment dit, en dehors de la loi dans la mesure où il existe des dispositions spéciales »... Pour tout ce groupe d'exceptions, chaque fois qu'une disposition spéciale n'existera pas, il faudra appliquer la loi nouvelle quand ce sera matériellement possible (2). Aucune disposition spéciale concernant la compétence n'existe dans les lois et décrets régissant les opérations dont nous nous occupons. Il faut en conclure que l'art. 3 de la loi de 1930, relatif à la compétence, leur sera applicable.

Ainsi, l'assuré pourra assigner la Caisse d'Assurance contre les accidents, gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations et placée sous la direction du sous-directeur de cette caisse, devant le Tribunal Civil dans l'arrondissement duquel il a eu son accident ou possède son domicile. Antérieurement à la loi de 1930, dans un pareil cas, les Tribunaux faisant application de la théorie des gares principales, rappelaient que tout assuré pouvait saisir tout Tribunal de première instance sans être obligé de recourir au seul Tribunal Civil de la Seine.

La même solution doit prévaloir pour les sociétés mutuelles d'assurance agricole et pour les sociétés à forme tontinière, bien que pour ces dernières on ait contesté qu'elles effectuaient des opérations d'assurances (3).

De même, les actions entre assureurs et assurés nées d'un contrat d'assurance contre les accidents du travail sont soumises aux règles de compétence de l'art. 3 sauf exception prévues par la loi de 1898 modifiée par celle de 1938.

En effet, l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 substitue

(2) Angers, 21 fév. 1894, *J. Ass.* 1894-171 ; Cass. Civ. 13 juill. 1896, id. 1896, 546, D. 97-1-121.

(3) HÉMARD : *Théorie et pratique des Assurances Terrestres*, p. 543.

l'assureur au chef d'entreprise grâce à un dernier alinéa ajouté par la loi du 31 mars 1903 qui a été étendue très largement par la jurisprudence. Les contestations entre un chef d'entreprise et son assureur, à l'occasion d'un accident du travail sont soumises aux règles de compétence et de procédure édictées par la loi du 9 avril 1898. On ne saurait objecter que la question est débattue exclusivement entre l'assuré et l'assureur et doit dans ces conditions être soumise aux règles de compétence de droit commun ou de la loi de 1930. La volonté expresse du législateur est qu'il soit statué par une seule et même décision sur l'indemnité due à la victime ou à ses ayants-droit et sur l'assurance qui doit libérer le chef d'entreprise. Le Tribunal saisi de la demande en paiement d'une rente formée par la victime d'un accident du travail a compétence pour trancher les contestations quelles qu'elles soient qui s'élèvent entre le chef d'entreprise et son assureur (4). Cette règle a pour but de simplifier et de rendre plus rapide la procédure. D'autre part, pour que le Tribunal puisse spécifier que l'assureur sera substitué à l'employeur, il faut d'abord que la question préalable de savoir s'il y a ou non assurance soit résolue. La demande de la victime ne peut être tranchée qu'après la solution du litige entre l'employeur et la société d'assurances. C'est donc devant le Tribunal qui aura à prononcer la substitution de l'assureur que celui-ci doit faire valoir les contestations pouvant faire obstacle à cette substitution. Le législateur a voulu, en effet, qu'il soit statué sur la rente due à la victime et sur l'assurance libérant l'employeur par une

(4) Cass. req. 7 juil. 1931, *Gaz. Trib.* 18, 19 nov. 1931; Cass. req. 31 déc. 1935, *Rev. Ass. Terr.* 1936, p. 625; Civ. 5 janv. 1910, D. 1910-1-57; Civ. 16 fév. 1927 D. 1928-1-8; req. 7 juil. 1931, S. 1932-1-7; Lyon, 18 mai 1933, *Mon. jud. Lyon* 17 mai 1935; Lyon, 28 oct. 1936, *Rec. spécial acc. travail* 1937, p. 346; Trib. Comm. Marseille, 5 fév. 1923, *Journ. Jurisp.* 1924-1-365.

seule et même décision et cela quelles que soient les clauses de la police. Certains contrats interdisaient à l'assuré de mettre la société en cause ou de l'appeler en garantie dans les instances à lui intentées par les sinistrés ou leurs ayants-droit, mais cette clause n'est plus valable depuis le décret de 1936. La loi du 1^{er} juillet 1938 (5), modifiant la loi du 9 avril 1898, reprend cette règle et signale que l'assureur est substitué à l'employeur « nonobstant toute clause contraire de la police d'assurances ». Remarquons que la loi de 1898 attribue compétence au Tribunal du lieu de l'accident et il arrive très souvent que cette disposition s'accorde avec celles de l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930 si bien que le Tribunal qui connaît des contestations entre assuré et assureur, à la suite d'un procès accident du travail est le même que celui qui en aurait connues dans une instance principale entre ces parties.

La jurisprudence a étendu le principe posé par l'art. 16 de la loi de 1898 en décidant que le juge de Paix saisi de la demande des indemnités temporaires, est également compétent pour juger l'action en garantie exercée par le patron contre l'assureur. Or, l'article 15 de la loi ne fait aucune allusion à cette compétence du Juge de Paix ; mais il était logique d'étendre au Juge de Paix la règle concernant les Tribunaux Civils. C'est ainsi que la Cour Suprême (6), malgré le silence de la loi, a déclaré que le Juge de Paix du lieu de l'accident était compétent pour statuer sur l'appel en garantie de l'assureur par le patron, ceci pour réaliser plus efficacement le vœu du législateur de réunir devant le même juge les questions d'accidents du travail et d'assurances, permettant au chef

(5) *J. O.* du 2 juillet 1938.

(6) *Cass. Civ.* 3 juill. 1933, *Rev. Ass. Ter.* 1934, p. 175, note signée A. R.

d'entreprise d'être complètement dégagé. La Cour de Cassation a ainsi pour la première fois résolu une question très discutée. Il est à noter que le Juge de Paix du lieu de l'accident, s'il avait été saisi par voie principale de l'appel en garantie pouvait être, en ce cas, incompétent aussi bien en ce qui concerne la compétence territoriale que la compétence d'attribution. La solution de la Cour de Cassation, rejetant les méthodes classiques d'interprétation a donc été des plus hardies. Certaines juridictions avaient décidé antérieurement que le recours en garantie contre l'assureur ne pouvait être exercé que suivant le droit commun (7).

(7) Trib. Civ. Seine, 4 nov. 1911, S. 1912-2-61. Trib. Civ. Rouen, 19 mai 1931, D. H. 1931-424.

Section VI. — Sociétés et contrats de défense en justice

Les sociétés de défense ont pour but de se substituer à leurs adhérents pour tous les procès en responsabilité civile dirigés contre eux, ou par eux jusqu'à concurrence d'un maximum, pour les frais de justice et en échange d'une redevance annuelle de la part de l'adhérent.

Les contrats de « défense contre accidents » ou de « contre-assurance spéciale » ont le même objet.

La question s'est posée de savoir si ces contrats sont des contrats d'assurance soumis à la loi du 13 juillet 1930 et notamment à l'article 3. Certaines décisions y ont vu non pas une opération d'assurance mais un mandat salarié à props duquel la compétence territoriale est régie par les règles du droit commun, lesquelles peuvent être modifiées par les parties.

Or, le contrat de défense présente tous les éléments d'une opération d'assurance. Le risque consiste dans l'importance des frais de justice à exposer à la suite d'un événement futur et incertain. D'autre part, l'indemnité est représentée par le paiement des frais du procès fait par la société de défense à la place de l'adhérent. En troisième lieu, ce dernier paie une prime annuelle calculée suivant les méthodes générales de l'assurance. Il faut donc voir dans ces contrats des contrats d'assurances soumis aux règles de compétence de la loi de 1930. Une société de défense ne saurait donc introduire dans ses contrats une clause attribuant compétence à un Tribunal autre que celui du domicile de l'assuré et notamment aux Tri-

bunaux de la Seine. La jurisprudence s'oriente dans ce sens et fait une distinction entre les sociétés de défense contre les accidents (1) et les sociétés de défense fiscale (2); ces dernières, en effet, ne peuvent être considérées comme des sociétés d'assurances, car les poursuites relatives au paiement d'impôts n'ont lieu qu'en cas de non-paiement de ceux-ci, ce qui est un fait volontaire et non pas un évènement incertain. La jurisprudence suisse est fixée en ce sens; le législateur italien a soumis les sociétés de défense au contrôle auquel sont assujetties les compagnies d'assurances (3).

Il ne peut cependant y avoir assurance que si le risque ne dépend pas de la volonté des parties par exemple si la société de défense était maîtresse absolue du procès (4). Or, dans les contrats de C.A.S. on rencontre la clause suivante : « La compagnie se réserve de refuser son concours ou de cesser d'intervenir lorsqu'elle estime en droit ou en fait la prétention de l'assuré insoutenable ou le procès inutile et, spécialement, lorsqu'elle juge raisonnables les offres transactionnelles d'un tiers responsable. En ce cas, l'accusé reprend son entière liberté d'action et s'il obtient gain de cause par ses propres

- (1) Trib. Comm. St-Etienne, 2 fév. 1934, *Rev. Gén. Ass. Terr.* juil., oct. 1934-7-769; Lyon 1^{er} déc. 1933, *Journ. Ass.* 1934, p. 429; Contra Trib. Civ. Besançon, 23 juil. 1937, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1938, p. 96, note M.P. Contra Trib. Civ. Bordeaux, *Rec. Bordeaux* 1909, 3 p. 87.
- (2) Trib. Civ. Mans, 31 mai 1932, *Rev. Gén. Ass. Terr.* Mars-Avril 1933, p. 349; Conseil d'Etat 13 fév. 1932, *id.* mars-avril 1932, p. 270; Conseil d'Etat 17 nov. 1933, *L'Argus*, 14 janv. 1934, p. 69; Trib. Comm. Seine 5 juin 1935, *Gaz. Pal.* 20 août 1935; Orléans, 9 janv. 1934, *Gaz. Pal.* 20 août 1935; Cass. req. 5 nov. 1935, *Gaz. Pal.* 4 mai 1935 et *Gaz. Pal.* 29 mai 1935.; *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1938, p. 96, note M.P.
- (3) Maurice PICARD, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1934-772; E.H. PERREAU : Questions d'assurances, *Rev. crit. de lég. et de jurispr.* 1935, p. 139; Trib. fédéral 30 juin 1932, *Rev. gén. ass. terr.* 1933, p. 457 et Trib. fédéral *id.* 1934, p. 446; ASCARELLI, *Assicurazioni* 1934, p. 153.
- (4) PICARD et BESSON, *op. cit.* p. 34.

propres moyens, la compagnie lui tient compte de ses débours légitimes et normaux » (5).

On voit donc que même si la compagnie refuse de faire le procès, l'assuré reste libre d'agir et l'assureur n'en est pas moins tenu au paiement des frais normaux si le procès est gagné. Les caractères essentiels de l'assurance subsistent donc même en ce cas (6).

(5) Police C.A.S. C^{ie} Phénix Accidents ed. 1935, modèle n^o 52.

(6) contra : Trib. Com. Roanne, 26 nov. 1925, *La Prime*, 1^{er} fév. 1926, p. 49.

Section VII. — Influence de la faillite de l'assureur sur la compétence

En matière de faillite, le Tribunal compétent est celui du domicile du failli (art. 59, par. 7 Code Procédure Civile). Cette compétence est limitée aux actions qui naissent du fait même de la faillite ou qui se rattachent directement et essentiellement aux opérations de la faillite. La règle de l'art. 59 cesse de recevoir application si l'action aurait pu être exercée en l'absence de toute déclaration de faillite. Il faut alors revenir aux règles de compétence normales pour chaque espèce. Ainsi, l'art. 3 de la loi de 1930 est applicable entre assureur et assuré, même en cas de faillite de la société d'assurances. Il a été jugé que l'action en nullité du contrat d'assurance résultant du dol dont avait été victime l'assuré était régie par les règles de la loi du 2 janvier 1902 (1), ou de celle de 1930, malgré la faillite de son assureur.

(1) Trib. Civ. Seine, 28 janv. 1908, *J. Ass.* 1908-545; Lyon, 15 mars 1910, *Mon. de Lyon*, 1^{er} avril 1910 D. 1910-2-197.

CHAPITRE III

CARACTÈRE DE L'ARTICLE 3

En principe, les dispositions de la loi du 13 juillet 1930 sont impératives, sauf celles qui sont contenues dans les articles cités à l'art. 2.

L'article 3 a apporté, aux règles de compétence de droit commun, une dérogation qui est d'ordre public car le législateur a voulu protéger efficacement les assurés (1). Ses dispositions ne peuvent être modifiées par conventions, alors qu'au contraire la loi de 1902 les autorisait lorsqu'elles étaient postérieures à la naissance du litige.

Suivant le cas, le Tribunal compétent sera celui du domicile de l'assuré, celui des objets sinistrés, celui du lieu de l'accident; toute stipulation contraire aux dispositions de l'art. 3 sont nulles. On a voulu ainsi protéger l'assuré.

Les parties ne peuvent fixer à l'avance une règle de compétence différente de celle de l'art. 3 et ne peuvent davantage au moment où naît un litige, convenir d'une autre compétence si celle-ci leur est incommode (2).

La loi protège l'assuré contre lui-même, car il n'a pas la faculté de choisir un Tribunal autre que ceux prévus à l'art. 3 et il ne saurait assigner la société d'assurances devant le Tribunal de son siège social sous prétexte que la loi de 1930, faite

(1) TRASBOT : Commentaire de la loi du 13 juill. 1930, D. P. 1931-4-7.

(2) GODARD et PERREAU-CHARMENTIER, op. cit. p. 67; contra TRASBOT, op. cit. p. 8.

dans un but de protection de l'assuré, ne peut faire perdre à ce dernier le bénéfice de la juridiction de droit commun (3).

On a soutenu qu'en effet la loi ayant été faite en faveur de l'assuré, il lui appartenait de pouvoir y renoncer pour revenir aux règles de compétence de droit commun. Cet argument ne manquait pas de logique, mais les termes de l'art. 3 sont très nets et s'imposent aux assureurs comme aux assurés puisque le texte prend la précaution d'y insister dans une parenthèse. La question s'était présentée sous l'empire de la loi de 1902, et avait été résolue de la même façon bien que le texte fût moins net. Les prescriptions de l'art. 3 de la loi de 1930 s'imposent donc aussi bien aux assurés qu'aux sociétés d'assurances et celles-ci, assignées devant le Tribunal de leur siège social, sont en droit d'opposer à l'assuré une exception d'incompétence.

(3) Trib. Civ. Bordeaux 8 janv. 1926, *R. P. Ass.* 1926, p. 18; Trib. Comm. Seine, 12 avril 1905, *D.* 1906-2-84; Cass. Civ. 16 juin 1927; *R. P. Ass.* 1927-181; Trib. Civil de la Vienne, 1^{er} mai 1929, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1930, p. 85, note M. PERROUD.

Section I. — L'exception d'Incompétence

Mais dans quelles conditions cette exception d'incompétence pourra-t-elle être soulevée ?

La loi de 1902 n'était pas d'ordre public puisque les parties pouvaient valablement y déroger postérieurement à la naissance du litige. Si donc un Tribunal autre que ceux prévus par la loi était saisi, le défendeur devait opposer l'incompétence *in limine litis* avant toute défense au fond car sinon, la loi admettant des dérogations postérieures à la naissance du litige, il aurait été réputé faire un contrat judiciaire valable attribuant compétence à ce Tribunal. Il y avait alors renonciation à l'exception d'incompétence et prorogation volontaire de la compétence du juge saisi (1).

Que décider en ce qui concerne l'art. 3 de la loi de 1930 ? Remarquons tout d'abord que le même raisonnement ne peut être soutenu. Les dispositions impératives de la loi sur le contrat d'assurance sont d'ordre public et l'art. 3 l'est en particulier, car les contractants ne peuvent déroger aux règles de compétence de ce texte, même après la naissance d'un différend ; ces dispositions sont apparues au législateur comme intéressant particulièrement l'ordre public puisque l'art. 84 range l'article 3 parmi ceux qui s'appliquent même aux assurances antérieures à la loi de 1930.

(1) GLASSON, TISSIER et MOREL, *op. cit.* tome I N° 768 ; Trib. Civ. Seine, 8 fév. 1913, *R. P. Ass.* 1914-339, *J. Ass.* 1914-158 ; Paris, 16 mars 1905 *D.* 1909-5-17.

Si donc la compétence de l'art. 3 est d'ordre public, on peut en déduire des conséquences semblables à celles résultant de la compétence d'attribution quand elle est d'ordre public. La jurisprudence reconnaît que certaines compétences *ratione materiæ* ne sont que relatives et doivent être soulevées *in limine litis*.

Par contre, les règles de compétence territoriale ne sont pas toujours relatives. « Dans certains cas, la loi attribue juridiction à un Tribunal déterminé en excluant complètement tous les autres Tribunaux de même catégorie dont l'incompétence n'est plus seulement territoriale mais devient absolue, peut être opposée en tout état de cause et même déclarée d'office par le juge » (2). En matière de faillite, la règle qui donne compétence, pour la déclaration de la faillite et pour les opérations que celle-ci nécessite, au Tribunal de Commerce du domicile du commerçant est considérée en jurisprudence et en doctrine comme une règle de compétence territoriale absolue. Tel est également le caractère des juridictions du second degré; l'appel ne peut, en effet, être porté que devant la juridiction d'appel dans le ressort de laquelle est placé le Tribunal qui a rendu la décision attaquée; toute autre juridiction serait incompétente d'une manière absolue (3). De même sont les actions en responsabilité et en paiement de frais concernant les officiers ministériels qui ne peuvent être introduits que devant le Tribunal Civil près duquel ils exercent leurs fonctions.

« La difficulté est de déterminer parmi les règles de compétence territoriale spéciales celles qui prennent le caractère de compétence absolue » (4).

(2) GLASSON, TISSIER et MOREL : op. cit. t. II, p. 163 et S. ; MOREL : *Traité élémentaire de procédure civile*, p. 238 ; CARRÉ et CHAUVÉAU : *Lois de la procédure civile et commerciale*, t. II, n° 721.

(3) MOREL, op. cit. p. 280 et 310.

(4) GLASSON, TISSIER et MOREL, op. cit. T. I, p. 755.

La question n'est donc pas nouvelle puisque, en dehors de la matière des assurances on trouve des exemples de compétence territoriale présentant un caractère absolu. Il est vrai que, dans ces cas, la compétence d'attribution et la compétence territoriale sont confondues alors qu'il n'en est pas de même en ce qui concerne l'assurance puisque le demandeur saisit, suivant les cas, le Tribunal Civil ou le Tribunal de Commerce.

Recherchons donc ce qui distingue l'incompétence absolue de l'incompétence relative. MM. Glasson, Tissier et Morel décident que les règles de compétence absolue ne sont pas susceptibles de conventions, de renonciations, ou de prorogation alors qu'il en est différemment pour les règles de compétence relative (5). Nous nous trouvons donc bien dans un cas de compétence territoriale absolue puisque les parties ne peuvent déroger aux règles de compétence de l'art. 3 par des conventions même postérieures à la naissance du litige et que l'assuré ne peut lui-même renoncer au bénéfice de cette disposition bien qu'il en soit le principal intéressé.

L'incompétence d'un autre Tribunal que celui du domicile de l'assuré ou de ceux prévus par l'art. 3 est donc absolue et opposable en tout état de cause et non pas seulement *in limine litis*. D'autre part, le Tribunal devrait se déclarer d'office incompétent. Nous ne connaissons qu'une seule décision en ce sens rendue par la Cour de Paris (6) à propos d'une action directe ; la Cour s'exprime ainsi : « considérant au surplus que les dispositions de l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930 sur lesquelles est basée cette exception, sont d'ordre public, que ce caractère formellement reconnu par la jurisprudence

(5) id. T. I, p. 677 et 678.

(6) Paris, 5^e Ch. 22 fév. 1936, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1936, p. 561

ressort notamment de l'article 2 de la dite loi qui, sauf les exceptions limitativement prévues, prohibe toutes conventions modifiant ses prescriptions, qu'il en résulte *que l'exception dont s'agit peut être soulevée en tout état de cause* ».

Or, il arrive souvent que des assurés peu au courant des questions de procédure, assignent leur assureur devant le Tribunal du siège social de ce dernier qui se garde bien de soulever l'incompétence car le litige lui est ainsi offert dans des conditions les plus favorables pour lui. Le Tribunal omettant de se déclarer d'office incompétent, le plaideur qui voit la partie compromise pour lui, pourrait-il, invoquant les arguments présentés plus haut, soulever l'incompétence du Tribunal lors des dernières étapes de la procédure ? L'affirmative, bien que particulièrement rigoureuse pour la partie de bonne foi, doit cependant être admise, en raison du caractère d'ordre public de l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930.

Section II. — L'Arbitrage

Une seconde question est la conséquence du caractère de l'art. 3 de la loi de 1930 : celle de savoir si désormais les assurés et les assureurs pourront recourir à des arbitres pour trancher les différends qui peuvent naître à propos de l'exécution du contrat d'assurance.

Il faut envisager les cas où les parties ont convenu d'une expertise amiable, ont rédigé un compromis ou établi une clause compromissoire.

§1. — *EXPERTISE AMIALE*

Dans toutes les polices d'assurances où dès la réalisation du risque, l'assureur est tenu de payer une indemnité à l'assuré, il existe une clause prévoyant une expertise amiable. Il en est ainsi dans l'assurance vol, l'assurance « tous risques automobiles », l'assurance individuelle, contre l'incendie, contre les dégâts des eaux, etc.. (1). Cette clause prévoit que, avant tout recours à la justice, chacune des parties choisira un expert pour apprécier le montant de l'indemnité due à l'assuré. Si les deux experts ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination est faite par le Président du Tribunal compétent.

(1) polices Phénix-Accident ed. 1931 « vol » art. 11 modèles 140, 141 bis, 142 ; « tous risques » n° 121 art. 7 ; « individuelle » ed. 1922, n° 111.

L'art. 3 de la loi sur le contrat d'assurances ne concerne que les « instances » relatives à la fixation et au règlement des indemnités. Or, la désignation faite par le Président du Tribunal d'un troisième expert destiné à départager les premiers paraît ne pas devoir être comprise dans le terme « instance ». La question est venue devant la Cour de Cassation (2) qui a étendu par voie d'interprétation les termes restrictifs de l'art. 3 aux « mesures préliminaires » aux instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités et prescrites par la simple convention des parties. M. E.H. Perreau (3) fait remarquer qu'il y avait un moyen assez simple de justifier la compétence du Président du Tribunal compétent dans les termes de l'art. 3 ; celui de souligner que le Président du Tribunal compétent en matière de référé doit être celui de la juridiction compétente sur le fond de l'affaire.

Ainsi, l'expertise amiable n'est plus un moyen pour les parties de déjouer les prescriptions de l'art. 3 de la loi de 1930 (4). C'est donc, en règle générale, le Président du Tribunal du domicile de l'assuré qui devra nommer le troisième expert, s'il s'agit d'un accident les parties auraient le choix entre ce magistrat et celui du Tribunal du lieu de l'accident ; s'il s'agit d'un sinistre survenu à des immeubles ou à des meubles la désignation du troisième expert devra être faite par le Président du Tribunal dans l'arrondissement duquel le sinistre a eu lieu. Certaines polices d'assurances précisent ces points. Dans une assurance « vol » ou « incendie », on voit que le Président du Tribunal compétent est celui « du Tribu-

(2) req. Cass. 1935 S. 1935-1-303.

(3) E. H. PERREAU : *Rev. crit.* 1935 p. 487.

(4) Certaines sociétés convenaient, avant la loi du 13 juillet 1930, que le Président du Tribunal Civil du siège de l'agence de la compagnie qui devrait nommer le 3^e expert : C^{te} l'Abeille « individuel » d. mars 1930, art. 4.

nal de l'arrondissement où le sinistre s'est produit » (5). D'autres conviennent de saisir « par voie de référé le Président du Tribunal de première instance compétent d'après la loi du 2 janvier 1902 » (6). La plupart désignent sans aucune précision « le Président du Tribunal compétent » (7).

Les règles de compétence du fond doivent être appliquées en matière de référé et en ce qui concerne l'assurance, c'est l'art. 3 de la loi de 1930 qui détermine le Président du Tribunal compétent pour nommer le troisième expert.

L'expertise amiable est donc parfaitement licite (8) car elle a pour but de concilier les parties; elle est de rigueur et tant qu'il n'y a pas été procédé, l'assuré ne peut intenter contre son assureur aucune action tendant au paiement d'une indemnité ou même tendant à la constatation des pertes (9).

Quel est le caractère de cette expertise amiable ? S'agit-il d'une transaction, d'une simple mesure préparatoire ne liant aucune des parties ou constitue-t-elle au contraire un arbitrage à la suite duquel chacune des parties doit s'incliner ? Après avoir hésité, la jurisprudence a décidé que les expertises prévues dans les contrats d'assurance ne sont pas des arbitrages liant irrévocablement les parties; les évaluations faites par les experts ne sont pas obligatoires pour les contractants qui sont en droit de solliciter une expertise judiciaire (10).

A ce sujet, il a été décidé que le juge des référés est in-

(5) C^{ie} Phénix Acc. « vol » n° 140 ed. 1931; C^{ie} l'Aigle-Soleil G^{ie} de Réassurance « incendie » 1937.

(6) C^{ie} Phénix Acc. « individuelle » ed. 1922, n° 112.

(7) C^{ie} l'Abeille, ass. auto D.I.V. ed. 1938.

(8) Trib. Civ. Cusset, 23 juin 1937, *Rev. gén. Ass. Terr.* 1937-789; Trib. Civ. St-Brieuc, 26 juin 1907, *R. P. Ass.* 1908, p. 399; Paris, 11 juil. 1902, id. 1902, p. 482; Caen, 9 juin 1903, p. 396.

(9) Trib. Civ. Foix, 17 janv. 1885, *R. P. Ass.* 1885, p. 232.

(10) Colmar, 11 mars 1932, *Rev. Alsace-Lorraine* 1933-78; Trib. Com. St-Etienne, 29 avril 1930, *Gaz. Trib.* 28-29 nov. 1930; Douai, 30 juill. 1931, *R. P. Ass.* 1931, p. 364.

compétent pour désigner des experts judiciaires car cela préjugerait l'insuffisance de l'expertise amiable et porterait de la sorte atteinte au principal (11). En sens contraire, on a considéré que la désignation d'experts judiciaires en référé n'implique aucune appréciation de la valeur de l'expertise amiable et ne peut porter préjudice au fond (12).

Le juge, saisi de la demande d'indemnité, peut désigner des experts judiciaires ou fixer le chiffre des dommages-intérêts en tenant compte des indications fournies par l'expertise amiable si elle lui semble avoir été faite par des spécialistes éclairés et expérimentés ou par d'autres faits de la cause. Les Tribunaux apprécient souverainement laquelle de ces deux solutions il y a lieu d'adopter pour chaque espèce (13).

L'expertise amiable est donc un moyen de régler rapidement et aux moindres frais les sinistres.

Nous avons vu que les deux premiers experts sont nommés par chacune des parties, le troisième, en cas de désaccord, l'étant par le Président du Tribunal compétent. Si les parties ont accepté l'expertise amiable et ont apposé leurs signatures sur les procès-verbaux, elles ne sont plus recevables à l'attaquer car elle devient ainsi un véritable arbitrage (14).

(11) Trib. Civ. Nancy, 20 janv. 1903, *R. P. Ass.* 1903, p. 183 ; Trib. Comm. Fécamp, 31 mars 1924, *R. P. Ass.* 1924, p. 124 ; Caen, 12 mai 1903 id. 1903 p. 180 et les arrêts cités en note.

(12) Rouen, 20 nov. 1912, *R. P. Ass.* 1913, p. 119 et les notes ; Bordeaux, 14 janv. 1902, *R. P. Ass.* 1902-566 ; req. 30 oct. 1889 *R. P. Ass.* 1889-277.

(13) Trib. Civ. Châtelleraut, 1^{er} mai 1899, *R. P. Ass.* 1899, p. 289 et les renvois ; Grenoble, 29 janv. 1924, *J. Ass.* 1924, p. 149 ; Trib. Comm. Toulon, 5 sept. 1923, *R. P. Ass.* 1923, p. 454 ; Trib. Civ. Morlaix, 24 juill. 1889, *J. Ass.* 89-499 ; Trib. Civ. Vienne, 5 fév. 1897 *J. Ass.* 1897-237.

(14) Nancy, 27 avril 1903, *R. P. Ass.* 1903, p. 376 ; Nîmes, 14 déc. 1898, *R. P. Ass.* 1903, p. 386.

§ 2. — LE COMPROMIS

La question de l'expertise amiable étant ainsi résolue, que décider en ce qui concerne le compromis ? La loi de 1930 n'a pas interdit aux parties de s'en remettre à des arbitres pour décider des contestations qui ont pu naître entre elles.

Tout d'abord, remarquons que si l'on adopte la solution envisagée dans le chapitre consacré à « la généralité de l'art. 3 » le compromis est toujours possible lorsqu'il s'agit de demandes autres que celles relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues. Même sous l'empire de la loi de 1902, dont les termes étaient plus larges, des sentences arbitrales sur des questions de paiement de primes ont été prononcées (15).

Si donc on admet la thèse de certains auteurs qui ont déclaré que les instances concernant les demandes en paiement de primes, en résiliation ou en nullité de contrat ne sont pas soumises aux règles de l'art. 3, la validité du compromis pour ces matières ne peut être contestée. Si l'on n'adopte pas ce système, on revient au cas général qui est de savoir si le compromis est valable en matière d'assurances, malgré les termes restrictifs de l'art. 3 concernant les « instances » relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues qui doivent être déférées au « tribunal » du domicile de l'assuré ou à ceux prévus par la loi (16).

Or, l'arbitrage est une juridiction instituée pour une affaire particulière; les arbitres constituent le « tribunal arbitral » devant lequel se déroule « l'instance arbitrale » soumise,

(15) Sentence arbitrale du 28 mai 1927, *R. P. Ass.* 1927, p. 356, Saintellette et St-Girons, arbitres.

(16) E.-H. PERREAU : Répercussions imprévues d'abrogation par la loi du 13 juillet 1930, *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1933, p. 763.

en principe, d'après l'art. 1009 du Code Procédure Civile « aux délais et formes établis pour les Tribunaux ». Il semble donc que l'on puisse reconnaître la possibilité des compromis entre assureurs et assurés pourvu toutefois que la sentence arbitrale soit rendue dans l'arrondissement dans lequel se trouve le domicile de l'assuré ou le lieu de l'accident ou celui de la situation des objets sinistrés, s'il s'agit d'une de ces deux hypothèses. En effet, ce doit être l'un de ces Tribunaux, selon les cas, qui doit prononcer l'exequatur de la sentence, car est exclusivement compétent en ce cas le Tribunal dans le ressort duquel la sentence a été rendue. De cette manière, en cas d'appel, de la sentence arbitrale, ces Tribunaux en connaîtront normalement conformément aux dispositions de l'art. 3.

La même solution résulterait de la jurisprudence de la Cour de Cassation, en matière d'expertise amiable, décidant que les termes de l'art. 3 devaient être étendus même aux mesures préliminaires résultant de la simple convention des parties (17).

La loi belge, conformément à la solution que nous proposons, a décidé que « si la police renferme une clause arbitrale, il ne pourrait être stipulé que les arbitres siégeront dans un lieu situé hors du ressort de la juridiction qui serait compétent aux termes de la loi de 1920, sauf convention contraire postérieure à la naissance du litige » (18).

Or la loi belge de 1920, qui s'est inspirée de la loi française de 1902, attribue compétence en principe aux Tribunaux du domicile de l'assuré, sauf pour les immeubles et les meubles

(17) req. 17 juill. 1935, S. 1935-1-303.

(18) VAN EEKHOUT, op. cit. p. 82 ; Alfred BERNARD : *L'arbitrage volontaire en droit privé*, 1937, n° 370.

sinistrés. En cas d'arbitrage, les arbitres doivent donc siéger et rendre leur sentence dans le ressort du Tribunal compétent du domicile de l'assuré, sauf exceptions prévues par la loi ou convention postérieure à la naissance du litige; la loi belge, comme la loi française de 1902, prévoit que, une fois la contestation réellement née, les parties peuvent déroger expressément ou tacitement aux règles de compétence de la loi du 20 avril 1920, formant l'art. 43 bis de celle du 25 mars 1876.

Le législateur belge a donc tiré du principe de compétence posé en matière d'assurances, la conséquence logique en ce qui concerne l'arbitrage.

En droit français, la solution doit être la même, à l'exception des clauses dérogatoires aux règles de l'art. 3 même postérieures à la naissance du litige, qui sont formellement interdites par l'art. 2. Les arbitres doivent instruire l'affaire et rendre leur sentence dans le ressort du Tribunal compétent en vertu de la loi de 1930..

Nous avons vu que la jurisprudence a étendu les règles de compétence de l'art. 3 au cas où la victime assigne l'auteur du dommage et son assureur. Or, il est de pratique courante dans les sociétés d'assurances de régler les droits de la victime en les soumettant à l'appréciation d'un arbitre choisi d'un commun accord. Si l'on interdisait le compromis entre assureur et assuré, il faudrait également l'écarter entre victime et assureur, en raison de l'assimilation de ces deux cas au point de vue des règles de la compétence. De nombreuses affaires se règlent ainsi par l'arbitrage. Il est vrai que les droits de la victime ne sont pas toujours sauvegardés puisque, le plus souvent, l'arbitre choisi habite Paris et y rend sa sentence alors que, conformément à l'esprit de la loi, l'instruction de l'affaire et le prononcé du jugement arbitral, devraient avoir lieu dans l'ar-

rondissement où s'est produit l'accident, ou du domicile de l'assuré. Jusqu'à présent, il ne nous semble pas qu'il y ait eu des sentences arbitrales attaquées pour nullité et pour contradiction avec la loi de 1930.

§ 3. — *LA CLAUSE COMPROMISSOIRE*

La clause compromissoire fut longtemps de style dans la plupart des contrats d'assurances terrestres. La Cour de Cassation, le 19 juillet 1843, à propos d'une clause compromissoire insérée dans une police d'assurance-incendie, déclara qu'elle était contraire à l'art. 1006 Code Procédure Civile prévoyant que le compromis doit mentionner les objets en litige ; la clause compromissoire qui ne pouvait satisfaire à cette condition était dès lors un compromis nul. Cet arrêt fut le début d'un revirement complet de la jurisprudence qui est encore suivie actuellement, en matière civile. La loi du 31 déc. 1925, devenue le § 5 de l'art. 631 Code de Commerce, autorisa la promesse de compromettre en matière commerciale. Il semble donc qu'entre une société anonyme d'assurance et un assuré commerçant et souscrivant un contrat dans l'intérêt de son commerce, une clause compromissoire soit valable.

CHAPITRE IV

LIMITES D'APPLICATION DE L'ARTICLE 3

Nous avons vu, dans le chapitre consacré à l'analyse de l'article 3, les cas dans lesquels ce texte est applicable. Il reste à déterminer ceux sur lesquels cet article n'exerce pas son empire.

En premier lieu, la loi de 1930 rejette de ses dispositions et notamment de celles de l'article 3, les contrats qui ne sont pas véritablement des contrats d'assurances, tels les contrats de capitalisation et d'épargne.

En second lieu, parmi les contrats d'assurances, certains sont exclus, comme l'assurance aérienne, les assurances maritimes et fluviales, la réassurance et l'assurance crédit.

Enfin la compétence édictée par l'article 3 trouve une limite d'application dans l'espace, puisqu'elle se trouve modifiée ou même annihilée dans certaines circonstances.

Nous étudierons successivement ces diverses hypothèses.

**Section 1. — Non application aux contrats
ne présentant pas le caractère
de véritables contrats d'assurances**

Les règles de compétence édictées par l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 n'ont pas d'effet dans le cas où l'assuré assigne son mandataire, alors même que ce dernier serait en même temps l'agent de la compagnie d'assurances, quand celle-ci n'est pas en cause. (1).

Ce sont les dispositions des articles 59 et 420 du Code de Procédure Civile qui doivent être suivies dans ce cas et c'est à tort que l'on prétendrait faire intervenir l'article 3 de la loi de 1930. En effet, ce texte qui édicte des règles de compétence en matière d'assurances est une loi d'exception et ne saurait être étendue aux différends qui peuvent naître entre un assuré et un courtier, lequel ne peut être distrait de ses Juges naturels. Entre eux, il ne peut s'agir de contestations concernant le contrat d'assurances, car elles n'ont qu'un rapport occasionnel avec ce dernier et trouvent leur fondement juridique, soit dans la convention particulière de courtage intervenue entre l'assuré et le courtier, soit dans un quasi délit. L'article 3 ne s'applique qu'aux contrats d'assurances et non aux obligations qui existent entre une société de Secours Mutuels et ses adhérents (2).

(1) Cass. 9 mai 1911, D. 1913-1-345; Cass. 4 févr. 1913, D. 1914-1-79; Paris, 29 juil. 1930, *Gaz. Pal.* 1930-2-576; Trib. Comm. Seine, 28 oct. 1930, *Gaz. Pal.* 1930-2-929; Trib. Civ. Châteauroux, 2 mars 1910, *R. P. Assur.* 1910, p. 281.

(2) Trib. Paix de Paris, 15^e arr., 7 oct. 1925, *Mon Jug. Paix* 1926-109.

LES CONTRATS DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE.

La question de l'application des règles de compétence spéciales à l'assurance, aux contrats de capitalisation et d'épargne a été longuement discutée. Certaines décisions assimilaient en effet, le contrat de capitalisation ou d'épargne au contrat d'assurance et faisaient application aux premiers de la loi du 2 janvier 1902 (3). Cette opinion fut condamnée par plusieurs décisions et par la doctrine (5), en raison de ce que les éléments essentiels de l'assurance ne se retrouvent pas dans le contrat de capitalisation ; en effet, la capitalisation ne joue pas un rôle identique dans les deux cas ; si elle est l'objet principal du contrat de capitalisation, elle ne l'est plus pour le contrat d'assurances. Enfin, dans le contrat de capitalisation, il n'y a pas de risque, et il est établi que sans risque il ne peut y avoir assurance. La Cour de Cassation a rendu récemment un arrêt (6) sur la question, estimant que c'est à tort que le juge du fond a appliqué à un litige soulevé en Alsace-Lorraine, à l'occasion d'un contrat de capitalisation, la loi locale du 31 mai 1908, spéciale aux assurances. D'ailleurs, les sociétés de capitalisation étaient placées sous l'empire de la loi du 18 décembre 1907 relative aux entreprises qui font appel à l'épargne, en vue de la capitalisation et non sous celui de la loi du 17 mars 1905 concernant les entreprises dont dépend la durée de la vie humaine.

(3) Trib. Corr. Seine, 27 juill. 1912, *R. P. Assur.* 1912, p. 34 ; Trib. Lyon, 5 déc. 1913, *R. P. Assur.* 1914-393

(4) Lyon, 7 juil. 1914, *R. P. Assur.* 1915-12, (sur appel du Juge du Trib. Comm. Lyon du 5 déc. 1913 précité). Trib. Civ. Seine, 26 juin 1911, *R. P. Ass.* 1912, p. 126.

(5) HÉMARD, op. cit. tome II, p. 588 ; POL DE CORBIER : *Entreprises et contrats de capitalisation d'après la nouvelle législation*, n° 3. SAINGTELETTE : Les sociétés de capitalisation, *R. P. Assur.* 1898, p. 584.

(6) Cass. Civ. 29 déc. 1937, *Gaz. Trib.* 28 et 29 janvier 1938.

La distinction entre les deux contrats s'était donc très nettement établie, si bien que les clauses d'attribution de juridiction aux Tribunaux du siège social de la société recevaient leur pleine application. C'est dans ces conditions qu'une loi du 31 mars 1934 est intervenue sur cette question, déclarant en son article 3 que « la loi du 2 janvier 1902 sur la compétence en matière d'assurance est applicable dans les rapports des adhérents et des sociétés visées à la présente loi ainsi que des sociétés de capitalisation et d'épargne ». Or, la loi du 2 janvier 1902 ayant été abrogée par l'art. 86 de la loi du 13 juillet 1930, ce texte n'avait aucun effet positif; toutefois, on faisait remarquer que l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930 s'est substitué à la loi de 1902 et que, dès lors, les Tribunaux compétents étaient dans les mêmes limites, ceux mentionnés dans cet article (7).

D'autres auteurs soutenaient que la loi de 1902 n'était abrogée que dans ses dispositions contraires à l'article 3 et devait, dans ce cas, recevoir application en matière de contrat de capitalisation et d'épargne (8). Ce défaut de concordance provenait de ce que l'article 3 de la loi du 31 mars 1934 avait été rédigé par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre en juillet 1929, alors que la loi de 1902 était en vigueur. Ce texte ne fut pas modifié après le vote de la loi de 1930.

Or, la loi du 31 mars 1934 a récemment été abrogée dans sa totalité par le décret du 14 juin 1938 unifiant le régime de contrôle des sociétés d'assurances. Le titre VI, art. 41 de ce décret déclare que sont abrogées toutes les dispositions contraires et notamment... la loi du 31 mars 1934.

Le paragraphe de cette dernière loi concernant la com-

(7) GODART, *op. cit.* p. 71.

(8) SUMIEN, dans *La Prime*, du 1^{er} octobre 1934.

pétence en matière de contrats de capitalisation et d'épargne étant ainsi abrogé et ces contrats ne constituant pas des contrats d'assurances nous retombons à leur égard dans les règles de compétence de droit commun avec possibilité pour les sociétés d'introduire des clauses attributives de juridiction dans leurs contrats, ce qui est préjudiciable aux intérêts des adhérents de ces sociétés, qui n'ont pas moins besoin que les assurés de bénéficier de dispositions favorables.

Il ne suffit d'ailleurs pas que le contrat soit qualifié de contrat de capitalisation ou contrat d'épargne pour que les règles de compétence territoriale les concernant soient celles du droit commun. Si les opérations d'une société de capitalisation ou d'épargne comprennent l'assurance de risques, la société devient une société d'assurances soumise aux règles de compétence spéciales de la loi de 1930 (9).

(9) Req. 8 juil. 1920, S. 1921-1-157.

Section II. — Exclusion de certains contrats d'assurances

L'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1930 déclare que cette loi ne concerne ni les assurances maritimes ni les assurances fluviales ni la réassurance, ni l'assurance crédit. Ne concernant que l'assurance terrestre, elle exclut également de son domaine l'assurance aérienne (1).

Cette loi est alors totalement inapplicable et non pas seulement dans la mesure où des textes spéciaux ont édicté certaines règles comme lorsqu'il s'agit des assurances mutuelles agricoles, des sociétés à forme tontinière, des assurances souscrites aux caisses nationales d'assurances. L'art. 3 de la loi ne régit donc pas les assurances-crédit, maritimes et fluviales et la réassurance.

1° LES ASSURANCES MARITIMES.

La matière des assurances maritimes fait l'objet du titre dixième du livre deux du Code de Commerce, qui a fixé les usages anciens du commerce maritime. La loi du 13 Juillet 1930 ne s'est pas occupée des assurances maritimes car il a été jugé, à juste titre, préférable de conserver les règles du Code de Commerce plutôt que d'englober toutes les assurances dans une même loi (2). Les assurances maritimes ont un passé et des usages trop établis pour pouvoir les modifier et d'autres sortes

(1) TRASBOT, op. cit. D. 1931-4-6, col. 2.

(2) Exposé des motifs HÉMARD, ann. 1544, p. 637.

d'assurances, comme l'assurance « crédit » ou l'assurance « aérienne » sont des formes trop jeunes pour les contenir dans des règles qui se révéleraient mal adaptées.

a) *Les différents tribunaux compétents.*

En matière d'assurances maritimes, les règles de compétence applicables sont celles du droit commercial et les tribunaux appelés à en connaître sont variés.

Les obligations qui dérivent du contrat d'assurance étant purement personnelles, les actions tendant à en obtenir l'exécution peuvent être portées devant le tribunal du domicile du défendeur. L'action d'avarie s'introduit devant le tribunal du siège social de la compagnie d'assurance, suivant les termes de l'art. 59 du Code de Procédure civile (3). Si le tribunal du lieu de déchargement peut être compétent, en cas d'avaries communes entre les parties intéressées, il ne l'est pas quand le débat s'engage entre le chargeur et l'assureur, car la valeur des objets chargés a été fixée à l'avance dans la police et leur valeur au lieu du déchargement n'a donc aucune importance (4). Les juges du domicile de l'assuré connaissent des actions dirigées contre ce dernier par l'assureur.

En second lieu, l'art. 420 du Code de Procédure civile qui mentionne parmi ces tribunaux compétents celui du lieu où le paiement du prix doit être effectué, doit recevoir application en matière d'assurances maritimes. Cet article, qui ne vise expressément que la vente, s'applique à tous les contrats commerciaux. Or, la prime représente le coût de l'assurance et peut dès lors être assimilée au prix de la vente. Les contestations

(3) Rouen, 31 janv. 1861, *Journ. Marseille* 1861-2-97.

(4) RUBEN DE COUDER, op. cit. *Assurances Maritimes*, p. 572, n° 624. ALAUZET, op. cit. tome V, n° 2222; Aix, 21 juillet 1826, *Journ. Marseille*, 27-1-120; Cass. 16 fév. 1841, S. 1841-1-177; Bordeaux, 24 nov. 1863, *Jour. Marseille*, 64-2-189.

relatives à un contrat d'assurances maritimes pourront donc être portées devant le tribunal du lieu où la prime doit être payée. Ceci s'applique spécialement à l'action en paiement de primes (5). Il ne pourrait s'agir, à propos de l'article 420, du lieu du paiement de l'indemnité d'assurance qui, à défaut de conventions spéciales, est payable non au domicile de l'assuré créancier, mais au siège social des compagnies d'assurances, conformément à l'art. 1247 du Code Civil.

Le lieu du paiement s'assimile souvent au lieu de la formation du contrat, car le plus généralement c'est là que le paiement des primes devra avoir lieu. Le tribunal compétent pour connaître des contestations entre assureur et assuré peut donc être celui du lieu de la formation du contrat. Les usages maritimes introduisent cette dérogation à la règle *actor sequitur forum rei*. Emerigon (6) nous signale qu'un certain Jauffret, négociant à La Ciotat, fit faire dans Marseille des assurances pour son compte par l'intermédiaire d'un notaire de cette ville. Assigné devant l'Amirauté de Marseille, en paiement de la prime, « Jauffret prétendit qu'on aurait dû l'actionner par devant le Tribunal de La Ciotat, sentence qui le débouta du déclinatoire arrêté du 13 Octobre 1722 qui confirma la sentence ».

Le lieu de la formation du contrat a conservé son importance, en ce qui concerne les assurances maritimes, car nous verrons que les clauses introduites dans les polices prévoient que le Tribunal de ce lieu sera compétent en règle générale pour résoudre les conflits entre assureurs et assurés.

b) *Pluralité de défendeurs et connexité.*

En cas de pluralité de défendeurs, l'action peut être por-

(5) Rouen, 11 août 1902, *Rev. intern. Droit Maritime*, XVIII p. 618; Trib. Civ. Alger, 30 mai 1923, *Rev. Droit Maritime comparé supp.* 1923, t. I, 351.

(6) op. cit. tome II, p. 331.

tée devant le Tribunal du domicile de l'un d'eux, au choix du demandeur, conformément à l'art. 59 Code Procédure Civile (7). Ainsi l'assuré qui assigne à la fois le capitaine du navire transporteur et les compagnies qui les ont assurés, pour des marchandises qui sont arrivées à destination en état d'avarie peut porter cette contestation devant le Tribunal du lieu où les marchandises ont été déchargées. L'assuré obtiendra, en effet, condamnation soit contre le capitaine soit contre l'assureur suivant la cause de l'avarie. Il s'agit donc bien d'une demande formée contre plusieurs défendeurs. Et ce Tribunal, encore bien qu'il ne soit pas celui du domicile des assureurs ou du lieu de la formation du contrat, est en pareil cas compétent pour statuer entre l'assuré et les assureurs.

L'assureur ne peut, pour se soustraire à la compétence de ce Tribunal, invoquer la différence de titres sur lesquels sont fondées l'une et l'autre action; la police d'assurance, d'une part, et le contrat de transport, d'autre part (8). Pour l'application de l'art. 59, par. 4 Code Procédure Civile, il n'est pas nécessaire que la demande repose à l'égard de tous, les défendeurs sur le même titre (9), il suffit qu'il existe entre les actions un lien de connexité. Celui-ci se trouve dans la question commune que le Tribunal doit trancher. L'art. 59, par. 4 a pour but d'éviter la contrariété de jugements qui pourrait exister si l'un des défendeurs n'était pas contraint par la loi d'accepter la juridiction d'un Tribunal dont normalement il ne relève pas. Or, le plus généralement, dans le cas où l'as-

(7) Rouen, 31 janv. 1861, *Journ. Marseille*, 1861-2-97; Cass. 29 juill. 1868 S. 1869-1-404; RUBEN DE COUDER, op. cit. *Assurances Maritimes*, p. 572.

(8) Aix, 23 mai 1892, *Rev. Inter. de Droit Maritime*, t. 7, p. 664; Cass. Civ. 16 janv. 1924 D. 1925-1-13.

(9) GARSONNET et CÉZAR BRU, op. cit. 3^e ed. t. I, n^o 567, note 7, p. 868; Cass. Civ. 3 fév. 1914 D. 14-1-312; Douai, 17 déc. 1901, D. 1904-5-156; Civ. 1^{er} août 1892, D. 92-1-503.

suré ajourne successivement le capitaine et l'assureur des marchandises avariées, des décisions contraires sont susceptibles d'intervenir car un Tribunal peut mettre hors de cause le capitaine, et un autre débouter l'assuré de sa demande faite contre l'assureur.

Si pour résister à la réclamation, l'assureur invoque la nullité du contrat ou la prescription de cinq ans dérivant de l'art. 42 du Code de Commerce, ou la non-garantie, la contrariété de jugements n'est pas à craindre car ces questions ne sont pas connexes à la demande principale. L'assureur peut donc demander le renvoi devant le Tribunal de son domicile ou de celui indiqué au contrat (10). Les juges apprécient souverainement la question de savoir s'il y a ou non connexité. Il a été jugé qu'il n'existe entre l'action d'avaries et l'action en délaissement aucune connexité, les deux actions procédant de causes différentes et différant dans leur objet; le Tribunal saisi d'une de ces actions n'est pas nécessairement compétent pour connaître de l'autre; elles peuvent être portées devant des juges différents sans qu'il y ait lieu de craindre une contrariété de jugements (11).

Il y a également connexité dans l'action introduite par les armateurs à la fois contre les assureurs et les constructeurs du navire, tendant à obtenir le paiement des réparations à effectuer au navire alors qu'il s'agit de savoir si elles sont imputables aux uns à raison de la fortune de mer, aux autres à raison du vice propre (12).

(10) note H. AUBRUN sous Civ. 16 janv. 1924, D. 1925-1-13.

(11) Rouen, 26 nov. 1894, *Rec. Rouen* 310-1-1894.

(12) Douai, 27 déc. 1901 D. 1904-5-154; Aix, 23 mai 1892, D. 93-2-383; Trib. Comm. Le Havre, 28 juin 1904, *Rev. Le Havre*, 1904-1-125.

c) *Les clauses attributives de juridiction.*

En matière d'assurances maritimes, les clauses dérogatoires à la compétence sont permises et largement employées dans les polices. Elles peuvent être aussi variées que le désirent les parties. Toutefois, il existe des polices types où se retrouvent depuis de nombreuses années la même clause concernant la compétence.

C'est ainsi que l'art. 34 de la police française d'assurance maritime sur corps de navire ou sur marchandises ou facultés est rédigée de la façon suivante :

« par. 1. — Par dérogation à toutes dispositions contraires des lois relatives à la compétence, les assureurs ne peuvent être assignés que devant le Tribunal de Commerce du lieu où le contrat a été souscrit ou au choix de l'assuré, si le contrat a été souscrit par un agent ou mandataire devant le Tribunal de Commerce du siège de la compagnie ou du domicile de l'assureur.

« par. 2. — Toutefois, si plus de la moitié de la valeur agréée du navire (ou de la valeur des marchandises) est souscrite sur un même lieu, l'assuré peut assigner devant le Tribunal de Commerce de ce lieu, déjà saisi d'un litige, les autres assureurs pour faire juger à leur égard le même litige.

« par. 3. — L'assuré pourra toujours être assigné par les assureurs devant le Tribunal de Commerce du lieu où le contrat a été souscrit, l'assuré y faisant élection de domicile ».

La règle générale de compétence se trouve donc dans le paragraphe premier de cet article. Si l'assuré a été son propre courtier, le seul Tribunal compétent est celui du lieu où le contrat a été souscrit. Si l'assuré a pris comme intermédiaire un mandataire ou un courtier, il a le choix entre le Tribunal du lieu où le contrat a été souscrit et celui du siège de la compa-

gnie ou du domicile de l'assureur. En présence de cette clause et suivant que l'assuré a employé ou non un courtier, tout autre Tribunal est incompétent (13).

Le second paragraphe prévoit une exception à cette règle en faveur du Tribunal du lieu où plus de la moitié de la valeur agréée du navire ou des marchandises a été souscrite. A cette condition s'en ajoute une autre : il faut que ce Tribunal soit déjà saisi d'un litige pour que les autres assureurs acceptent la juridiction de ce Tribunal et ne se prévalent pas de la règle normale de compétence du paragraphe premier.

Enfin, l'assuré sera assigné devant le Tribunal du lieu où le contrat a été souscrit. Ce dernier paragraphe a été ajouté dans la police française d'assurance maritime car autrefois il ne s'y trouvait pas.

La police peut contenir une clause attributive de compétence et une autre clause se référant aux conditions du connaissement que l'assureur déclare accepter ; l'assureur peut alors être assigné devant le Tribunal auquel ce connaissement a réservé la connaissance de tous les litiges concernant la marchandise transportée (14). Si une compagnie d'assurances a renoncé, dans un compromis relatif au règlement d'avaries, à la compétence du Tribunal désigné dans sa police, elle peut néanmoins invoquer cette clause et cette compétence lorsqu'elle est actionnée en délaissement car les actions d'avaries et en délaissement ne sont liées par aucun lien de connexité (15).

Les clauses attributives de compétence, faisant la loi des

(13) Trib. Comm. Marseille, 11 juin 1925, *Rev. Dor.* 1925, t. III, 605 ; Trib. Comm. Alger, 8 juillet 1921, *Rev. inter. droit maritime* 1922, t. XXXIII, 862 ; Trib. Comm. Marseille, 1^{er} avril 1919, *Jour. Marseille*, 1920-1-221.

(14) Trib. Comm. Marseille, 11 fév. 1924, *Journ. Marseille*, 1925-1-332.

(15) Rouen, 26 nov. 1894, *Rec. Rouen*, 310-1-1894.

parties s'imposent donc à elles d'une façon absolue. Toutefois, il existe des cas où, malgré ces clauses, d'autres Tribunaux que ceux qui y sont prévus, sont compétents. Il en est ainsi lorsqu'il existe plusieurs défendeurs dont l'un a signé une clause d'attribution de juridiction. Ainsi, malgré la clause d'une police d'assurance attributive de compétence, il y a lieu de retenir devant le même Tribunal les assureurs maritimes et les assureurs terrestres éventuellement responsables de conséquences d'un incendie survenu à des marchandises débarquées d'un navire et entreposées dans un hangar (16).

Un fait semblable s'est produit dans l'affaire de « l'Atlantique ». Le navire était assuré « tous risques » à de nombreuses compagnies, anglaises pour la plupart, pour 100 millions 120.000 francs. Une autre assurance de 70.780.000 était affectée à la « bonne arrivée » qui n'était due qu'en cas de perte totale ou de délaissement, soit au total 170.920.000 francs. Les conditions de l'assurance étaient telles que l'intégralité de cette dernière somme n'était due que dans le cas de délaissement, c'est-à-dire soit en cas d'impossibilité matérielle de réparer le navire, soit en cas d'impossibilité de le réparer pour moins de 100.120.000 francs. Suivant qu'il n'y avait pas ou qu'il y avait lieu à délaissement, les assureurs avaient à payer 100.120.000 ou 170.900.000 francs. Or, dans la police de « bonne arrivée » existait une clause compromissaire.

Le Tribunal de Commerce de la Seine (17) a écarté l'application de la clause compromissaire en invoquant l'indivisibilité de l'action en délaissement résultant de l'article 372 du Code de Commerce.

(16) Trib. Comm. Marseille, 6 avril 1911, *Journ. Marseille* 1911-I-224. contra LYON CAEN et RENAULT, op. cit. 5^e ed. par A. AMIAUD, tome 6, page 332, n^o 1211.

(17) Trib. Comm. Seine, 3 avril 1933, *La Prime*, 15 avril 1933.

Tout Français peut, en vertu de l'article 14 du Code Civil, assigner l'assureur étranger devant les Tribunaux néfice de cette disposition en signant une police comportant une clause attributive de juridiction à des Tribunaux étrangers (18).

L'arbitrage et plus particulièrement la clause compromissoire sont d'une application courante en matière d'assurance maritime. Emerigon (19) signale que les formules de Gênes, de Bordeaux et de Nantes portent que s'il s'élèvent des difficultés entre assureur et assuré, elles seront tranchées par des arbitres. La clause compromissoire a toujours été reconnue valable pour les assurances maritimes, même alors qu'elles étaient nulles entre commerçants.

2° LES ASSURANCES FLUVIALES.

La loi de 1902 ne prononçait l'exclusion d'aucun contrat d'assurance; on discutait donc de savoir si elle s'appliquait aux assurances fluviales ou si ces dernières devaient être assimilées aux assurances maritimes. La loi de 1930 a tranché la question; les règles de compétence relatives à ces assurances sont celles du droit maritime.

3° LA RÉASSURANCE.

La réassurance se trouve en dehors des règles édictées par la loi de 1930. Les règles de compétence qui la régissent sont celles du droit commun. Les traités de réassurance pré-

(18) Cass. 13 mars 1889, D. 89-1-420.

(19) EMERIGON, op. cit. Tome II, p. 311.

(20) Trib. Comm. Seine, 8 déc. 1924, *R. P. Ass.* 1925, p. 464; Trib. Com. Seine 29 mars 1924, *Rev. Droit marit. fr. suppl.* 1924, T. 2, 464; Cass. 9 mars 1863, D. 63-1-176; Bastia, 27 déc. 1875, D. 76-2-203; Aix, 28 fév. 1889, D. 90-2-59; Paris, 18 mai 1909, D. 1909-2-325.

voient souvent devant quel Tribunal les litiges devront être portés. Une compagnie française est en droit de citer une compagnie de réassurance étrangère devant les Tribunaux français car un étranger peut toujours être cité devant les Tribunaux français pour l'exécution des obligations qu'il a contractées envers un français même en pays étranger. Cette règle n'est pas modifiée même si le contrat a été conclu hors de France et que les primes aient été payées à l'étranger (20). Si la compagnie étrangère n'a ni domicile ni résidence en France, elle peut être actionnée devant le Tribunal du domicile du demandeur.

L'arbitrage est très employé pour les difficultés concernant la réassurance des contrats. Avant la loi de 1925, la clause compromissoire insérée dans un traité de réassurance entre compagnies françaises était radicalement nulle, comme dans tous les autres contrats à cette époque, à l'exception des assurances maritimes. Malgré cette jurisprudence et suivant un usage ancien, les clauses compromissoires subsistaient dans les traités de réassurance. Elles étaient souvent respectées par les parties qui d'ailleurs y ajoutaient prudemment une attribution à un Tribunal de Commerce déterminé, si par suite de circonstances quelconques l'arbitrage ne pouvait être réalisé (21).

Lorsque la réassurance était conclue entre une compagnie française et une société étrangère, la clause était valable (22).

La loi du 31 décembre 1925 a validé ces clauses compromissoires des conventions de réassurance (23).

(21) Ch. VILLOTTE : *Nature Juridique et technique de la réassurance*, thèse Paris, 1927, p. 68 ; Maurice PICARD : *De la Réassurance*, thèse Paris 1912, p. 95.

(22) SAINTELETTE : La clause arbitrale dans les traités de réassurance, note R. P. Ass. 1908, p. 465.

(23) Paris, 26 juin 1933, *Gaz. Pal.* 1933-2-665.

4° L'ASSURANCE-CRÉDIT.

On a soutenu que l'assurance-crédit, tout au moins sous certaines formes, ne constitue pas, à proprement parler, une opération d'assurance mais qu'elle se rapproche plutôt des opérations bancaires. Sans entrer dans le détail de cette matière, notons qu'effectivement certaines tendances de l'assurance-crédit s'éloignent des opérations d'assurance pure (24). L'exclusion prononcée par la loi de 1930 a son égard serait ainsi toute naturelle. Toutefois, ceci a été critiqué par M. Capitant (25) qui a estimé qu'il eut mieux valu laisser à la jurisprudence le soin de décider quelles opérations rentrent dans le cadre de l'assurance-crédit proprement dite. Cet auteur a craint l'insertion de clauses léonines dans les contrats d'assurances-crédit. Ceci n'est pas particulièrement à redouter car, en raison de sa nature, l'assurance-crédit n'est employée que par des commerçants avertis des affaires et qu'il n'est pas indispensable de protéger spécialement. L'art. 3 de la loi de 1930 ne régit donc pas cette matière et les règles de compétence du Code de Procédure Civile et du Code de Commerce reçoivent leur entière application. En particulier l'article 420 du Code de Procédure pourra déterminer l'un des Tribunaux compétents. La théorie des succursales pourra être invoquée, à l'encontre des sociétés d'assurances, sous la réserve que ce système ne s'applique que lorsque l'agent de la compagnie peut engager celle-ci et ne se borne pas seulement à proposer les contrats à l'acceptation de la compagnie, contrats qui sont conclus et signés par le directeur (26). A ce sujet, deux tendances

(24) SOLUS S. 1937-2-25.

(25) CAPITANT : *La loi du 13 juillet 1930*, p. 746.

(26) Trib. Civ. Vire, 7 fév. 1901 ; *Pand. Fr.* 1902-2-198 ; Orléans, 2 fév. 1889, D. 90-2-165 ; Cass. Civ. 7 déc. 1886 D. 1887-1-101.

se font face dans les compagnies d'assurances ; l'une tient à la centralisation au siège de toutes les affaires, l'agent n'ayant que des pouvoirs réduits ; l'autre admet une organisation décentralisée et les agents sont alors de véritables directeurs régionaux munis de pouvoirs assez étendus. Dans ce dernier cas, la théorie des succursales pourrait, à juste titre, être invoquée contre les sociétés d'assurances admettant cette organisation.

Section III. — Limites d'application de l'article 3 quant aux lieux

La loi du 13 juillet 1930 s'applique dans tout le territoire métropolitain, aux colonies, aux territoires sous mandat.

En ce qui concerne l'Algérie, une difficulté se présentait ; on sait, en effet, que les lois abrogatives ou modificatives de textes antérieurs applicables à l'Algérie n'ont pas à être introduites dans ces départements. Il en est autrement des dispositions présentant nettement un caractère innovatoire. Aucune discussion de cette sorte tant sur l'article 3 que sur les autres dispositions n'est plus possible depuis que la loi du 10 août 1933 a rendu applicable à l'Algérie la loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance.

§ 1. — ALSACE-LORRAINE

La loi du 13 juillet 1930 n'est pas en vigueur en Alsace-Lorraine car la loi Allemande du 30 mai 1908 n'a pas été abrogée. L'arrêté ministériel du 30 décembre 1918 a autorisé les compagnies françaises d'assurances à effectuer des opérations en Alsace et en Lorraine, mais n'a pas déterminé les rapports entre assureurs et assurés. La loi du 1^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (1) est rédigée comme suit (art. 5) : « La législation locale en matière

(1) Maurice PICARD : La loi applicable aux contrats souscrits en Alsace-Lorraine ou relatifs à des risques qui s'y trouvent situés. *Rev. Gén. Ass. Terr.* 1938, p. 235.

commerciale est abrogée, sauf les dispositions suivantes qui continuent à être appliquées dans leur teneur au moment de la mise en vigueur de la présente loi... la loi du 30 mai 1908 sur le contrat d'assurance... sauf les modifications prévues par la loi portant introduction de la législation civile française ». Or, la loi du 13 juillet 1930 n'a pas été introduite dans les départements recouvrés et c'est ainsi que la loi locale du 30 mai 1908 y est toujours applicable jusqu'au 1^{er} janvier 1945, date fixée par la loi du 23 décembre 1934 qui a prorogé le délai de dix ans de la loi du 1^{er} mai 1924.

La loi du 30 mai 1908 sur le contrat d'assurances permet à l'assuré d'assigner son assureur devant le Tribunal du domicile de l'agent d'assurance avec lequel il a contracté la police (3). Mais l'assuré peut assigner la société d'assurances devant le Tribunal du siège social de l'assureur, par application de l'art. 59, alinéa 5 du Code de Procédure Civile qui se trouve substitué à l'art. 12 du Code de Procédure locale désormais abrogé.

L'art. 64 para. 2 attribue compétence, lorsque des experts doivent, suivant les clauses du contrat, être désignés par le Tribunal, à celui dans le ressort duquel le dommage est survenu. Toutefois, les parties peuvent, par convention expresse, attribuer compétence à un autre Tribunal. Les conventions sur la compétence territoriale sont donc parfaitement licites en Alsace-Lorraine (4), mais cette question de compétence en matière d'assurance soulève une difficulté lorsque l'agence par l'intermédiaire de laquelle le contrat a été souscrit n'est pas établie dans un des trois départements du Haut-Rhin, du Bas-

(2) *J. O.* 3 juin 1924.

(3) Colmar, 6 juin 1928, *Rev. Alsace-Lorraine* 1928-551, *D.* 1928-2-203, note CHÉRON.

(4) Cass. Civ. 26 avril 1937, *Gaz. Pal.* 1937-2-216.

Rhin et de la Moselle et que l'assuré y a cependant son domicile.

Si le contrat d'assurance a été souscrit auprès d'une société ayant son siège à Paris, par l'intermédiaire d'une agence située hors des départements recouvrés, l'assuré Alsacien ou Lorrain peut avoir tendance à saisir le Tribunal du siège de la société ou celui de l'agence. Or, ces deux Tribunaux doivent se déclarer incompetents car la Cour de Cassation, dans de nombreux arrêts (5) a posé en principe que chaque Tribunal doit apprécier sa compétence, d'après la loi qui le régit, sans avoir à tenir compte des règles différentes faites pour des Tribunaux siégeant dans une autre partie du territoire français. Le Tribunal du siège social de la Compagnie d'assurance et celui dans l'arrondissement duquel est située l'agence doivent donc apprécier leur compétence, d'après la loi du 13 juillet 1930. Celle-ci ne donnant compétence qu'aux tribunaux du domicile de l'assuré, du lieu du sinistre ou de l'accident, les tribunaux du siège social de la société ou de l'agence sont donc incompetents. Si l'assuré porte sa demande devant le tribunal de son domicile, celui-ci ne peut se déclarer incompetent en vertu de l'article 48 de la loi locale de 1908, sinon un conflit négatif de juridiction serait soulevé pour lequel la Cour suprême saisie du règlement de juge n'aurait aucun élément de solution.

MM. Chéron et Muhleisen (6) sont donc amenés à poser pour règle que lorsque l'art. 48 de la loi locale est inapplicable, par suite de ce que l'agence est située hors des trois départe-

(5) Req. 17 juin 1922 D. 1923-1-25 ; note A. C. ; 14 mai 1923, D. 1923-1-173 ; note CHÉRON S. 1923-1-321 ; note NIBOYET, 12 fév. 1924, *Gaz. Pal.* 1921-1-557.

(6) CHÉRON et MUHLEISEN : *Précis de Procédure locale applicable en matière civile et commerciale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*, p. 83, n° 99.

ments en question, les tribunaux compétents deviennent ceux prévus par la loi de 1902 remplacée par celle de 1930 « laquelle est introduite dans toute la mesure où son application n'empêche pas d'observer une règle différente formulée par la loi locale. » Ces auteurs étendent la même solution au cas où l'agence étant située dans un autre département que ceux du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, le siège social de la Société d'assurance est établi à Strasbourg par exemple ; l'art. 48 de la loi locale est, dans ce cas, encore inapplicable et dès lors la loi française régit la matière. Ces solutions ont l'avantage d'éviter des conflits négatifs de juridiction.

En résumé, l'assuré Alsacien ou Lorrain n'a, en général, pas d'option entre le tribunal désigné par la loi française et celui que désigne la loi locale, car c'est toujours ce dernier qui est compétent. Toutefois, la loi française devient applicable lorsque la loi locale ne peut l'être, c'est-à-dire quand l'agence par l'entremise de laquelle le contrat a été souscrit n'est pas situé dans l'un des trois départements d'Alsace-Lorraine.

§ 2. — MAROC

La loi du 13 Juillet 1930 a été introduite au Maroc par l'arrêté Viziriel du 28 Novembre 1934, relatif au contrat d'assurance. En ce qui concerne la compétence, l'article 3 prévoit que « dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, le défendeur sera assigné devant le tribunal du domicile ou de la résidence de l'assuré en zone française du Maroc, ou à défaut devant le tribunal du domicile dans ladite zone de l'agent général de l'entreprise d'assurance... » (le reste sans changement sur la loi française).

On voit que les règles de compétence de la loi de 1930 ont été adaptées aux nécessités de cette région.

Le législateur n'a pas établi la distinction habituelle entre résidence et domicile. En effet, dans un pays qui se trouve, comme le Maroc, habité par des personnes de toutes nationalités pouvant n'y avoir qu'une attache plus ou moins temporaire, il était nécessaire, pour le bon fonctionnement de la justice, d'assimiler la résidence au domicile (7).

Ce n'est que si l'assuré n'a ni domicile ni résidence dans la zone française du Maroc que le tribunal du domicile de l'agent général de la Société d'assurance devient compétent.

D'autre part, le décret du 8 Juin 1937 (8) déclare de la compétence des juridictions françaises du Maroc toutes les demandes en dommages-intérêts consécutives aux accidents causés en zone française par des véhicules automobiles lorsque l'une des parties a contracté à cet effet une assurance auprès d'une compagnie justiciable de ces juridictions.

Ce décret a pour effet de soustraire certaines affaires de la juridiction des tribunaux indigènes pour les soumettre aux tribunaux français. De plus, la Grande-Bretagne a renoncé récemment à son privilège de capitulation au Maroc, ce qui rend les compagnies anglaises justiciables des tribunaux français et non plus du tribunal consulaire britannique.

§ 3. — ASSURÉ DOMICILIÉ A L'ETRANGER

Si l'assuré a son domicile hors de France, l'art. 3 de la loi du 13 juillet 1930 n'est plus applicable. Cette loi règle, en effet, une matière de droit interne et ne saurait avoir pour effet de

(7) *BERGE (S) : La justice française au Maroc, organisation et pratique judiciaire*, p. 135.

(8) *Bulletin Officiel de l'Empire Chérifien* du 9 juillet 1937.

dessaisir les Tribunaux français pour attribuer compétence aux Tribunaux étrangers. L'assuré étranger ou l'assuré français domicilié à l'étranger a donc le droit, conformément à l'article 15 du Code Civil et à l'art. 69 du Code de Procédure Civile, d'assigner la compagnie d'assurance devant le Tribunal français dans le ressort duquel la compagnie a son siège social (9). De même, l'assuré domicilié à l'étranger pourra être cité par une société française d'assurance devant les Tribunaux français. Ces solutions sont dictées par le principe que lorsqu'il n'existe aucun Tribunal compétent, le demandeur peut saisir à son choix l'un quelconque des Tribunaux français.

(9) SUMIEN, op. cit. n° 445 ; Paris, 28 déc. 1921, *Gaz. Trib.* 27-28 fév. 1922.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous avons pu voir combien nombreuses sont les règles de compétence concernant le domaine de l'assurance. Si la compétence d'attribution résulte des règles de droit commun, il n'en est pas de même de la compétence territoriale.

Le souci du législateur a été la protection de l'assuré et de la victime. Cette protection s'est révélée à l'origine au sujet de la question la plus urgente, celle de la compétence, et s'est étendue ensuite à tout le domaine de l'assurance, des rapports contractuels au contrôle des sociétés d'assurances.

Les règles de compétence de la loi de 1902 ont été refondues dans l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, et le législateur crut alors les avoir édictées sous une forme ne donnant plus lieu à aucune mesure défavorable aux assurés ni à aucune contestation. Or, tel est le sort de nombreux textes législatifs, qu'à peine promulgués, on s'aperçoit de leur manque d'harmonie avec l'ensemble de la question dont ils traitent.

L'article 3 de la loi sur le contrat d'assurance n'a pas échappé à cette destinée. Il est loin, en effet, d'avoir donné une solution nette aux difficultés concernant la compétence. Au contraire, par un curieux effet et si l'on s'en tient au texte lui-même en en déduisant les effets logiques qu'il impose, quant à sa généralité et quant aux conséquences de son caractère, il semble avoir multiplié les moyens que pourraient soulever des assurés ou des assureurs particulièrement processifs.

Il est à noter que jusqu'à présent ni les uns ni les autres n'ont tiré parti dans un but dilatoire du manque d'harmonie de cette loi. La preuve en est dans la carence, que nous avons signalée, de décisions judiciaires concernant ces questions.

Les parties n'auraient rien à gagner à tenter de profiter des lacunes de la loi et les assureurs en particulier n'ont nullement l'intention de le faire car ils savent qu'étant des commerçants, le meilleur moyen de sauvegarder leurs intérêts est certainement de ne point nuire à leur clientèle.

Les lois de protection de l'assuré et, en particulier celle concernant la compétence, ne peuvent avoir qu'une heureuse influence dans le domaine de l'assurance ; en donnant une plus grande confiance et une plus grande sécurité aux assurés, elles développent l'esprit de prévoyance et par là, favorisent l'industrie de l'assurance.

Nous avons vu également que la loi de 1930 et notamment l'article 3 ne concerne aucunement certains types d'assurances qui restent régis par les principes du droit commun, soit en raison des usages anciens auxquels ils ont toujours été soumis, soit, au contraire, en raison de leur nouveauté qui ne permet pas de les enfermer dans des règles trop étroites.

Vu, le Doyen :
Georges RIPERT.

Vu, le Président :
Henri SOLUS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — *Traité Général des Assurances*, Paris, Cosse. 1843.
- ASTRESSE. — *Traité des Assurances Mutuelles*, Paris, A. Fontemoing, 1901.
- ANCEY et SICOT. — *La loi sur le contrat d'assurances*, Paris, 2 ed. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1931.
- BERGE (S). — *La justice française au Maroc, organisation et pratique judiciaires*. Paris, Leroux, 1917.
- BERNARD (Alfred). — *L'arbitrage volontaire en droit privé*. Bruxelles, 1937. E. Bruylant.
- BONNECASE (J). — *Le droit commercial maritime, son particularisme*, 2 ed. Cadoret, 1931.
- *Traité de droit commercial maritime*. Paris Sirey, 1922.
- CARRÉ (G.L.J.). — *Traité des lois de l'organisation judiciaire et de la procédure*. 1833-1834 8 vol. Paris. Dupont et Cailleux, revu et annoté par Victor Fouché.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — *Lois de la procédure civile et commerciale*, 5^e ed.
- CHÉRON et MUHLEISEN. — *Précis de procédure locale applicable en matière civile et commerciale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*. Paris. Sirey, 1930.
- VAN EECKHOUT. — *Le droit des assurances terrestres*, 2^e

- ed. Bruxelles et Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1933.
- EMERIGON. — *Traité des assurances et des contrats à la grosse*, Marseille, Boulay-Paty, 1783.
- ESCARRA et RAULT. — *Principes de droit commercial*, Paris, Sirey, 1934.
- FUZIER-HERMAN. — *Répertoire général alphabétique de droit français*, 1890. Paris, Larose et Forcel.
- GARSONNET et CÉZAR BRU. — *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 3 ed. Paris, Sirey, 1912-1925.
- GLASSON TISSIER et MOREL. — *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire de compétence et de procédure civile*, 4 vol. 3° ed. Paris, Sirey, 1925-1932.
- GODARD et PERRAUD-CHARMENTIER. — *Le Code des assurances*, 2 ed. Paris, Librairie des juris-classeurs, 1937.
- HEMARD. — *Théorie et pratique des assurances terrestres*, 2 vol. Paris, Sirey, 1924 et 1925.
- JOSSERAND. — *Cours de droit civil positif français*, 2° ed. Paris, Sirey, 1930.
- HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité général théorique et pratique des sociétés*, 5 ed. Paris, Dalloz.
- LACOUR et BOUTERON. — *Précis de droit commercial*, 3° ed. Dalloz, 1933.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*. 5° ed. par A. Amiaud, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1934.
- MOREL. — *Traité élémentaire de procédure civile*, Paris, Sirey, 1932.
- DE PAEPE. — *Etudes sur la compétence civile*. Bruxelles, Bruylant-Christophe, 2 vol. 1889-1891.

- PARDESSUS. — *Cours de droit commercial*, 6^e ed. 4 vol. Paris, Plon.
- PERREAU (E.H.). — *Manuel juridique et pratique de l'agent d'assurance*, Paris, Marcel Rivière, 1931.
- PICARD (M) et BESSON (A). — *Traité général des assurances terrestres en droit français*, tome I, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1938.
- PLANIOU et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français*, 14 vol. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1925-1931.
- RIPERT. — *Traité de droit maritime*, 3^e ed. Paris, Rousseau et C. 1930.
- RUBEN DE COUDER. — *Dictionnaire de droit commercial industriel et maritime*, Paris, Maresq aîné, 1877.
- SOLUS (H). — *Cours de Procédure civile*.
- SUMIEN. — *Traité des assurances terrestres et de la réassurance*, 3^e ed. Paris, Dalloz, 1931.
- *Manuel de l'assuré et de l'assureur*, Paris, Dalloz, 1935.
- THALLER et PERCEROU. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 2 vol. Paris, Rousseau et C. 1931.
- DE VALROGER. — *Droit maritime*.
- VIVANTE. — *Traité théorique et pratique des assurances maritimes*, Paris, A. Pedone, 1898.

THESES

- BARRAULT. — Les agents d'assurances, thèse Paris 1917.
- BINEY (P). — L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, thèse Paris 1934.
- DEBRAY (R). — Privilèges sur les créances et actions directes, thèse Paris 1928.

- FOURASTIÉ. — Le contrôle de l'Etat sur les sociétés d'assurances; thèse Paris 1937.
- GUINEAU (J). — Le paiement de la prime dans l'assurance de dommage; thèse Paris 1932.
- HÉMARD (J). — Les rapports des sociétés d'assurances mutuelles avec leurs adhérents; thèse Paris 1936.
- KLEIN (A.-E.). — L'assurance individuelle contre les accidents; thèse Paris, 1934.
- LIARD (M). — Particularisme de l'assurance maritime par opposition à l'assurance terrestres; thèse Bordeaux, 1933.
- MOULIN-ST-JUST. — Le statut juridique des agents d'assurances; thèse Paris 1930.
- PARIS LE CLERC. — La nature juridique du contrat d'assurance; thèse Paris, 1932.
- PICARD (Maurice). — La réassurance; thèse Paris 1912.
- POL DE CORBIER. — Entreprises et contrats de capitalisation d'après la nouvelle législation; thèse Paris 1920.
- SOLUS (H). — L'action directe de l'interprétation des articles 1753, 1798, 1944 du Code Civil; thèse Paris 1914.
- VILLOTTE (Charles). — Nature juridique et technique de la réassurance; thèse Paris 1927.

NOTES ET ARTICLES DE REVUES

- APPLETON (J). — La compétence en matière d'accident et la jurisprudence récente. *Dalloz* hebdomadaire, chronique 1932, p. 109.
- ASCARELLI. — Articles dans l'*Assicurazioni*, 1934, p. 153.
- AUBRUN. — Note *Dalloz* périodique, 1925-1-13.

BESSON (André). — Note à la *Revue générale des assurances terrestres*, 1938, p. 450.

CAPITANT (H). — L'interprétation des lois d'après les travaux préparatoires. *Dalloz hebdomadaire* 1935, p. 77.
La loi du 13 juillet 1930, *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, p. 816.

CHAMPCOMMUNAL. — Les conflits de juridiction entre les Tribunaux Civils et les Tribunaux de Commerce, Paris 1912.

CHERON. — Note au *Dalloz périodique*, 1923-1-173; 1928-2-203.

COLLIN (A). — Rapport au *Dalloz périodique*, 1927-1-157.

ESMEIN (Paul). — Note au *Sirey*, 1923-1-169.

GLASSON. — Note au *Dalloz périodique*, 1885-2-49.

HÉBRAUD. — L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1931, p. 488.

JOSSERAND. — Notes au *Dalloz périodique* 1933-1-5; 1927-1-157; 1930-2-1.

LALOU (Henri). — Les victimes d'accidents et l'assurance du responsable; *Dalloz hebdomadaire*, chronique 1934, p. 81.

LECOUTURIER. — Commentaire de la loi du 2 janvier 1902; *Les lois nouvelles*, n° 5, p. 264.

LYON-CAEN. — Notes au *Sirey*, 1915-1-33; 1887-2-12.

MALLER (Olivier). — De la nature de l'assurance individuelle contre les accidents. *Revue générale des assurances terrestres* 1929, p. 1.

NIBOYET. — Note au *Sirey* 1923-1-321.

PERREAU (E.-H.). — Répercussions imprévues d'abrogation

par la loi du 13 juillet 1930. *Revue des assurances terrestres*, 1933, p. 763 .

- La loi du 3 décembre 1930 relative aux polices d'assurances et bons de capitalisation et d'épargne égarés, détruits ou volés. *Revue générale des assurances terrestres*, 1931, p. 525.
- Note à la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1935, p. 139 et 487.
- Note au *Sirey*, 1935-2-49.

PERROUD. — Note *Revue des assurances terrestres* 1930, p. 85.

PICARD (Maurice). — L'autonomie de l'action directe. *Revue des assurances terrestres* 1933, p. 723.

- Note *Recueil périodique des assurances* 1927, p. 181.
- Note *Revue générale des assurances terrestres*, 1934, p. 772.
- Note id. 1937, p. 34; 1938, p. 99.
- La loi applicable aux contrats souscrits en Alsace-Lorraine ou relatifs à des risques qui s'y trouvent situés. *Revue des assurances terrestres* 1938, p. 235.

RIVET. — Conclusions *Dalloz périodique*, 1924-3-26.

SAINCTELETTE. — Les sociétés de capitalisation. *Recueil périodique des assurances* 1908, p. 584 ..

- La clause arbitrale dans les traités de réassurance, *Recueil périodique des assurances* 1908, p. 465.
- Note *Recueil périodique des assurances*, 1908, p. 112.

SOLUS (H). — Note au *Sirey*, 1937-2-25.

- SUMIEN -- Procédure contre les Lloyd's de Londres : *La Prime* du 15 avril 1934 .
- Assurances mutuelles : *La Prime* du 15 avril 1935.
- Notes : *La Prime* du 1^{er} octobre 1934 ; *Revue générale des assurances terrestres*, 1930, p. 189.
- TISSIER. — Note Sirey 1893-2-17.
- TRASBOT. — Commentaire de la loi du 13 juillet 1930. *Dalloz périodique* 1931-4-3.
-

REVUES DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Journal Officiel	
Journal Officiel de l'Empire Chérifien	
Sirey — Recueil de jurisprudence générale	S.
Dalloz périodique	D.
Dalloz hebdomadaire	D. H.
Recueil de la Gazette du Palais	Gaz. Pal.
Recueil de la Gazette des Tribunaux	Gaz. Trib.
Pandectes françaises	Pand. fr.
Le Droit	
La Loi	
Les lois nouvelles	
Revue critique de législation et de jurisprudence	Rev. crit.
Moniteur des Juges de Paix	Mon. Juges Paix
Journal des Juges de Paix	Jour. Juges Paix
Journal des Tribunaux de Commerce	J. Trib. Com.
Revue de droit maritime français	Rev. droit marit. fr.
Recueil de Rouen et Caen	Rec. Rouen
Gazette judiciaire et commerciale de Lyon	Gaz. jud. et com. Lyon
Moniteur judiciaire de Lyon	Mon. Lyon
Recueil de Douai - Jurisprudence de la Cour de Douai	Rec. Douai
Recueil du Havre	Rec. Havre
Journal de la jurisprudence commerciale et maritime de Marseille	Journ. Marseille
Recueil de Nantes	Rec. Nantes
Recueil de Bordeaux	Rec. Bordeaux
Revue de l'Alsace-Lorraine	Rev. Alsace-Lorraine
Revue internationale de droit maritime	Rev. intern. droit marit.
Journal de droit international privé	Journ. dr. inter. privé
Revue de droit maritime comparé	Rev. dr. marit. comparé
Journal des Tribunaux Belges	Journ. Trib. belges
Revue générale des assurances terrestres	Rev. gén. ass. terr.
Recueil périodique des assurances	R. P. ass.
Recueil de Bonneville de Marsangy	B. de M.
Recueil juridique de l'automobile	Rec. jur. auto.
Revue des assurances mutuelles	Rev. ass. mutuelles
La Prime	
L'Argus des assurances	
Journal des assurances	J. ass.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	5
<i>Première Partie : LA COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION</i>	9
Chapitre I. — ACTIONS NÉES D'UN CONTRAT D'ASSURANCE	11
Section 1. — <i>Caractère du contrat d'assurance et compétence qui en résulte</i>	11
§ 1. — Sociétés anonymes d'assurances	11
A : Caractère du contrat pour l'assureur	11
B : Caractère du contrat pour l'assuré	13
a) contrat couvrant des risques civils ou commerciaux	13
l'assurance terrestre	13
l'assurance maritime	17
b) contrats couvrant à la fois des risques civils et commerciaux	19
C : Les contrats mixtes	21
§ 2. — Sociétés mutuelles d'assurances	25
A : Caractère du contrat à l'égard de la mutuelle	25
l'assurance terrestre	25
l'assurance maritime	28
B : Caractère du contrat à l'égard des sociétaires	29
Section II. — <i>Les clauses d'attribution de juridiction</i>	33
§ 1. — Les clauses d'attribution aux Tribunaux Civils	33
§ 2. — Les clauses d'attribution aux Tribunaux de Commerce	37
§ 3. — Les clauses d'attribution aux Tribunaux de Paix	39
Section III. — <i>Degré de juridiction</i>	41

	Pages
§ 1. — Les défenses	41
§ 2. — Les demandes principales et reconventionnelles en résiliation ou en nullité d'un contrat	44
§ 3. — Les demandes en suspension d'un contrat et en restitution d'une police	52
Chapitre II. — ACTIONS NÉES DE FAITS ACCESSOIRES OU ETRANGERS AU CONTRAT D'ASSURANCE	55
Section 1. — <i>L'action directe de la victime d'un dommage contre</i>	
Section II. — <i>L'escroquerie à l'assurance</i>	61
<i>l'assureur</i>	55
Section III. — <i>Le contrôle des sociétés d'assurances</i>	65
Section IV. — <i>L'Etat assureur</i>	67
§ 1. — Les caisses nationales d'assurances	67
§ 2. — L'Etat assureur en temps de guerre	67.
§ 3. — L'assurance-crédit d'Etat	68
 <i>Deuxième Partie : LA COMPÉTENCE TERRITORIALE. — L'ARTICLE 3 DE LA LOI DU</i>	
13 JUILLET 1930	71
Chapitre I. — LES PRÉCEDENTS	73
Chapitre II. — ANALYSE DE L'ARTICLE 3	77
Section I. — <i>Les différents Tribunaux compétents</i>	77
Section II. — <i>Controverse sur la généralité de l'art. 3</i>	83
Section III. — <i>L'action directe de la victime d'un dommage contre</i>	
<i>l'assureur</i>	91
Section IV. — <i>L'assureur étranger</i>	96
Section V. — <i>Les contrats prévus à l'art. 10, par. 3 de la loi</i>	102
Section VI. — <i>Sociétés et contrats de défense</i>	107
Section VII. — <i>Influence de la faillite de l'assureur sur la compétence</i>	110
Chapitre III. — CARACTÈRE DE L'ARTICLE 3	111

	Pages
Section I. — <i>L'exception d'incompétence</i>	113
Section II. — <i>L'arbitrage</i>	117
§ 1. — <i>L'expertise amiable</i>	117
§ 2. — <i>Le compromis</i>	121
§ 3. — <i>La clause compromissoire</i>	124
Chapitre IV. — <i>LIMITES D'APPLICATION DE L'ARTICLE 3</i> ..	125
Section I. — <i>Non application aux contrats ne présentant pas le caractère de véritables contrats d'assurances</i>	126
<i>Les contrats de capitalisation et d'épargne</i>	127
Section II. — <i>Exclusion de certains contrats d'assurances</i>	130
1° <i>Les assurances maritimes</i>	130
2° <i>Les assurances fluviales</i>	138
3° <i>La réassurance</i>	138
4° <i>L'assurance-crédit</i>	140
Section III. — <i>Limites d'application quant aux lieux</i>	142
§ 1. — <i>Alsace-Lorraine</i>	142
§ 2. — <i>Maroc</i>	145
§ 3. — <i>Assuré domicilié à l'étranger</i>	146
Conclusion	148
Bibliographie	150
Table des Matières	158

